

De l'analyse des stratégies Open Access dans le paysage académique à la formulation de recommandations à la HES-SO

Mémoire de recherche réalisé par :

Jonathan DONZALLAZ

Cynthia A. GERMOND

Sous la direction de :

Basma MAKHLOUF SHABOU, professeure HES

Genève, 14 janvier 2020

Master en Sciences de l'information

Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)



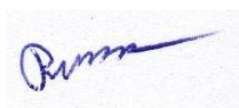
Déclaration

Ce mémoire de recherche est réalisé dans le cadre du Master en Sciences de l'information de la Haute école de gestion de Genève. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans ce travail, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité des auteurs, ni celle de l'encadrant.

« Nous attestons avoir réalisé seuls le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie. »

Fait à Genève, le 14 janvier 2020

Jonathan Donzallaz



Cynthia A. Germond



Remerciements

Nous remercions chaleureusement toutes les personnes qui ont permis la réalisation de la présente recherche.

Dans un premier temps, un grand merci à notre directrice de recherche, la Prof. HES Dr. Basma Makhoul Shabou de nous avoir donné l'opportunité de travailler sur ce passionnant sujet d'actualité ainsi que de ses encadrements, de son écoute et de son suivi tout au long du projet.

Notre reconnaissance va également envers Madame Christine Pirinoli, Vice-Rectrice Recherche et Innovation de la HES-SO, pour sa disponibilité et pour ses réponses à nos questions sans lesquelles notre analyse transversale n'aurait été (si) complète. Enfin envers le Dr. Isabelle Lucas, Cheffe de Projet Open Science à la HES-SO, pour ces précieux et stimulants échanges ainsi que pour la communication et l'envoi de la documentation pertinente.

Un grand merci également à Madame Gwënola Dos Santos, bibliothécaire responsable de l'Infothèque de la HEG Genève, et au Prof. HES Dr. Patrick Ruch, responsable de la recherche à la HEG Genève, pour avoir accepté de nous rencontrer et de nous communiquer leurs rôles et visions de l'Open Access.

Nous remercions également tous les chercheurs qui ont pris le temps de répondre à notre questionnaire et pour leurs commentaires qui nous ont permis de pousser notre analyse plus loin encore.

Enfin un chaleureux merci à nos conjoints, pour leurs indéfectibles soutien et patience.

Résumé

Si certains parlent encore de l'Open Access comme d'une problématique nouvelle, le mouvement se trouve déjà à l'âge adulte, quoique ne pouvant encore être qualifié de parfaitement mature. Nous pouvons situer sa naissance dans les années 1990 déjà, avec l'essor du web. C'est toutefois au début des années 2000 que sont rédigés ses textes fondateurs à l'instar de la *Budapest Open Access Initiative* (2002), du *Bethesda Statement on Open Access publishing* (2003) et de la désormais fameuse *Déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance en sciences exactes, sciences de la vie, sciences humaines et sociales* (2003).

Des bailleurs de fonds, à l'instar du Fonds national suisse de la recherche scientifique, corrélaient désormais l'attribution de fonds publics pour la recherche à la publication de ses résultats en Open Access. Depuis le début des années 2000, dans le cadre de leurs stratégies y afférentes, les hautes écoles adoptent des politiques Open Access. Celles-ci renseignent les chercheurs sur la manière dont l'Open Access est mis en œuvre au sein de leur institution et les informent des modalités internes d'application de ce mode de publication scientifique.

La Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) a adopté sa *Stratégie Open HES-SO* au mois de décembre 2018. C'est dans ce contexte que nous nous sommes vus attribués la présente recherche. Nos objectifs étaient au nombre de trois. Dans un premier temps, nous avons présenté nos suggestions pour la conception de la partie Open Access de la page web Open HES-SO. Notre second objectif consistait en la lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO*. Enfin, en troisième lieu, il s'agissait de formuler des recommandations pour une mise en œuvre optimale de l'Open Access au sein de cette institution. Le présent rapport témoigne de la manière dont nous avons mené notre recherche et révèle le fruit de nos analyses.

Mots clefs : Open Access, Stratégie Open Access, Politique Open Access, mise en œuvre de l'Open Access, haute école, HES-SO.

Table des matières

Déclaration	i
Remerciements	ii
Résumé.....	iii
Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures	vii
1. Introduction	1
1.1 Considérations terminologiques.....	2
2. Méthodologie	4
2.1 Introduction	4
2.2 Grille de lecture des pages web sur l'Open Access en Suisse.....	5
2.2.1 Objectif, nature de la recherche et justification	5
2.2.2 Échantillonnage	5
2.2.3 Conception de l'instrument de collecte.....	6
2.3 Grilles d'analyse des stratégies et politiques Open Access en Suisse	7
2.3.1 Objectif, nature de la recherche et justification	7
2.3.2 Échantillonnage	7
2.3.3 Conception de l'instrument de collecte.....	9
2.4 Questionnaire et entretiens	11
2.4.1 Échantillonnages.....	12
2.4.2 Conception des instruments de collecte	13
2.5 Qualité de la recherche	14
3. Revue de la littérature	16
3.1 Introduction	16
3.2 Définitions et précisions des termes et concepts utilisés.....	17
3.2.1 Stratégie Open Access versus Politique Open Access	17
3.2.2 « Implémentation » et mise en œuvre.....	18
3.3 État de l'art de la recherche	19
3.3.1 Des efforts de catégorisation : typologie	19
3.3.1.1 Typologie des stratégies Open Access.....	19
3.3.1.2 Typologie des politiques Open Access	19
3.3.2 De l'élaboration à la mise en œuvre d'une politique Open Access	21
3.3.2.1 Des trois aspects du développement d'une politique Open Access.....	21
3.3.2.2 Des parties prenantes en matière de politiques Open Access.....	22
3.3.2.3 De l'importance de la communication	23
3.3.3 De l'efficacité des politiques Open Access	24
3.3.3.1 Des critères d'efficacité des politiques Open Access et de leur alignement.....	24
3.3.3.2 Des spécificités institutionnelles à une coordination globale.....	29
3.3.3.3 De la mesure de l'efficacité des politiques Open Access.....	30
3.3.4 Du futur des politiques Open Access	30

3.4 Conclusion.....	32
4. Description des résultats.....	33
4.1 Résultat de la grille de lecture des pages web sur l'Open Access en Suisse.....	33
4.2 Résultat des grilles d'analyse des stratégies et politiques Open Access en Suisse.....	35
4.2.1 Format des politiques Open Access en Suisse	35
4.2.2 Diffusion des politiques Open Access en Suisse.....	35
4.2.3 Validation des politiques Open Access en Suisse	36
4.2.4 Contenu des politiques Open Access en Suisse	36
4.3 Résultats du questionnaire.....	39
4.3.1 Perception de l'Open Access	40
4.3.2 Habitudes de publication en Open Access	40
4.3.3 Perception de l'information institutionnelle quant à l'Open Access	41
4.3.4 Perception des soutiens financier, technique et juridique.....	41
4.3.5 Demandes à la HES-SO en matière d'Open Access.....	41
4.3.6 Connaissance et effets de la Stratégie Open HES-SO	42
4.3.7 Commentaire conclusif	42
4.4 Résultats des entretiens	43
4.4.1 Vision personnelle de l'Open Access	43
4.4.2 Perception de l'Open Access au niveau institutionnel	45
4.4.3 Perception de la <i>Stratégie Open HES-SO</i> et mise en œuvre.....	46
4.4.4 Commentaire conclusif	47
5. Analyse et discussion des résultats	48
5.1 Recommandations pour le site web de la HES-SO.....	48
5.2 Analyse critique de la <i>Stratégie Open HES-SO</i> en matière d'Open Access	49
5.2.1 Genèse.....	49
5.2.2 Format de la <i>Stratégie Open HES-SO</i>	50
5.2.3 Diffusion de la <i>Stratégie Open HES-SO</i>	51
5.2.4 Validation de la <i>Stratégie Open HES-SO</i>	51
5.2.5 Contenu de la <i>Stratégie Open HES-SO</i> (1) : discours stratégique.....	52
5.2.6 Contenu de la <i>Stratégie Open HES-SO</i> (2/2) : Open Access	55
5.3 Recommandations pour une mise en œuvre optimale de la stratégie....	57
5.3.1 Gouvernance	58
5.3.2 Élaboration d'une politique Open Access	60
5.3.3 Une communication efficace auprès des diverses parties prenantes	65
6. Conclusion.....	68
Bibliographie.....	69
Annexe 1 : Résultats bruts du questionnaire	77
Annexe 2 : Guide d'entretien.....	82

Annexe 3 : Questions transmises à la vice-rectrice Recherche et Innovation de la HES-SO	83
Annexe 4 : Suggestions faites à la cheffe de projet Open Science de la HES-SO concernant la partie Open Access du site web Open HES-SO	84
Annexe 5 : Organigramme de la HES-SO	87
Annexe 6 : Composition des organes centraux de la HES-SO et compétences pouvant être utilisées en matière de mise en œuvre de l'Open Access selon la <i>Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)</i>.....	88
Annexe 7 : Visibilité de l'Open Science sur les pages web des différentes bibliothèques de la HES-SO	89
Annexe 8 : Poster scientifique	92

Liste des tableaux

Tableau 1 : Échantillon de politiques Open Access étudiées	8
--	---

Liste des figures

Figure 1 : Évolution de l'adoption de politiques Open Access par les organismes de recherche : 2005-2019.....	16
Figure 2 : Des effets du temps consacré à la communication et à la sensibilisation en amont de l'adoption d'une politique Open Access	23
Figure 3 : Des critères généraux de l'efficacité des politiques Open Access.....	25
Figure 4 : Des critères spécifiques de l'efficacité des politiques Open Access obligatoires (<i>mandates</i>)	25
Figure 5 : De l'alignement des politiques Open Access avec les critères H2020	27

1. Introduction

Dans le cadre de la mouvance internationale de l'Open Science qui prône et travaille à l'ouverture de la science au public, l'Open Access se concentre sur le libre accès aux publications des chercheurs. Nombres d'organismes nationaux de financement de la recherche édictent leurs propres directives en la matière. En outre, plusieurs initiatives, menées à différentes échelles, visent la promotion et la mise en application de ce nouveau mode de partage de la recherche, telles que le Plan S, soutenu par un consortium international de bailleurs de fonds coordonné par Science Europe (Science Europe 2020).

Au niveau suisse, la politique du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) prévoit que les recherches financées par ses fonds doivent toutes être publiées en Open Access dès 2020 (FNS [2019]). Dans la *Stratégie nationale suisse sur l'Open Access*, swissuniversities (2017 et 2018) préconise quant à elle que toutes les publications financées par les pouvoirs publics soient disponibles en Open Access à l'horizon 2024. Par le biais de son plan d'action, swissuniversities (2018) propose une série de mesures qui permettent aux hautes écoles d'atteindre les objectifs de la stratégie nationale. Celui-ci inclut « l'élaboration de recommandations [...] sur la base desquelles les hautes écoles seront invitées à créer ou à adapter leurs propres politiques sur l'Open Access » (swissuniversities 2018, p. 3). L'*Open Access Alliance* soutient désormais la mise en œuvre du plan d'action de swissuniversities (swissuniversities 2019).

Pour réaliser ces objectifs ambitieux, les hautes écoles suisses mènent une réflexion commune, tout en élaborant leurs propres stratégies dans le respect de la liberté académique (Art. 20 de la *Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999* (Cst). ; Art. 5 de la *Loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles* (LEHE)). Elles doivent en outre formaliser leurs stratégies Open Access par le biais de politiques y relatives. L'élaboration et la mise en œuvre de ces stratégies et politiques par les hautes écoles n'est pas seulement affaire de politique. Comme le précisait Martin Hall, alors vice-recteur de l'Université de Salford :

« *The case for Open Access within a university is not simply political or economic or professional. It needs to rest in the notion of what a university is and what it should be... It is central to the university's position in the public space.* »
(Hall [sans date] cité dans SPARC Europe 2014, p. 10)

Au mois de décembre 2018, la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) a adopté sa *Stratégie Open HES-SO* (HES-SO 2018a). L'Open Access fait partie intégrante de cette démarche de promotion de l'Open Science. Pour mener à bien sa stratégie, la HES-SO a notamment nommé une Cheffe de projet Open Science en la personne du Dr. Isabelle Lucas.

C'est dans ce contexte que nous avons été mandatés afin de réaliser la présente recherche. Notre question de recherche est la suivante : au vu de l'analyse comparative des stratégies Open Access des hautes écoles, à l'international et plus particulièrement en Suisse, quelles sont les recommandations pouvant être formulées à la HES-SO pour assurer un développement et une mise en œuvre optimale de l'Open Access et appuyer sa réputation et son rayonnement en la matière.

Notre mandat prévoit l'établissement d'un état de l'art des stratégies et politiques Open Access au sein des institutions académiques en visant trois objectifs distincts :

- Premièrement, à un niveau déjà opérationnel, la recherche vise à présenter des propositions pour la conception de la partie Open Access de la page web de la HES-SO dédiée à l'Open Science ;
- Deuxièmement, sur un plan analytique, il s'agit d'effectuer une lecture critique de la stratégie Open Access de la HES-SO afin de la situer par rapport à l'existant ;
- Enfin, le troisième objectif consiste à formuler des recommandations à la HES-SO en vue d'une mise en œuvre optimale de ladite stratégie.

1.1 Considérations terminologiques

Dans le cadre de présente recherche, les termes sont entendus de la manière suivante.

Nous entendons les « hautes écoles » telles que définies par l'article 2 alinéa 2 de la LEHE soit : « a. les hautes écoles universitaires, à savoir les universités cantonales et les écoles polytechniques fédérales (EPF) ; b. les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles pédagogiques ». Nous nous basons sur l'ensemble des « [h]autes écoles suisses reconnues ou accréditées » référencées par swissuniversities ([sans date]). Nous utilisons le terme d' « institution académique » comme synonyme de « haute école ».

Par Open Access, défini par la *Budapest Open Access Initiative* (BOAI) (2002) comme « [...] l'« accès libre » à la littérature [scientifique], nous entendons sa mise à disposition gratuite sur l'Internet public, permettant à tout un chacun de lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces articles, les disséquer pour les indexer, ou s'en servir à toute autre fin légale, sans barrière financière, légale ou technique autre que celles indissociables de l'accès et l'utilisation

d'Internet. [...] » (BOAI 2002, § 3). Ainsi, comme le précise la HES-SO, « l'Open access consiste à permettre un libre accès aux connaissances scientifiques, s'opposant par-là à la pratique traditionnelle selon laquelle les résultats de recherche et les publications sont consultables de manière restreinte via des souscriptions d'abonnement ou des frais » (HES-SO 2018b, p. 3).

Telle que définie par le *Centre national des ressources textuelles et lexicales*, la stratégie est l'« ensemble des choix d'objectifs et de moyens qui orientent à moyen et long terme les activités d'une organisation, d'un groupe »¹. Formalisée et délimitée dans le temps, elle précise la vision et les actions futures d'une institution quant à une problématique. Dans le cadre de la présente recherche, nous distinguons les termes de « stratégie » et de « politique ». Nous employons l'expression « stratégie » Open Access pour désigner l'ensemble des dispositifs de promotion de l'Open Access. Le terme de « politique » Open Access est quant à lui utilisé pour désigner les documents formalisant ces stratégies. Nous expliquons et détaillons cette distinction dans le chapitre 3.

Les stratégies et politiques Open Access doivent être mises en œuvre, soit déployées au sein de l'institution académique. Si nous précisons ce qui doit être entendu par mise en œuvre dans le chapitre 3, relevons que le terme d'implémentation est très souvent utilisé pour signifier cette mise en œuvre concrète.

¹ <http://www.cnrtl.fr/definition/strategie> [consulté le 11 avril 2019].

2. Méthodologie

2.1 Introduction

La présente recherche présente trois caractéristiques essentielles. D'une part, dans la mesure où son point de départ consiste en un état de l'existant, elle se veut essentiellement descriptive. D'autre part, comme elle se base principalement sur des données de type narratif, sa nature est précisément qualitative (Fortin et Gagnon 2016). Enfin, comme l'idée est de se baser sur l'existant pour émettre des recommandations, le processus de recherche est clairement inductif (Fortin et Gagnon 2016).

Aussi, le mode de recherche privilégié est celui de l'étude de cas multiples. Il s'agit en effet bien d'insister sur une préoccupation spécifique - les stratégies et politiques Open Access - au sein de plusieurs cas ou sites - différentes institutions académiques (Fortin et Gagnon 2016).

Comme défini par Roy,

« L'étude de cas est une approche de recherche empirique qui consiste à enquêter sur un phénomène, [...], sélectionné de façon non aléatoire, afin d'en tirer une description précise et une interprétation qui dépasse ses bornes. Le cas étudié est donc bien délimité, mais forme un sous-système dont l'analyse permet de mieux comprendre un système plus large. Ainsi, on s'intéressera aux composantes qui forment le cas, y compris son contexte immédiat [...] et ses différentes dimensions. »
(Roy 2009, p. 206-207)

En outre, notre choix est conforté par l'observation que

« [...] l'étude de cas est souvent utilisée en recherche appliquée, notamment en évaluation de programmes gouvernementaux, où elle est utile pour prendre la mesure de l'efficacité – ou des limites – d'un programme. La méthode facilite de surcroît l'identification de pratiques administratives exemplaires qui peuvent servir de leçons d'avenir pour l'ensemble du programme évalué. Un exemple typique est l'analyse d'un point de service en particulier d'un programme plus large. »
(Roy 2009, p. 202)

Notre périmètre de recherche s'étend à l'échelle nationale. Le champ d'application, quant à lui, cible la HES-SO. Afin de répondre à notre question de recherche et aux trois objectifs susmentionnés, différentes méthodes de collectes de données ont été utilisées. Nous détaillons les modes d'échantillonnage ainsi que conception des outils de collecte dans les chapitres 2.2 à 2.4.

Pour nos deux premiers objectifs, nos propositions pour la conception de la partie Open Access de la page web de la HES-SO dédiée à l'Open Science puis la lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO*, la collecte de données a été réalisée au moyen de grilles d'analyse de l'information blanche (stratégies, politiques, sites web) disponible au sujet

des stratégies et politiques Open Access des différentes hautes écoles échantillonnées. Pour établir ces grilles d'analyse, nous nous sommes inspirés d'études similaires, telles que celle menée par Makhlouf Shabou et al. (2019). Nous avons ainsi tenté de dégager les principes sous-jacents des différentes stratégies et politiques Open Access, par-delà leurs formes publiées.

Pour ce qui est du troisième objectif, la formulation de recommandations en vue d'une mise en œuvre optimale de la *Stratégie Open HES-SO*, nous avons eu recours à des entretiens semi-structurés auprès de responsables de la recherche et de bibliothécaires. Les chercheurs ont quant à eux interrogés par le biais d'un questionnaire. Les différentes observations et données ainsi obtenues nous ont permis, une fois croisées, de formuler des propositions qui tiennent compte des besoins et attentes de ces différents profils et fonctions.

Nous avons veillé à assurer l'aspect qualitatif inhérent à toute recherche scientifique et pris soin d'identifier les possibles biais qui pouvaient surgir au fil de notre recherche (cf. chapitre 2.5). Notons enfin que la présente recherche est limitée au niveau supra-institutionnel de la HES-SO. Pour des raisons de faisabilités, nous n'avons pu nous concentrer sur les spécificités des six domaines qui sont représentés en son sein.

2.2 Grille de lecture des pages web sur l'Open Access en Suisse

2.2.1 Objectif, nature de la recherche et justification

Dans le but répondre à notre premier objectif à savoir fournir des propositions pour la conception de la partie Open Access de la page web de la HES-SO dédiée à l'Open Science, nous avons élaboré une grille de lecture des pages web sur l'Open Access d'autres institutions. Cette partie de notre recherche peut être définie comme une étude descriptive qualitative au sens où l'entendent Fortin et Gagnon (2016), dans la mesure où le travail consiste en une « description qualitative sommaire des données organisées autour d'un thème ciblé » (Fortin et Gagnon 2016, p. 200).

2.2.2 Échantillonnage

Pour réaliser notre analyse, un échantillonnage s'est avéré nécessaire, principalement pour deux raisons. D'une part, il existe un nombre important de hautes écoles en Suisse au sens de la LEHE. D'autre part, le niveau de maturité des différentes hautes écoles en matière d'Open Access s'avère parfois très inégal. En toute logique, celles d'entre elles qui possèdent le plus haut volume de publication se révèlent souvent les plus au fait de la problématique. Il s'agit principalement des universités et des écoles polytechniques (art. 2 al. 2 let. a LEHE), tandis que les hautes écoles spécialisées et les hautes écoles

pédagogiques (art. 2 al. 2 let. b LEHE) sont, traditionnellement, davantage centrées sur l'enseignement et moins sur la recherche, sans que cette affirmation ne constitue une règle absolue.

Ces considérations ont motivé un échantillonnage de type non probabiliste, par choix raisonné. Nous avons ainsi sélectionné cinq universités suisses sur les dix existantes, à savoir celles de Bâle, Fribourg, Lausanne, Neuchâtel et Saint-Gall.

2.2.3 Conception de l'instrument de collecte

Afin d'analyser les pages web susmentionnées, nous avons élaboré une grille de lecture sommaire. En effet, nous avons pu constater que les différents sites web présentaient deux caractéristiques importantes : d'une part, ceux-ci pouvaient être très différents d'une institution à l'autre ; d'autre part, l'information présentée et son agencement étaient soumis à une importante variabilité en raison de fréquentes mises à jour, de sorte qu'à l'heure d'écrire ces lignes, un certain nombre de liens ne sont déjà plus actifs et certaines pages ont déjà évolué. Dès lors, s'il était nécessaire de disposer d'une telle grille afin de comparer les différents sites web entre eux, une analyse trop détaillée ou trop définitive était rendue impossible.

Face à cette situation, nous avons donc préféré une grille de lecture simple, mais permettant une plus grande souplesse d'analyse. Notre grille vise à évaluer le contenu et la diffusion des pages web. Elle se compose à cet effet des indicateurs suivants :

- Diffusion : niveau de visibilité sur le site web de l'institution
- Diffusion/contenu : contextualisation
- Contenu : documents à disposition
- Contenu : références et mise à disposition d'aides supplémentaires

En outre, elle prévoit un espace pour signaler tout autre particularité notoire, ainsi qu'un espace où présenter un avis conclusif sous forme de synthèse :

- Autres éléments notoires
- Conclusion

Enfin, au vu de la variabilité susmentionnée, il importe de préciser que notre collecte de données s'est déroulée durant le printemps 2019, dans l'optique de fournir nos recommandations pour le site web de la HES-SO dans le temps imparti.

2.3 Grilles d'analyse des stratégies et politiques Open Access en Suisse

2.3.1 Objectif, nature de la recherche et justification

Afin de permettre une lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO* en matière d'Open Access, nous avons élaboré des grilles d'analyse des stratégies et politiques Open Access en Suisse. Comme pour le chapitre précédent, cette partie de notre recherche peut être définie comme une étude descriptive qualitative au sens où l'entendent Fortin et Gagnon (2016), dans la mesure où le travail consiste en une « description qualitative sommaire des données organisées autour d'un thème ciblé » (Fortin et Gagnon 2016, p. 200). Ce choix s'inscrit en outre sciemment dans le prolongement d'une étude comme celle de Makhoul Shabou et al. (2019), dont l'analyse porte sur les politiques de gouvernance informationnelle.

2.3.2 Échantillonnage

Pour réaliser notre analyse, un échantillonnage s'est avéré nécessaire, pour des raisons identiques à celles évoquées au chapitre 2.2.2.

D'une part, il existe un nombre important de hautes écoles en Suisse au sens de la LEHE. Procéder à une analyse exhaustive se serait révélé fastidieux, sans pour autant apporter de plus-value notable, dans la mesure où les politiques des différentes hautes écoles se révèlent souvent proches, motivées et guidées par les mêmes recommandations à l'échelle nationale ou internationale. Un échantillonnage restreint conservait ainsi toute sa pertinence pour révéler le champ des possibles en matière de politiques Open Access institutionnelles en Suisse.

D'autre part, comme précédemment exprimé et argumenté au chapitre 2.2.2, le niveau de maturité des différents types de hautes écoles en matière d'Open Access s'avère parfois très inégal.

Ces considérations ont motivé un échantillonnage de type non probabiliste, par choix raisonné. Nous avons ainsi sélectionné les universités et les écoles polytechniques fédérales qui disposaient de politiques ou de stratégies Open Access clairement définies comme telles et accessibles en ligne au moment de notre collecte de données. Notre échantillon s'est ainsi composé des hautes écoles et des documents présentés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Échantillon de politiques Open Access étudiées

Institution	Intitulé(s) du document	Date de mise en vigueur
Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)	Politique de libre accès de l'EPFL EPFL Open Access policy	12/02/2019
Eidgenössische Technische Hochschule Zürich (ETHZ)	Open Access-Policy der ETH Zürich vom 17. Januar 2018 ETH Zurich's open access policy dated 17 January 2018	01/02/2018
Universität Basel	Open-Access-Policy der Universität Basel Open Access Policy of the University of Basel	19/03/2013
Universität Bern	Open Access-Policy der Universität Bern Open Access Policy of the University of Bern	16/10/2012
Universität Luzern	Richtlinien zur Open Access Policy der Universität Luzern	01/08/2016
Universität St. Gallen (1)	Open Access Policy der Universität St.Gallen	12/11/2007
Universität St. Gallen (2)	Reglement zur Open Access Policy Regulations concerning the Open Access Policy	01/01/2009
Universität Zürich	Policy der UZH UZH Policy	[22/05/2008]

Ainsi, les politiques des deux écoles polytechniques fédérales ainsi que de cinq universités ont été analysées. Les cinq universités restantes ont été écartées faute de données disponibles ou pertinentes. En effet, les politiques Open Access de l'Université de Fribourg et de l'Université de Lausanne sont actuellement en cours d'élaboration². C'est également le cas du côté de Neuchâtel, d'après le rapport d'activité 2018 publié en juin 2019³. En outre, nous n'avons trouvé aucune information accessible en ligne quant aux politiques respectives de l'Université de Genève et de l'Università della Svizzera italiana telles que nous les entendons dans le cadre de la présente recherche.

Cela étant, en matière de *Green Road* (ou « voie verte » soit l'auto-archivage), ces politiques chevauchent parfois un autre type de documents : les politiques, directives ou consignes propres aux archives institutionnelles respectives de ces institutions. Les cas sont divers : les modalités de dépôt sont parfois intégrées aux politiques Open Access des hautes écoles, parfois définies dans des politiques propres, parfois encore simplement précisées sous la rubrique « aide » des archives institutionnelles. Ainsi, une université comme celle de Genève, si elle ne présente pas de politique Open Access disponible en ligne, dispose en revanche d'une politique institutionnelle pour son archive ouverte (Université de Genève 2010). Dans le cas de la HES-SO, ces modalités sont fixées dans les *Règles communes pour l'archive ouverte ArODES HES-SO* (HES-SO. Rectorat 2018), qui ne sont pas directement, encore une fois, l'objet de notre étude. Notons que cette pratique – une politique propre à l'archive ouverte complétant la politique Open Access – est recommandée par Holl, Bilcsi et Hall (2016) (cf. chapitres 3.2.2.2 et 5.3.2).

Il est important d'être conscient de cette situation avant d'opérer une critique trop sévère des éventuelles lacunes des politiques des hautes écoles en matière de *Green Road*.

2.3.3 Conception de l'instrument de collecte

Afin d'analyser les documents listés dans le *Tableau 1*, nous les avons soumis à deux grilles d'analyse.

En premier lieu, il est apparu intéressant de pouvoir appliquer le principe de reproductibilité scientifique, en soumettant nos politiques Open Access à la grille conçue

² Le site web de l'Université de Lausanne fournit l'indication suivante : « UNIL is preparing an Open Access policy to guide and encourage its researchers to comply with the ever growing number of Open Access constraints. » (Université de Lausanne, [sans date]). Pour Fribourg, l'information émane d'une source interne, Jonathan Donzallaz travaillant au sein de la BCU de Fribourg.

³ « [Le Service information scientifique et bibliothèques] collabore à la réflexion visant à définir la politique de l'UniNE en matière d'Open Access » (Université de Neuchâtel 2019, p. 47).

par Makhoul Shabou et al. (2019) pour l'analyse des politiques de gouvernance informationnelle. Cette grille s'appuie sur quatre critères – respectivement le contenu, le format, la diffusion et la validation – auxquels sont associés, en tout, pas moins de dix-neuf indicateurs.

Sans anticiper sur les résultats de issus de cette première grille (cf. chapitre 4), il est apparu sans surprise que le critère de contenu devait être affiné et adapté à la composition effective d'une politique Open Access. Différents documents ont tenté de définir soit le contenu effectif des politiques Open Access, soit les éléments souhaités, sous la forme de recommandations. Ainsi, Hübner et Risenweber (2018) ont conçu une grille qui a servi à l'analyse des politiques Open Access de 47 universités allemandes ainsi que de 5 hautes écoles spécialisées (*Fachhochschulen*). La partie principale de cette grille d'analyse compte 28 indicateurs qui correspondent à des éléments susceptibles d'apparaître dans une politique Open Access (*Policy-Element*), certains d'entre eux correspondant à des critères autres que celui du contenu selon la catégorisation de Makhoul Shabou et al. (2019)⁴. Parmi ces 28 indicateurs, 15 correspondent à ceux recommandés par PASTEUR4OA (2015) et sont signalés comme tels dans la grille. De son côté, swissuniversities (2018) propose 14 indicateurs à intégrer dans une politique Open Access, sur la base des 16 proposés lors d'un atelier s'étant déroulé en 2017 (swissuniversities 2018). Certains de ces indicateurs regroupent – ou correspondent à – plusieurs indicateurs de Hübner et Risenweber (2018).

Face à une telle situation, nous avons décidé d'élaborer notre propre grille pour l'analyse spécifique du contenu. Ce choix offrait deux avantages notoires par rapport à la réutilisation de la grille de Hübner et Risenweber (2018), par exemple. Tout d'abord, nous avons ainsi eu la possibilité de donner une structure à notre grille, plutôt que de suivre un catalogue d'indicateurs triés selon leur fréquence. D'autre part, nous avons pu reformuler les indicateurs pour éviter les intitulés parfois trop généraux de swissuniversities (2018) ou ceux parfois trop détaillés de Hübner et Risenweber (2018). Nous avons proposé des colonnes de correspondances pour permettre de faire un lien avec les indicateurs employés dans d'autres documents.

Nous avons ainsi élaboré une grille d'analyse du contenu regroupant 26 indicateurs, structurés en 4 catégories de contenu, à savoir : « ancrage et contexte », « modalités d'auto-archivage (*Green Road*) », « modalités de publication (*Gold Road, Hybrid Road,*

⁴ C'est le cas, par exemple, de l'indicateur 25 (« Überprüfung der Einhaltung der Open-Access-Policy »), qui correspond au critère de validation chez Makhoul Shabou et al. (2019).

modes de publication alternatives) » et « soutien et promotion institutionnels de l'Open Access ». De cette manière, nous avons pu à la fois y intégrer tous les éléments de contenus susceptibles de se trouver dans les politiques dépouillées, et structurer ces éléments de manière logique.

Notons enfin que parallèlement et simultanément à notre travail, le *Swiss Library Network for Education and Research* (SLiNER) a réalisé et réalise encore une démarche similaire en proposant des recommandations et un modèle « personnalisable » de politique Open Access à l'intention des hautes écoles suisses. D'après le calendrier présenté au mois de novembre 2019, ces éléments ont été validés au mois de décembre 2019 par la *Delegation Open Science*, et seront présentés en février 2020 à l'Assemblée plénière de swissuniversities (Schneider 2019).

2.4 Questionnaire et entretiens

Rappelons que si notre périmètre de recherche s'étend à l'échelle nationale – internationale même pour ce qui est de la revue de littérature – le champ d'application se situe quant à lui au niveau supra-institutionnel de la HES-SO. Quand bien même notre recherche ne vise pas une étude interne exhaustive, nous avons la volonté de tenir compte du contexte interne. Si la *Stratégie Open HES-SO* se situe à ce même niveau institutionnel, sa mise en œuvre concrète se réalise dans les faits au niveau de ses écoles, domaines de recherche et filières.

Dès lors, pour ce qui est de notre troisième objectif – la formulation de recommandations à la HES-SO pour une mise en œuvre optimale et efficace de l'Open Access – nous souhaitons intégrer une analyse interne aux pratiques pertinentes et transférables relevées dans le cadre des précédents objectifs. À ces fins, nous avons eu recours à un questionnaire ainsi qu'à des entretiens semi-dirigés. Une fois le questionnaire clos et les entretiens passés, nous avons réalisé que nous ne pourrions procéder à leur analyse objective et cohérente sans obtenir un certain nombre d'informations de la part du Rectorat. Nous avons donc transmis nos questions à Madame Christine Pirinoli, Vice-Rectrice Recherche et Innovation de la HES-SO et auteur, avec Madame Géraldine Sauthier, de la *Stratégie Open HES-SO*.

Les différentes observations et données ainsi récoltées nous ont permis, une fois croisées, de formuler des propositions tenant compte tant des informations communiquées par le Rectorat que des actuels pratiques, besoins et attentes de différents corps de métiers directement concernés par l'Open Access au sein de la HES-SO.

2.4.1 Échantillonnages

La HES-SO est composée de six domaines de recherche répartis dans vingt-huit écoles. Si l'ensemble de la population cible peut être considéré comme raisonnablement accessible, un échantillonnage fut toutefois nécessaire. Le mode spécifique d'échantillonnage ainsi que la taille de l'échantillon varient d'un type de collecte à l'autre (questionnaire ou entretiens). Dans une perspective bottom-up, nos échantillonnages devaient porter sur un panel de parties prenantes représentatives du domaine de la recherche au sein de la HES-SO.

Nous avons dès lors décidé de récolter des informations relatives à la perception et à la pratique de l'Open Access par les chercheurs, responsables de la recherche et bibliothécaires. Ces trois corps de métier sont directement concernés et impactés par l'Open Access. En matière de financement de la recherche et de publication pour les chercheurs et responsables de la recherche. Ces derniers sont en outre les répondants directs des chercheurs en matière de recherche scientifique. Nous en comptons un par école. Les bibliothèques et bibliothécaires sont de précieux points de contact en matière d'Open Access. En termes de communication, conseil et formation. En outre, celles-ci tiennent le rôle important de référents en matière de dépôt et d'archivage des publications dans ArODES.

Chacune de ces positions étant présente dans les écoles que compte la HES-SO, nous avons décidé de baser notre récolte d'information sur l'une d'entre elles. Ce choix était conforté par le fait que nous avons été informés de l'envoi à venir d'un questionnaire sur l'Open Access à l'ensemble des chercheurs de la HES-SO. Il s'agissait de ne pas entraver sa bonne tenue et d'éviter la redondance de la récolte des opinions.

Notre choix s'est porté sur la Haute école de gestion de Genève (ci-après HEG-GE). À son lancement en 2015, ArODES ne constituait encore que l'archive du domaine « Économie et Service » de la HES-SO, dont la HEG-GE est l'une des six écoles (HES-SO 2015). L'Infothèque de la HEG-GE était alors déjà en charge de l'archivage des publications dudit domaine (HES-SO 2015). Au moment de notre recherche, la HEG-GE comptait le plus de publications dans ArODES, entre-temps devenu le dépôt institutionnel de la HES-SO, dont l'un de ses objectifs n'est autre que de « répondre à la stratégie nationale sur l'Open Access » (HEG-GE 2012). Aujourd'hui, l'Infothèque de la HEG-GE est considérée comme la « référente métier ArODES » (HES-SO. Rectorat 2018), soit le point de contact désigné pour toutes les questions relatives à l'archive institutionnelle. Autant de signes d'une certaine maturité de cette école en la matière.

Une fois le choix de la HEG-GE arrêté, nous avons établi que le questionnaire allait nous servir à récolter des informations relatives à la perception et à la pratique de l'Open Access par ses chercheurs. Nous avons procédé à un nouvel échantillonnage. Des quatre filières de la HEG-GE nous avons sélectionné les trois qui comptaient alors le plus de dépôts dans ArODES : « Économie d'entreprise », « Information documentaire » et « Informatique de gestion ». Nous avons ensuite fait le choix d'envoyer le questionnaire aux membres des corps nommés « professoral » et « intermédiaire » de chacune de ces filières. Si la définition de « chercheur » n'est clairement donnée ni dans la *Stratégie Open HES-SO* ni plus dans la documentation institutionnelle à notre disposition, nous souhaitons pouvoir recueillir l'information auprès de chacune des personnes qui, selon nous, peut mener des recherches et dès lors être considérée comme concernée par l'Open Access, quelle que soit sa position académique.

Les entretiens semi-dirigés avaient pour finalité de compléter les informations récoltées par le biais du questionnaire envoyés aux chercheurs par les avis de deux autres corps de métier directement liés à l'application de l'Open Access au sein de la HES-SO : les responsables de la recherche et les bibliothécaires. Une fois l'échantillonnage effectué sur la HEG-GE, il était évident que nous souhaitons rencontrer sa bibliothécaire responsable, Madame Gwënola Dos Santos, et son responsable de la recherche, le Prof. HES Dr. Patrick Ruch.

2.4.2 Conception des instruments de collecte

Le questionnaire a été élaboré de manière à pouvoir recueillir les informations que nous considérons comme importantes pour notre analyse et la réalisation de notre troisième objectif – la formulation de recommandations à la HES-SO pour une mise en œuvre optimale et efficace de l'Open Access. Les questions envoyées aux chercheurs des membres des corps « professoral » et « intermédiaire » ainsi que les résultats bruts et anonymisés se trouvent dans l'Annexe 1. D'une manière générale, nous avons besoin de récolter des informations quant à la perception et mise en œuvre de l'Open Access par les chercheurs. Aussi les avons-nous élaborées de manière à savoir quelle est leur perception personnelle de l'Open Access. Il s'agissait aussi de savoir quelles sont leurs habitudes de publication en Open Access ainsi que les possibles freins aux publications en Open Access. Enfin récolter des informations quant à la connaissance et perception des différents possibles niveaux de soutien internes, avant de les questionner quant à la *Stratégie Open HES-SO*.

Concernant les entretiens, nous les avons souhaité semi-dirigés afin de pouvoir récolter l'information que nous considérons comme nécessaire, sans pour autant orienter les

échanges vers ces seuls objectifs. Il s'agissait d'éviter tout risque de biais apporté par notre vision d'alors et de permettre à nos interlocuteurs de porter à notre connaissance des informations que nous n'aurions pas forcément envisagées. Le guide d'entretien se trouve en Annexe 2. Les questions ont été développées sous trois grands axes :

- Open Access et vous
- Open Access au niveau institutionnel
- Stratégie Open HES-SO.

Les questions ensuite transmises à Madame Christine Pirinoli, Vice-rectrice Recherche et Innovation de la HES-SO et co-auteur de la *Stratégie Open HES-SO*, ont été formulées au vu des informations qui nécessitaient un complément d'information de la part du Rectorat en vue d'une analyse aussi exhaustive que possible et de la formulation de recommandations objectives et effectives. Ces questions, disponibles dans l'Annexe 3, ont essentiellement trait à la gouvernance et à la communication en matière d'Open Access.

2.5 Qualité de la recherche

Afin d'assurer autant que faire se peut la qualité de notre recherche, nous avons veillé à assurer l'aspect qualitatif inhérent à toute recherche scientifique et pris soin d'identifier les éventuels biais qui pouvaient surgir au fil de notre étude. La rédaction de notre devis de recherche nous a permis de clairement délimiter la problématique et de réfléchir à la méthodologie que nous allions employer afin de répondre à nos trois objectifs. Le devis de recherche est par définition amené à évoluer au fil d'une recherche scientifique. Aussi avons-nous adapté notre méthodologie lorsque cela s'avérait nécessaire. Nous avons également produit un *Data Management Plan* (DMP). Quand bien notre recherche est essentiellement descriptive et qualitative, celui-ci nous aura permis de réfléchir à certains aspects qui n'auraient alors pas encore été anticipés.

Voici les possibles biais que nous avons identifiés. Concernant la collecte de données servant nos deux premiers objectifs – les propositions pour la conception de la partie Open Access de la page web de la HES-SO dédiée à l'Open Science puis la lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO*, nous sommes conscients de n'avoir accédé qu'à l'information publique. Notre analyse ne peut donc être considérée comme exhaustive au sens où elle pourrait être complétée par la récolte de données émanant de sources complémentaires (questionnaire, entretiens). Concernant notre troisième objectif, nos recommandations pour une mise en œuvre optimale de la *Stratégie Open HES-SO*, nous avons structuré notre collecte de données et attendu d'avoir les résultats des questionnaires et entretiens avant de procéder à notre analyse. Nous avons opté pour

des entretiens semi-structurés de manière à pouvoir récolter les informations tout en permettant à nos interlocuteurs d'attirer notre attention sur des éléments auxquels nous n'aurions pensé. Les informations récoltées lors de ces entretiens ont été validées après la soumission de leurs verbatims, soit la retranscription fidèle des échanges avec nos interlocuteurs. Pour des raisons de faisabilité, nous avons dû procéder à des échantillonnages pouvant être qualifiés de restreints. Nos données ont été récoltées auprès d'une seule des vingt-huit écoles de la HES-SO. Si le questionnaire a été envoyé aux chercheurs de trois filières de la HES-SO, les données récoltées ne peuvent prétendre représenter l'intégralité des opinions des chercheurs de l'institution. De plus, le taux de participation s'élève à 13,51%. Aussi ne nous est-il possible de dire que ces résultats et réponses sont indubitablement généralisables. Les réponses au questionnaire envoyé aux chercheurs par le Rectorat de la HES-SO pourront compléter nos présentes analyses.

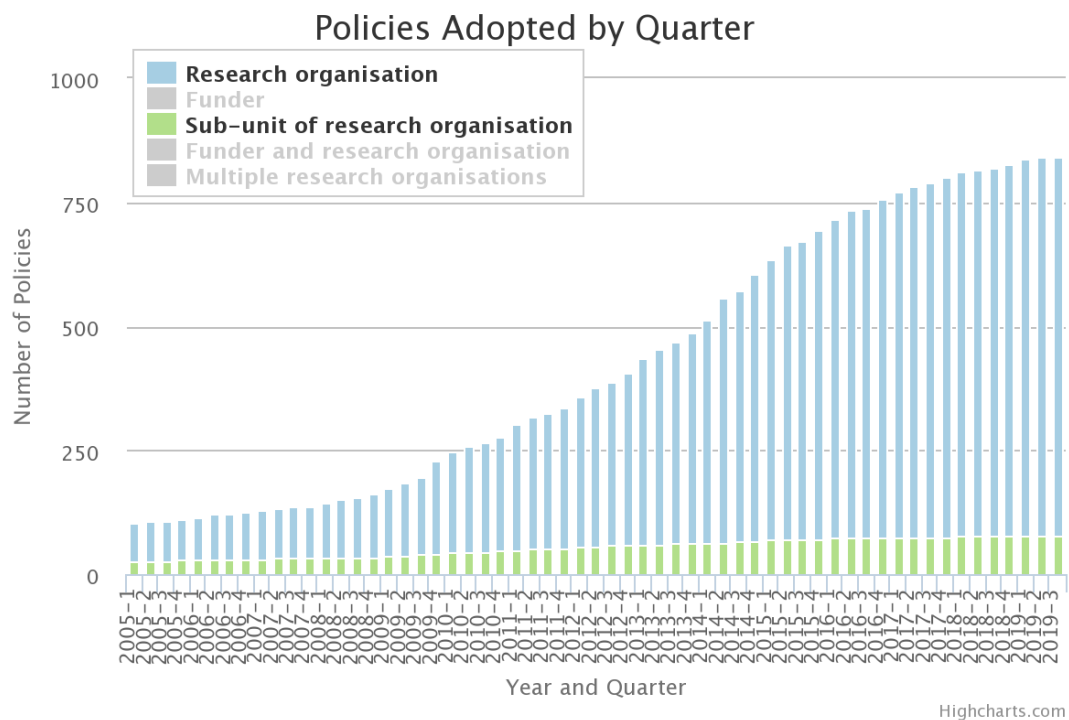
Relevons enfin que la HES-SO dispose d'une structure particulière en ce sens qu'elle comprend un Rectorat et vingt-huit écoles, soit autant de directions. En tant qu'externes à l'institution, nous avons redoublé d'attention afin d'obtenir toutes les informations qui nous semblaient pertinentes pour mener à bien la présente recherche. Toutefois, au vu de la taille de l'institution, nous ne pouvons pour autant certifier avoir pu parfaitement intégrer chacun de ses aspects fonctionnels et organisationnels internes.

3. Revue de la littérature

3.1 Introduction

La *Budapest Open Access Initiative* de 2002 et plus particulièrement la *Déclaration de Berlin* de 2003 forment la pierre angulaire du mouvement Open Access. Les stratégies Open Access des institutions de la recherche ainsi que leur formalisation et mise en œuvre par le biais de politiques y relatives remontent à cette même période. Toutefois, c'est au cours de ces dix dernières années que le nombre de ces documents a connu une croissance exponentielle.

Figure 1 : Évolution de l'adoption de politiques Open Access par les organismes de recherche : 2005-2019



University of Southampton, [2020],

Cet état de fait suscite logiquement une littérature de plus en plus importante, du simple retour d'expérience au sujet d'une politique Open Access en particulier à des analyses plus poussées et/ou globales.

Le présent travail poursuit un double objectif. En premier lieu et en guise de préalable incontournable à notre recherche, nous distinguons les stratégies des politiques Open Access avant de préciser les termes d' « implémentation » et de mise en œuvre. En second lieu, nous donnons un aperçu global des différentes problématiques que soulève la question de « l'implémentation d'une politique Open Access » parmi les études publiées à ce jour, en en fournissant un état de l'art aussi actuel que possible.

3.2 Définitions et précisions des termes et concepts utilisés

3.2.1 Stratégie Open Access versus Politique Open Access

En français, le terme de « politique » est polysémique et peut être synonyme de « stratégie ». Toutefois, les deux termes peuvent aussi prendre des significations distinctes. Afin d'éviter toute confusion, il nous semble utile d'effectuer cette distinction, sur le modèle d'Alma Swan (2012). Pour cette dernière, l'élaboration de politiques Open Access n'est qu'un type parmi d'autres de stratégie de promotion de celui-ci (voir chapitre 3.3.1.1). Autrement dit, il faut entendre le terme de « stratégie » dans un sens conceptuel⁵, alors que l'expression « politique Open Access » désigne, elle, un document formalisant cette stratégie. Dans la traduction de sa monographie de référence, Peter Suber (2016) parle aussi de « réglementation »⁶, ce qui a le mérite de désigner clairement dans notre esprit un document concret.

Il faut noter que la distinction ne semble pas être observée par tous, de sorte que la terminologie utilisée pour nommer un document peut parfois porter à confusion.

Pour rendre cette distinction plus claire, il existe une base de données visant à répertorier l'ensemble des *politiques* Open Access, c'est-à-dire un répertoire de documents matériellement identifiables, participant chacun à des *stratégies* Open Access sans en être forcément l'unique dispositif. Il s'agit du *Registry of Open Access Repository Mandates and Policies* (ROARMAP) (University of Southampton, [2020]).

Cette appellation nous pousse à amener une précision supplémentaire. Là où la littérature francophone semble utiliser de manière plutôt unanime le terme de « politique » ou de « stratégie » pour désigner ces documents, les études anglophones distinguent, elles, assez clairement les *policies* des *mandates* ou *mandatory policies*. Comme leur nom l'indique, ces « mandats » ont un caractère contraignant, requérant un certain nombre d'actions plutôt que les recommandant (voir par exemple Anderson 2016 ; Schmidt et Kuchma 2012 ; Swan et al. 2015 ; Xia et al. 2012). Peter Suber (2016), qui consacre un chapitre à la question, résume ainsi la distinction :

« Les réglementations les plus strictes sont rédigées en des termes impliquant une obligation. Elles exigent ou semblent exiger l'accès ouvert et sont souvent connues sous le terme de « mandat ». »
(Suber 2016, chap. 4, § 21)

⁵ Voir par exemple la définition du CNRTL, « Ensemble d'actions coordonnées, d'opérations habiles, de manœuvres en vue d'atteindre un but précis » (<https://www.cnrtl.fr/definition/strat%C3%A9gie> [Consulté le 28.08.2019]).

⁶ La monographie de Peter Suber est parue en 2012. Sa traduction française, publiée en 2016, constitue fondamentalement le même ouvrage, mais certains éléments ont été actualisés pour l'occasion. Pour cette raison ainsi que par commodité de lecture, nous nous référons de préférence à la version traduite.

Tout comme Shieber (2009), Suber apporte ici une nuance qui n'est pas anodine : dans les faits, il apparaît que même les « mandats » les plus stricts ne peuvent avoir l'autorité absolue qu'ils revendiquent :

« Le vocabulaire manque pour décrire les réglementations qui utilisent le registre de l'obligation, mais qui remplacent la notion de contrainte par l'éducation, la persuasion, la motivation et l'assistance. » (Suber 2016, chap. 4, § 23)

De fait, d'autres termes se rencontrent au gré de la littérature, tels ceux de « résolution » ou « engagement » pour les *policies* ou celui de « politique prescriptive » pour les *mandates* (Swan 2012 ; Suber 2016).

Pour notre part, nous emploierons l'expression « stratégie Open Access » pour désigner un ensemble de dispositifs de promotion de l'Open Access. Le terme de « politique Open Access » sera quant à lui utilisé pour désigner les documents formalisant ces stratégies, englobant, conformément à l'usage francophone, les *policies* et les *mandates* des études anglophones. Il ne s'agit à ce stade que d'une question de vocabulaire, sans entrer encore dans la question du contenu.

3.2.2 « Implémentation » et mise en œuvre

Bien qu'il ne soit pas toléré par l'Académie française⁷, le terme d'« implémentation » est un anglicisme largement utilisé au sein de la littérature pour désigner la mise en œuvre effective des éléments préconisés par une politique Open Access.

Si le sens semble clair, il faut toutefois relever que le périmètre que recouvre l'implémentation est variable. Issue du vocabulaire informatique, l'implémentation peut être envisagée sous un angle purement technique, qui peut se traduire par exemple par la mise en œuvre d'une archives institutionnelle. Cependant, comme nous le verrons, le contenu d'une politique Open Access dépasse souvent largement ce seul enjeu. Pour ne donner qu'un exemple, le caractère novateur de l'Open Access requiert une part importante de communication, souvent prévue par la politique Open Access. « Implémenter » cette politique revient donc aussi à trouver des solutions de communication qui ne requièrent pas les compétences d'un informaticien. De même, certaines études centrées sur la question des coûts de l'implémentation peuvent parfois tendre à ne considérer que les coûts « techniques » et à négliger les autres aspects.

Pour notre part, nous entendons le terme d'implémentation au sens de « mise en œuvre », sans connotation informatique particulière, ce d'autant plus que la HES-SO dispose déjà d'une archive institutionnelle.

⁷ <http://www.academie-francaise.fr/implémenter> [Consulté le 02.09.2019].

3.3 État de l'art de la recherche

Comme dit en introduction au présent chapitre, le nombre d'études liées de près ou de loin à l'implémentation de politiques Open Access s'est accru au fil des années. Cette littérature se caractérise par sa grande mixité, tant du point de vue de sa typologie – articles, chapitres d'ouvrages collectifs, monographies, mais aussi rapports ou présentations non publiées – que du point de vue des angles d'approches utilisés, comme l'annonce l'intitulé de nos sous-chapitres.

3.3.1 Des efforts de catégorisation : typologie

3.3.1.1 Typologie des stratégies Open Access

Situées, comme nous les avons définies, en amont de la politique Open Access et à un niveau conceptuel, les stratégies Open Access peuvent évidemment prendre diverses formes. Cependant, très peu d'études en proposent une typologie. Swan (2012) fait exception à cette règle en distinguant trois catégories principales : les stratégies axées sur l'élaboration de politiques, les stratégies fondées sur la sensibilisation, et enfin les approches axées sur l'infrastructure. On peut ajouter que ces différentes orientations ne s'excluent pas forcément les unes des autres.

3.3.1.2 Typologie des politiques Open Access

« Policies vary hugely » (Swan et al. 2015, p. 10). La remarque, émanant de spécialistes de la question, se laisse facilement vérifier en consultant le ROARMAP, tant les documents varient en termes de tailles, de contenus ou encore de maturité.

Il n'est donc pas étonnant qu'il existe davantage d'efforts de catégorisation au niveau des politiques Open Access. On peut noter en préambule que si de telles réflexions contribuent à structurer et clarifier le propos, elles permettent aussi de mesurer toute la complexité de l'exercice. Établir une typologie est une affaire de choix : différents systèmes coexistent, basés sur des critères objectifs. Les différents systèmes se complètent donc plus qu'ils ne s'excluent. Il appartient au chercheur de déterminer comment catégoriser au mieux dans son cas particulier, pour les biens de sa propre recherche.

Si les politiques Open Access peuvent varier à ce point, c'est qu'elles se composent, précisément, d'un grand nombre de variables possibles. Différentes études en dressent des listes plus ou moins longues, sans encore proposer de typologie précise (voir par exemple Suber 2009 ; Schmidt et Kuchma 2012 ; Swan et al. 2015 ; Vetrò et Bianco 2016).

On voit dès lors apparaître le nœud du problème :

« Certes, tous les paramètres peuvent varier d'une politique à l'autre, de sorte que le nombre total de permutations est très élevé. » (Swan 2012, p. 54)

Dans ces conditions, Swan propose un modèle basé sur les variantes que l'on rencontre effectivement dans la pratique, distinguant cinq types de politiques Open Access, par l'intermédiaire d'une matrice comptant elle-même cinq critères : dépôts obligatoire, dépôt immédiat, embargo autorisé, rétention des droits, dérogations autorisées.

Dans un registre un peu similaire car lui aussi basé sur l'approche multifactorielle et l'observation des pratiques en vigueur, Suber (2012 et 2016) propose, lui, quatre catégories principales, la catégorie 0 regroupant les politiques non restrictives, et les catégories 1, 2 et 3 distinguant les types de « mandats » selon des critères liés au dépôt des articles et aux droits à l'accès ouvert à ces mêmes articles. Cependant, l'auteur note bien qu'il ne s'agit que d'un modèle théorique :

« De nombreuses réglementations de l'accès ouvert sont des variations hybrides de ces quatre catégories. » (Suber 2016, chap. 4, § 11)

En outre, Suber ajoute encore que d'autres catégories sont encore théoriquement possibles, mais pas forcément dans un futur immédiat en raison du contexte actuel.

Il faut noter que certains modèles de typologies sont, eux, beaucoup plus simples et peuvent ainsi prétendre à une forme d'exhaustivité. Xia et al. (2012) qui se concentrent sur les « mandats » voient principalement deux manières de dresser une typologie des politiques Open Access : par détenteurs de contenus (*content holders*) ou par type de dépôt (*type of deposit*). Finalement, les auteurs choisissent un modèle fait de cinq types (*institutional; multi-institutional; program; funder; thesis*), suffisant pour le propos de leur étude. Il en va de même pour Hunt et Swan (2015) qui distinguent deux grandes catégories de politiques Open Access, les distinguant par leur caractère ou non obligatoire. D'autres variables permettent ensuite de les distinguer plus en profondeur. Celles-ci permettant également d'évaluer l'efficacité des politiques Open Access, elles seront dès lors présentées sous le chapitre 3.3.3.1 Même constat pour l'*European University Association* (EUA) (2015) selon qui la nature de la politique peut être définie soit par son caractère obligatoire, sinon par le biais de mesures d'encouragement.

Les études traitant de la typologie des politiques Open Access mettent ainsi en lumière le caractère subjectif de l'effort de catégorisation. Les nombreux critères avancés par les uns et par les autres permettent ainsi de devenir particulièrement sensibles aux subtilités des facteurs possibles, plutôt que d'aboutir à une typologie unique qui serait reprise par une majorité de chercheurs.

3.3.2 De l'élaboration à la mise en œuvre d'une politique Open Access

La majeure partie de la littérature consacrée aux stratégies et aux politiques Open Access n'est guère consacrée aux questions de typologies que nous venons d'évoquer, mais bien plus aux problématiques de leur élaboration et de leur mise en œuvre. Une partie importante de cette littérature consiste en des retours d'expériences plus ou moins bien documentés et détaillés. Ces retours d'expériences peuvent prendre des formes diverses, qu'il s'agisse de simples rapports ou de véritables articles scientifiques référencés et publiés comme tels. Certains sont le fruit de la réflexion d'un ou de plusieurs chefs de projet, d'autres résultent d'enquêtes et de questionnaires envoyés à différentes parties prenantes, mais plus particulièrement aux chercheurs (par ex. Shovkovy 2018).

Ces documents constituent une source de premier choix, car ils visent le plus souvent à offrir des recommandations de bonnes pratiques, tout en mettant aussi en lumière les défis et les difficultés rencontrés. S'il est impossible de donner un aperçu complet de cette littérature, il faut citer en exemple l'importante série de documents divers et variés qui ont résulté de l'initiative européenne PASTEUR4OA (Open Access Policy Alignment Strategies for European Union Research)⁸, dont la conférence finale s'est tenue au mois de mai 2016.

Outre les aspects à prendre en compte au moment du développement d'une politique, deux éléments sont incontournables dans le processus destiné à déployer de manière efficace les effets d'une politique Open Access : les parties prenantes et la communication. Si les premières permettent de préparer et de passer les étapes de l'élaboration, de l'adoption enfin de l'implémentation de la politique, la seconde est vitale en ce sens qu'elle a pour finalité d'assurer l'adhésion de toutes les parties, destinataires inclus, et dès lors à assurer son respect et permettre son déploiement effectif.

3.3.2.1 Des trois aspects du développement d'une politique Open Access

Au moment où l'idée d'élaborer une politique Open Access germe au sein d'une institution, l'EUA (2015) nous rappelle les trois aspects qui doivent être considérés. Du point de vue stratégique, il s'agit notamment d'établir si la politique sera, ou non, obligatoire ainsi que la ou les voie(s) de publication, les éventuelles dérogations ainsi que les possibles sanctions en cas de non-respect de la politique. Les aspects pratiques permettent quant à eux de préciser, par exemple, les types de publications concernés

⁸ Ces documents sont déposés sur le répertoire Zenodo, où une recherche avec le terme « PASTEUR4OA » ne génère pas moins de 116 résultats au mois d'août 2019 (<https://zenodo.org/search?page=1&size=20&q=PASTEUR4OA> [Consulté le 27 août 2019]).

ou encore les modalités de dépôts. Du point de vue économique enfin, il s'agit bien évidemment d'évaluer l'impact financier de l'Open Access pour l'institution ainsi que les coûts engendrés par les différentes voies de publication. Ces aspects sont précisés au chapitre 5.3.2.

Se basant sur les résultats du sondage institutionnel de 2017 sur l'Open Access à l'Université de Lausanne, institution qui regroupe plusieurs disciplines académiques, Crespo-Quesada et Bussy (2018) préconisent des approches qu'ils qualifient de souple et mixte. Si la première doit pouvoir assurer la liberté académique, la seconde appelle à la coexistence des plusieurs voies de publication.

3.3.2.2 Des parties prenantes en matière de politiques Open Access

Par parties prenantes, il faut entendre toute personne, groupe de personnes ou entité prenant une part active dans l'élaboration, l'adoption ou encore l'implémentation des politiques Open Access.

Se basant sur les retours d'expériences de Harvard, du MIT, de Stanford et de l'université du Kansas, Emmett et al. (2011) soulignent la complexité de l'adoption de l'Open Access ainsi que la nécessaire recherche de consensus. Aussi,

« [...] gaining consensus on the theoretical and philosophical underpinnings for the open access movement and the pragmatic requirements of practicing open access are two different and necessary processes. » (Emmett et al. 2011, p. 558)

Selon l'étude menée par Fruin et Sutton (2016) auprès de cinquante et une universités nord-américaines, la majorité des impulsions amenant à l'élaboration d'une politique proviennent des bibliothèques. Dans d'autres cas, il peut s'agir de commissions mises en place par le rectorat ou encore des responsables de la recherche. Les auteurs rappellent toutefois que la collaboration et la collégialité favorisent la promotion de l'Open Access au sein des institutions, avant de préciser que :

« [h]aving positive faculty-administration relations and a system of shared governance in place appears to be helpful, although certainly not detrimental if absent. » (Fruin et Sutton 2016, p. 479)

Si pour Fournier (2017), les chercheurs sont des acteurs-clefs dans la mise en œuvre des politiques, notamment en raison des bénéfices qu'ils en retirent, Ludwig (2010) relate les effets positifs de l'implication du corps professoral dans les réflexions. Le processus d'élaboration de la politique gagne donc à être itératif. L'implication concrète des parties prenantes permet en outre à celles-ci d'intégrer les valeurs de l'Open Access, ce qui constitue un facteur de succès non négligeable.

Le rôle de la bibliothèque quant à la mise en œuvre de la politique est relevé par Kipphut-Smith (2014) puis par Kern et Wishnetsky (2014). Relatant le cas de la *Chalmers University of technology*, Gilbert et al. (2011) informent qu'une fois la politique adoptée, ce fut au directeur de la bibliothèque de préparer sa mise en œuvre puis de définir les ressources nécessaires à celle-ci. La politique fut adaptée en cours de processus et la bibliothèque vit la création d'un nouveau département dédié à l'Open Access en son sein. Enfin, dès 2011,

« A support network for Open Access was formed within the university consisting of the library, the communication office and the legal office. »

(Gilbert et al. 2011, p. 4)

Si Holl, Bilicsi et Ball (2016) préconisent une définition claire des responsabilités institutionnelles en matière d'Open Access, ils estiment en outre nécessaire d'intégrer dans des politiques propres aux dépôts les questions qui ne sont traitées dans la politique Open Access institutionnelle, comme par exemple les formats de dépôt en vue de la conservation à long terme ou les questions de monitoring.

3.3.2.3 De l'importance de la communication

L'enquête de Fruin et Sutton (2016) démontre l'importance ainsi que les effets de la sensibilisation et de la communication autour de l'Open Access, ce avant même l'adoption effective de la politique.

Figure 2 : Des effets du temps consacré à la communication et à la sensibilisation en amont de l'adoption d'une politique Open Access

TABLE 4 Time Spent Educating Faculty on Open Access and the Policy			
Amount of Time	Policy Enacted	Policy in Progress	Policy Failed
Less than six months	15%	0%	50%
Six to twelve months	33%	44%	50%
One to two years	31%	44%	0%
More than two years	21%	12%	0%

(Fruin et Sutton 2016, p. 477)

Ces mêmes auteurs précisent enfin qu'une fois la politique adoptée, la promotion de l'Open Access doit également être le fait des autres instances académiques :

« [f]aculty buy-in is more likely to result from peer-to-peer advocacy for the policy than from library exhortations. »

(Fruin et Sutton 2016, p. 483)

Le même constat émane de Kern et Wishnetsky (2014). Après avoir rappelé l'important rôle de la bibliothèque *Pelletier* de l'*Allegheny College* en matière de communication en amont de l'adoption, les auteurs précisent :

« [...] it was the Academic Support Committee that was primarily responsible for influencing the faculty on the issue [...]. This approach resonated with faculty, and was likely a key factor in the resounding approval for the policy. »

(Kern et Wishnetsky 2014, p. 198)

Pour Ludwig (2010), l'effort de communication mené par l'Université du Kansas tout au long du projet lui a été très favorable. Par exemple, les questions soulevées lors des réunions entre les parties prenantes, chercheurs inclus, pouvaient ensuite être intégrées dans divers supports de communication écrite et diffusées au sein du campus.

3.3.3 De l'efficacité des politiques Open Access

Le sujet de l'efficacité des politiques est vaste. Il est à considérer aux niveaux tant interne qu'externe à l'institution. Quels sont les aspects à intégrer dans la politique de manière à assurer son efficacité. Si celle-ci tient compte des spécificités propres à l'institution et est indubitablement destinée à une application interne, elle ne peut pour autant faire fi des pratiques des autres institution ni plus que des critères établis par les instances nationales ou supranationales.

3.3.3.1 Des critères d'efficacité des politiques Open Access et de leur alignement

Nombre de chercheurs se basent sur les données du ROARMAP pour comparer les politiques et analyser leur efficacité. Sur la base de l'analyse de ces données, Swan (2015), cite les six principaux thèmes qu'une politique devrait préciser à savoir son caractère ou non obligatoire, si l'Open Access est considéré comme le dépôt – et alors lequel – ou alors comme la publication dans des revues en Open Access, enfin régler les questions relatives aux éventuelles sanctions en cas de non-conformité puis aux embargos et licences. Elle précise ensuite les cinq éléments importants pour asseoir l'efficacité des politiques soit (i) le caractère obligatoire de la politique (ii) l'obligation de dépôt au moment précisé par la politique, quelles que soient les conditions d'embargo (iii) l'interdiction de porter atteinte aux droits d'auteur garantis par la politique (iv) garantir l'Open Access de tous les articles déposés, au plus tard au terme de la période d'embargo (v) lier les procédures d'évaluation de la recherche et de la performance au sein de l'institution au dépôt. Viennent enfin trois éléments qu'elle considère comme significativement associés à la réussite d'une politique à savoir (i) l'obligation de dépôt dans un dépôt Open Access, (ii) sans aucune dérogation possible, enfin (iii) le lien entre le dépôt et l'évaluation de la recherche ainsi que de la performance.

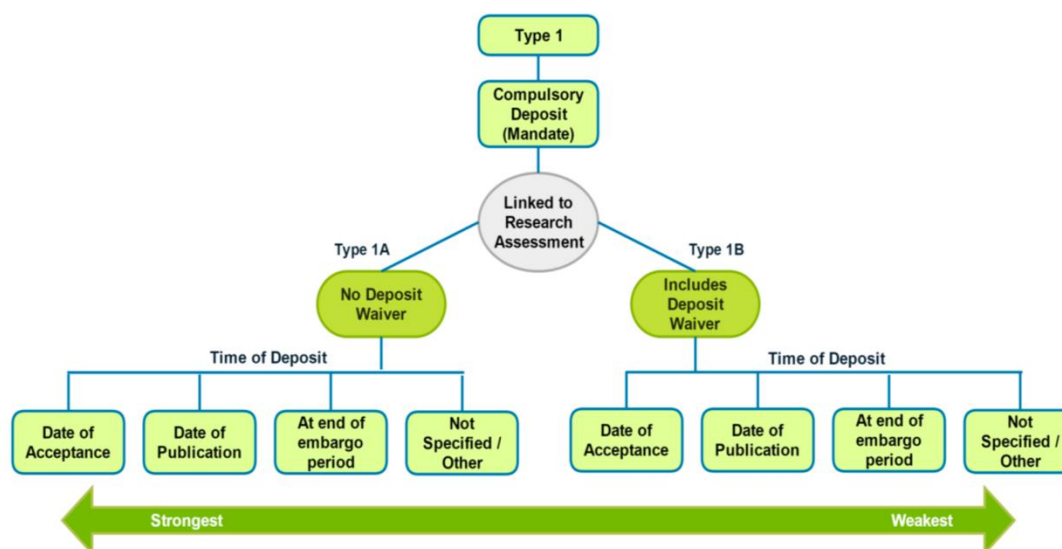
Notons que ces trois éléments sont également relevés par Hunt et Picarra (2016) ainsi que par Hunt et Swan (2015) qui, rappelons-le, considèrent comme première distinction entre les politiques leur caractère, ou non contraignant. Elles estiment en outre que la politique peut être encore renforcée par l'introduction d'une quatrième « variable » à savoir (iv) la date à laquelle le dépôt doit être effectué, considérant comme les plus fortes et donc efficaces les politiques qui requièrent un dépôt au moment de l'acceptation de la publication. Suivent ensuite les dépôts à la date de publication puis ceux à la fin de la durée d'embargo, enfin les politiques qui ne précisent pas de date.

Figure 3 : Des critères généraux de l'efficacité des politiques Open Access

	Mandatory Policies		Voluntary Policies	
	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4
	Research Assessment			
	Linked	Not linked	Linked	Not linked
	← Strongest		Weakest →	
% of policies	6%	53%	1%	40%

(Hunt et Swan 2015, p. 2)

Figure 4 : Des critères spécifiques de l'efficacité des politiques Open Access obligatoires (*mandates*)



(Hunt et Swan 2015, p. 4)

Selon Swan (2015), du moment qu'elles sont correctement mises en œuvre, l'efficacité des politiques a pour effet de garantir les dépôts par les chercheurs tout en rassurant ces derniers quant au respect de leurs droits. Aussi, un texte intégral pourrait rester en accès restreint pendant la durée totale de la restriction concernée, voire *ad vitam*

aeternam si les conditions nécessaires étaient remplies. « [L]a politique du programme de financement de la recherche de la Commission européenne Horizon 2020 est également de ce type » (Swan 2015, p. 5). L'alignement des politiques institutionnelles sur ces mêmes critères représente des avantages non négligeables pour leurs chercheurs.

Hunt et Picarra (2016) précisent à ce propos :

« Aligned policies are a key factor in changing author practices and norms. For researchers it ensures a simple and consistent set of requirements, important for those whose work is funded by more than one funder, or who work in interdisciplinary teams where funding comes from different sources at different times. For the research community more generally, aligned policies mean that infrastructure can be created to support policies across the sector. »

(Hunt et Picarra 2016, p. 2)

Pour ces mêmes auteurs, l'alignement des politiques est aussi important que des politiques fortes et efficaces. Ils partagent en outre l'avis de Swan (2015) quant au fait que l'alignement doit également se faire par rapport aux exigences d'Horizon 2020. À partir des données disponibles sur le ROARMAP, ils dressent un tableau qui permet d'avoir une vue d'ensemble des aspects sur lesquels les politiques institutionnelles peinent encore à s'aligner.

Figure 5 : De l'alignement des politiques Open Access avec les critères H2020

Field	Horizon 2020 policy requirements	Number of Institutional policies	Number of Funders policies	% Institutional policy alignment to H2020	% Funder policy alignment to H2020
Locus of Deposit	Any suitable repository	341	56	96%	86%
Making Deposit Open	Required / Recommended	273	52	77%	80%
Deposit of item	Required	225	49	63%	75%
Journal Article Version	Author final / published version	169	36	47%	55%
Gold Options	Green (or Gold acceptable if necessary to ensure OA)	149	36	42%	55%
Date of Deposit	At acceptance / publication	94	13	26%	20%
Date to be made OA	At acceptance / deposit / publication / end of policy permitted embargo	88	40	25%	62%
Can Deposit be waived?	No	74	30	21%	46%
Can Open Access be waived?	No	65	14	18%	22%
Embargo HASS	0 / 6 / 12 months	53	32	15%	49%
Precondition for research evaluation	Yes	47	5	13%	8%
Embargo STEM	0 / 6 months	30	44	8%	68%
Open Licensing Conditions	CC-BY or equivalent	29	18	8%	28%
Can Embargo length be waived?	No	11	15	3%	23%
	Number of European policies registered in ROARMAP	356	65		

(Hunt et Picarra 2016, p. 5)

Toujours sur la base de leur analyse des données disponibles sur le ROARMAP, Hunt et Picarra (2016) estiment que nombre de politiques ne renseignent pas encore de manière assez claire quant à leurs exigences.

Lars Bjørnshauge (SPARC Europe 2014) rappelle quant à lui le rôle de PASTEUR4OA en matière d'alignement des politiques institutionnelles avec l'Horizon 2020. Il dresse la liste des critères garantissant une politique efficiente soit (i) une politique obligatoire, à savoir un mandat fort (ii) exiger le dépôt au moment de l'acceptation de la publication (iii) ne pas prévoir de dérogation aux dépôts (iv) lier la politique à l'« internal use » soit à l'évaluation de la recherche, aux promotions ou encore à l'affectation des ressources sachant que (v) le dépôt n'implique pas forcément une publication immédiate Open Access.

La base de données de politiques Open Access MELIBEA⁹ a également pour objectif d'évaluer leurs forces et faiblesses sur la base d'indicateurs lesquels sont ensuite pondérés. Vincent-Lamarre et al. (2016) décident de ne conserver que trois de ces indicateurs pour leur recherche. Les cinq autres sont écartés du fait qu'ils ne remplissent leurs critères de recherche (ciblée sur les *mandates*) ou encore en raison de la trop petite taille de l'échantillon disponible. Ils comparent alors les politiques institutionnelles de soixante-sept hautes écoles aux publications indexées sur le *Web of Science* pour la période 2011 à 2013. Si d'autres critères d'efficacité pourraient apparaître dans le futur, au fil de l'évolution des politiques Open Access, les auteurs estiment que trois critères sont fondamentaux pour asseoir l'efficacité de ces politiques, dès lors permettre l'augmentation des dépôts de publications en Open Access à savoir : (i) l'obligation de dépôt immédiat (ii) l'obligation de dépôt pour l'évaluation de la performance (iii) la possible renonciation à l'exigence d'Open Access, sans aucune dérogation possible quant à l'exigence du dépôt.

A ce stade, nous constatons que ces chercheurs s'accordent sur les éléments qui constituent le cœur de l'efficacité d'une politique Open Access. Harnad (2015a et 2015b) se concentre, tout comme Vincent-Lamarre et al. (2016) sur les *mandates*. Il estime que huit conditions doivent être remplies afin d'augmenter l'efficacité de dites politiques, non seulement institutionnelles, mais également des bailleurs de fonds. En effet, la première de ces conditions est **(i)** que les organismes de financement de la recherche stipulent dans leurs politiques que le dépôt doit être effectué dans le dépôt institutionnel de l'*Alma mater* du chercheur. La seconde condition est **(ii)** le dépôt dès l'acceptation de la publication. Enfin, les *mandates* **(iii)** devraient inciter, sans les y obliger, les chercheurs

⁹ <https://www.accesoabierto.net/politicas/acerca> [Consulté le 16 août 2019].

à rendre leur publication immédiatement Open Access, ce dès leur dépôt. Vient alors le mandat dit de type Harvard soit **(iv)** inciter, mais à nouveau sans les y obliger, les auteurs à se réserver le droit de directement publier leur recherche en Open Access dans leurs contrats avec leurs éditeurs. Harnad est également d'avis que les *mandates* **(v)** devraient ne pas trop s'attarder sur les embargos, idéalement même ne pas les mentionner, afin de ne pas inciter les éditeurs à y avoir recours. Toutefois, **(vi)** pour les publications sous embargo, possibilité devrait être prévue pour les tiers de demander à recevoir un *e-print* par le biais de l'envoi d'un courriel. Enfin, **(vii)** les *mandates* devraient lier non seulement l'évaluation de la performance ainsi que celle de la recherche, mais également la demande ou le renouvellement de subvention au seul dépôt institutionnel. La huitième et dernière condition préconisée par Harnad est d'ordre technique. Elle permettrait d'inciter les chercheurs à respecter leur politique institutionnelle en matière d'Open Access sachant que **(viii)** les dépôts institutionnels établissent un usage riche (« rich usage ») ainsi que des métriques de citation.

3.3.3.2 Des spécificités institutionnelles à une coordination globale

Se concentrant sur le paysage anglais, Awre et al. (2016) dénoncent l'absence de coordination entre les termes des politiques élaborées par tous les acteurs que sont le gouvernement, les agences de financement, les éditeurs, les sociétés savantes et les universités.

Awre et al. (2016) précisent à ce propos :

« [Open Access (OA)] terminology has never been fully standardized and jargon has to be interpreted. Support staff in universities have been called upon to explain the effect of new policies to an often sceptical academic body, which inevitably has led to some simplification and subjective interpretation. On occasion, special interest groups from both pro- and anti-OA camps have misinterpreted the meaning of policy statements. »
(Awre et al. 2016, p. 127)

En outre, la diversité des intérêts, une communication trop peu efficace ainsi que le lent ajustement des mécanismes de soutien a créé un climat de « confusion, frustration et de stress » (Awre et al. 2016, p. 127) au sein de la communauté des chercheurs. Plusieurs projets ont dès lors vu le jour afin de trouver à nouveau un climat de confiance à l'instar d'HHuLOA, Sherpa JULIET, PASTEUR4OA ou encore Jisc Monitor. Cet article démontre que si les politiques Open Access sont bien le fait d'acteurs individuels, ceux-ci gagnent à travailler de concert pour permettre à la communauté scientifique d'évoluer dans un climat serein au niveau non seulement institutionnel, mais également national et transnational. Pour assurer l'efficacité d'une politique institutionnelle, il ne s'agit dès lors pas seulement de l'aligner, mais également d'avoir recours à un vocabulaire commun et de soigner la communication, à l'interne comme à l'externe.

3.3.3.3 De la mesure de l'efficacité des politiques Open Access

La mesure de l'efficacité des politiques Open Access se fait par le biais d'évaluations tant quantitatives que qualitatives. Elle passe notamment par les taux de dépôts des publications Open Access. Swan et al. (2015) rappellent l'hétérogénéité des taux cités dans la littérature scientifique et avancent plusieurs des raisons amenant à ces biais.

Une enquête menée auprès des membres de la Coalition des institutions des politiques Open Access (COAPI) par Kipphut-Smith et al. (2018) confirme l'actuelle absence d'homogénéité dans les usages. Aussi appellent-ils à une plus grande transparence en la matière en vue de la mise en place de bonnes pratiques, enfin pour permettre la comparaison des résultats de ces analyses.

3.3.4 Du futur des politiques Open Access

Le dépouillement de la littérature secondaire ainsi qu'un regard sur le contexte international et européen de la recherche scientifique laisse apparaître une certitude : le domaine des politiques Open Access est un milieu en constante évolution, particulièrement sensible aux décisions des acteurs politiques et des institutions qui en dépendent. Dans ces conditions, il est nécessaire de non seulement dresser un état des lieux aussi à jour que possible - ce que nous avons tenté de faire jusqu'ici - mais aussi d'anticiper les tendances futures en matière de politiques Open Access, qui ne manqueront pas de se présenter :

« Continued waves of innovation in policy and technology will be needed to take us from the current state of Open Research to some future equilibrium. »

(Hook et al. 2019, p. 12)

En complément - et souvent à la suite - des retours d'expériences, un certain nombre d'études prend ainsi le parti de s'orienter vers le futur, en essayant de prévoir les évolutions à venir en la matière. C'est le cas, par exemple de deux publications collectives parues au sein de la collection « Creating the 21st-century academic library » (Smith et Dickson 2016 et 2017). De telles réflexions sont intéressantes, mais elles doivent être considérées avec précaution dans la mesure où elles relèvent clairement de l'hypothèse. Elles sont en outre susceptibles d'être rapidement dépassées par de nouvelles impulsions.

C'est donc aux anticipations les plus récentes qu'il faut s'intéresser ici, qui sont marquée par le lancement du Plan S en septembre 2018. En effet, le point 6 du plan demande explicitement aux universités, aux organismes de recherche et aux bibliothèques d'aligner leurs politiques et leurs stratégies, une problématique que nous avons abordée au chapitre 3.3.3.1. Au mois de février 2019, l'EUA (2019) réagit à cette question en

soutenant le principe d'un alignement, et en soulignant le risque pour les chercheurs d'être confronté, sinon, à des politiques incohérentes à un niveau international.

Au même moment toutefois, Quaderi et al. (2019) notent plus que jamais une tendance à adopter des politiques faites sur mesure, tenant compte des particularités disciplinaires et/ou régionales :

« The likely path of change continues to evolve. There appear to be some nuances of policy among cOAlition S members, which may translate into different approaches by region, agency and - perhaps - discipline. »

(Quaderi et al. 2019, p. 23)

Les deux points de vue ne sont toutefois pas contradictoires : tout l'exercice consistera en effet à créer un ensemble de politiques alignées qui puissent tenir compte de spécificités particulières, comme le note le *Comité pour la Science ouverte* (2019), toujours à propos du point 6 du Plan S :

« S'il s'agit d'un alignement au niveau européen, il faudra veiller à ne pas aller vers un modèle unique de développement de l'accès ouvert mais bien à soutenir la bibliodiversité dans le respect des particularités disciplinaires. »

(Comité pour la Science ouverte 2019, p. [6])

L'exemple de ces considérations actuelles rend tangible la nécessité de tenir et de mettre à jour les politiques au sein des institutions.

Le *Global Research Council* (GRC), après avoir rappelé les principes de transition vers l'Open Access lors de sa réunion annuelle de 2013, précise en effet que :

« Individual policies that are based upon these principles will need to be reevaluated on a regular basis to possibly modify and further improve them. Such reevaluation is likely to involve a number of stake- holders [...]. » (GRC 2013, p. 2)

La révision des politiques Open Access a déjà été mise en pratique par certaines institutions comme nous le confirment Ludwig (2010) à propos de l'Université du Kansas ou encore Ball (2015) lorsqu'il relate le cas de l'Université de Turin.

Fournier (2017) estime quant à lui que les politiques connaîtront une formulation de plus en plus précise au fur et à mesure du développement l'Open Access.

« Je deutlicher werden wird, in welchem Maß der freie Zugang neue Forschungsmethoden unterstützt und so zu neuen Erkenntnissen führt, desto stärker werden Open-Access-Policies sich verbreiten und desto präziser werden sie formuliert werden. »

(Fournier 2017, p. 26)

Il ne suffit pas d'élaborer et d'implémenter une politique. Le processus est par nature itératif, afin de répondre aux nouvelles exigences à venir.

3.4 Conclusion

Cet état de l'art de la littérature consacrée aux stratégies et politiques Open Access permet de mettre en lumière les principaux enjeux de la problématique.

Après quelques précisions linguistiques portant notamment sur les termes de « stratégie », « politique » et « mandat » Open Access, nous avons relevé les efforts de typologies menés par une partie de la recherche. Nous avons dressé le constat que les politiques varient grandement en termes de contenu et de détails, et que de multiples combinaisons de variables sont possibles. Dans ce contexte, il n'est pas toujours aisé de comprendre quel genre de politique applique une haute école. La littérature est d'un secours utile, en mettant en évidence quelques grands types et quelques distinctions essentielles des documents qui sont effectivement en vigueur dans le monde.

En matière d'élaboration puis d'implémentation, les études soulignent que les politiques doivent être considérées selon une triple perspective, stratégique, pratique et économique. Dans le même esprit synoptique, les chercheurs soulignent la nécessité de tenir compte de l'ensemble des parties prenantes, conditions *sine qua non* d'une implémentation réussie. Dès lors, la communication est un enjeu-clef qu'il convient de prendre en main dès la phase d'élaboration.

Outre ces considérations, plusieurs études cherchent à déterminer quels sont les facteurs qui permettent de mettre en œuvre une politique efficace. Si les résultats varient en fonction des méthodologies suivies, il en ressort notamment que les mandats les plus contraignants et offrant le moins de dérogations possibles tendent à être plus efficaces que les documents se contentant d'émettre de simples recommandations.

La littérature permet ainsi de mettre en lumière un certain nombre de bonnes pratiques, qui ne sont pas forcément déjà suivies par les hautes écoles, y compris celles qui disposent déjà de politiques. Dans notre dernier chapitre, nous soulignons dès lors l'importance du recours souhaité à un vocabulaire standardisé, d'une constante mise à jour de ces documents en fonction, notamment, des évolutions à venir dans le contexte européen et international, enfin de leur nécessaire alignement.

4. Description des résultats

4.1 Résultat de la grille de lecture des pages web sur l'Open Access en Suisse

La comparaison des cinq sites web étudiés (cf. chapitre 2.2.2) a permis de souligner un certain nombre des bons et moins bons aspects dans la perspective de fournir des recommandations à la HES-SO (cf. chapitre 5.3).

Le niveau de visibilité des pages dédiées à l'Open Access sur les sites web des institutions étudiées varient parfois fortement d'un cas à l'autre. Le lieu même de l'insertion de la thématique balance entre deux grandes tendances : celle qui veut que l'Open Access concerne en premier lieu le service de la bibliothèque universitaire, et celle qui y voit un thème avant tout porté par le service de la recherche académique. Ainsi, dans le cas des universités de Bâle, Neuchâtel et Saint-Gall, l'Open Access est clairement intégré au site de la bibliothèque universitaire, tandis que dans le cas des universités de Fribourg et de Lausanne, cantons où la bibliothèque universitaire est également la bibliothèque cantonale, la question de l'Open Access est traitée sur les sites des universités, en lien avec le service de la recherche académique. Si l'arborescence de certains sites peut se révéler complexe et peu intuitive, notamment au niveau de ses intitulés, ce constat doit être nuancé par le fait que les pratiques actuelles de recherche d'informations privilégient la « découvrabilité » par moteur de recherche plutôt qu'une navigation par clics suivant l'arborescence des sites web

Le niveau de contextualisation du contenu est lui aussi inégal. Certaines institutions ont une approche semblable à celle développée par la HES-SO dans sa *Stratégie Open HES-SO*, dans la mesure où elles intègrent l'Open Access à la problématique plus globale de l'Open Science, ce qui permet de saisir véritablement les enjeux du mouvement. C'est le cas des universités de Fribourg et de Lausanne, au contraire de celles de Bâle, Neuchâtel et Saint-Gall. On constate ainsi une claire corrélation entre le niveau de contextualisation et le lieu d'insertion des pages web. Les pages intégrées aux sites web des bibliothèques tendent à laisser de côté l'Open Science pour se concentrer sur l'aspect qui les concerne le plus directement, c'est-à-dire l'Open Access. Les services de la recherche académique, au contraire, intègrent la problématique de l'Open Science, ce qui contribue à mieux présenter la question pour un internaute en quête d'informations de base.

Au niveau de la documentation institutionnelle directement mise à disposition des chercheurs, on observe une assez grande hétérogénéité, au gré des initiatives locales. Il faut distinguer la documentation de type « stratégique », telles que les politiques Open

Access, là où elles existent, ou les autres types de directives ou décisions qui s'appliquent à l'université, comme dans le cas de celle de Fribourg, de la documentation qu'on pourrait appeler « pratique ». À ce sujet, certaines universités se montrent plus enclines que d'autres à produire des documents spécifiques et à les mettre à disposition de tout un chacun sur leur site web. Ainsi, l'université de Lausanne se montre particulièrement dynamique, avec par exemple la mise à disposition de tutoriels vidéo pour se former à l'utilisation de l'archive institutionnelle SERVAL ou encore celle de lettres-types pour négocier les embargos avec les éditeurs. À l'inverse, une université comme celle de Neuchâtel fournit peu de documentation spécifique à l'institution.

C'est encore le constat d'une certaine variété qui prédomine au niveau des liens externes proposés et de la mise à disposition d'aides supplémentaires. Un certain nombre d'incontournables se dessinent toutefois, avec des liens renvoyant aux exigences des principaux bailleurs et organisations faîtières, en premier lieu le Fonds national suisse et swissuniversities. Outre ceux-ci, différents types de liens peuvent être offerts par les institutions. L'université de Neuchâtel constitue un bon exemple, avec des liens pointant vers du contenu de vulgarisation, vers des archives ouvertes du monde entier, vers les textes fondateurs du mouvement Open Access ou encore vers des « sources d'informations » diverses et variées. D'autres universités font le choix d'une plus grande sobriété qui contribue à clarifier le contenu informationnel de la page web, mais prive le chercheur de ressources potentiellement utiles. Dans tous les cas, il est clair qu'aucune page web ne prétend à l'exhaustivité. Celles-ci constituent plutôt des formes de points d'entrée et sont pensées comme telles, indiquant toujours le ou les contacts utiles pour obtenir davantage d'informations au sein de l'institution. Fribourg et Lausanne proposent par ailleurs des « FAQ » qui permettent de ne pas multiplier les prises de contact similaires et de désamorcer un certain nombre de questions potentielles.

Au final, il ressort de la consultation et de l'analyse de notre échantillon de pages web consacrées à l'Open Access l'idée que la page idéale serait celle qui parviendrait à former un bon amalgame de contenus informatifs utiles, vulgarisés et contextualisés, et d'aides pratiques suffisamment détaillées pour être suffisantes en elles-mêmes. Il est difficile de porter un jugement trop sévère sur l'absence parfois constatée de documentation propre à l'institution, car celle-ci constitue typiquement le genre de littérature grise qui est peut-être véhiculée par d'autres vecteurs. À l'inverse, le nombre de ressources externes est potentiellement infini. Un travail d'analyse est dès lors nécessaire pour identifier quelles ressources signaler et comment structurer celles-ci, afin de ne pas perdre l'internaute dans une succession de liens et d'acronymes. Enfin,

en matière de personnes de contacts, deux pratiques peuvent se justifier : soit un point de contact unique, qui nécessite ensuite un travail de redirection de la part de l'institution, soit une répartition claire - pour le chercheur - du répondant à contacter en cas de besoin, qui permet d'effectuer une filtration en amont.

4.2 Résultat des grilles d'analyse des stratégies et politiques Open Access en Suisse

La comparaison des différentes stratégies et politiques Open Access des hautes écoles suisses échantillonnées (cf. chapitre 2.3.2) a permis de dresser un certain nombre de constats intéressants, que nous structurerons ici en distinguant les quatre critères de Makhoul Shabou et al. (2019) : format, diffusion, validation, contenu.

4.2.1 Format des politiques Open Access en Suisse

Au niveau du format, force est de constater que lorsque les politiques des hautes écoles ne sont pas simplement inexistantes, celles-ci se caractérisent par leur grande concision. Les documents étudiés ne sont constitués que d'une à deux pages, exception faite de l'Université de Saint-Gall, dont les documents sont toutefois rédigés en format paysage et largement aérés. Ce constat doit être nuancé par la remarque effectuée dans notre chapitre méthodologique (cf. chapitre 2.3.2) au sujet des politiques, directives ou consignes propres aux archives institutionnelles des hautes écoles, qui viennent souvent préciser et compléter les modalités de la *Green Road*. Toujours en matière de format, l'Université de Saint-Gall fait également exception au niveau du style choisi pour exprimer sa politique : là où les autres institutions font le choix d'un style administratif classique, l'institution saint-galloise préfère adopter le style législatif, avec, pour son *Reglement zur Open Access Policy* (2009), un texte structuré en articles et en alinéas.

4.2.2 Diffusion des politiques Open Access en Suisse

Au niveau de la diffusion de ces différentes politiques, on trouve là aussi une grande homogénéité de la part des écoles polytechniques fédérales et des universités. Le public cible, qui constitue toujours les chercheurs de l'institution, peut s'attendre à trouver la politique Open Access sous forme de PDF, diffusé par le site web de la bibliothèque universitaire de manière plus ou moins visible selon les cas. Ainsi, depuis la page d'accueil de l'Université de Berne, pas moins de 8 clics sont nécessaires pour atteindre le document, un chiffre à mettre en relation avec les 2 clics nécessaires du côté de l'Université de Lucerne. Ces résultats sont toutefois à nuancer, à l'heure où les pratiques de navigations web actuelles privilégient la « découvrabilité » par moteur de recherche plutôt qu'une navigation par clics suivant respectueusement l'arborescence du site web. Au chapitre des exceptions en matière de diffusion, on peut relever que l'Université de

Zurich privilégie le format HTML, avec la conséquence d'une pérennité moindre. Depuis le 5 décembre 2019, la politique a ainsi été divisée en deux pages web distinctes, sans pour autant avoir changé de contenu. Notons enfin que les politiques sont généralement disponibles en anglais et dans la langue nationale officielle de l'institution, sauf dans le cas de la politique de l'Université de Lucerne et dans celui de l' *Open Access Policy* de l'Université de Saint-Gall (2007), qui n'a pas été traduite de l'allemand, au contraire du *Reglement zur Open Access Policy* (2009) de la même institution.

4.2.3 Validation des politiques Open Access en Suisse

Au niveau de la validation, la grille proposée par Makhoul Shabou et al. (2019) permet de mettre en évidence une lacune évidente des politiques Open Access actuelles. En effet, le principe de révision n'est intégré par aucun des documents analysés, pas même les plus récents. Il est pourtant clair qu'une problématique comme celle de l'Open Access, si elle ne peut désormais plus être considérée comme récente au regard de son histoire déjà fournie, n'en est pas moins en constante évolution et pose régulièrement des défis qui, eux, sont nouveaux, comme par exemple l'arrivée récente des contrats « Read and Publish » entre institutions académiques et éditeurs (Boutsiouci et Felder 2019). S'il est vrai que la non-mention du principe de révision ne signifie pas que celui-ci ne soit pas envisagée par l'institution, les dates des politiques des universités de Saint-Gall, Zurich, Berne ou encore Bâle semblent clairement indiquer qu'une révision n'a effectivement pas été envisagée de manière planifiée et régulière. Outre le problème des révisions, l'autorité de validation de la politique au moment de sa création et de son entrée en vigueur n'est parfois même pas citée. Lorsqu'elle l'est, on peut noter qu'il s'agit systématiquement d'un des plus hauts organes de décision de l'institution, parfois au niveau de l'équipe de direction ou de Rectorat (ETHZ, Université de Berne, Université de Lucerne), parfois au niveau du Sénat de l'institution (Université de Saint-Gall).

4.2.4 Contenu des politiques Open Access en Suisse

Mis à part ces trois premiers critères – format, diffusion, validation – celui du contenu mérite un commentaire plus appuyé car il constitue le cœur de l'enjeu. Avant d'entrer dans les détails propres à la politique d'Open Access et analysés au sein de notre grille d'analyse du contenu, l'indicateur général quant aux « But et objectifs », prévus par Makhoul Shabou et al. (2019), donne une première indication intéressante. Il permet en effet de distinguer deux tendances. Certaines des hautes écoles analysées se contentent, en fait d'objectifs, de mentionner le fait que l'Open Access constitue pour l'institution un but stratégique, sans en expliquer les raisons (Université de Berne, Université de Lucerne, Université de Zurich). Les autres, au contraire, prennent un soin plus ou moins grand à expliciter les objectifs recherchés à travers l'instauration d'une

telle politique, laquelle devient ainsi un espace où l'*advocacy* de l'institution en faveur de l'Open Access s'exprime de manière claire.

Comme annoncé au sein de notre chapitre méthodologique (cf. chapitre 2.3.3), nous avons distingué quatre catégories dans notre grille d'analyse du contenu, selon lesquels nous allons structurer la suite de cette présentation de nos résultats.

Au niveau de l'ancrage et du contexte, toutes les politiques analysées mentionnent, pour ce qui concerne l'attache international, le respect de la *Déclaration de Berlin* (2003), à l'exception de celle de l'Université de Zurich. La plupart des institutions évoquent, au niveau suisse, les exigences de l'organisation faîtière des hautes écoles suisses - la Conférence des recteurs des hautes écoles suisses jusqu'en 2014, swissuniversities dès 2015 - et celles du FNS. Parmi les autres types d'ancrage, l'ETHZ est la seule institution à citer le *LERU statement on Open Access to Research Publications* (League of European Research Universities (LERU) 2012), c'est-à-dire une déclaration émanant de la Ligue européenne des universités de recherche, dont l'institution n'est toutefois pas membre, au contraire d'une université comme celle de Zurich. En outre, les Universités de Berne et de Lucerne mentionnent les exigences de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH), sans faire de référence à un document particulier. Enfin, seule l'EPFL propose un véritable ancrage institutionnel et interne de sa politique, en la reliant à sa *Directive pour l'intégrité scientifique* (LEX 3.3.2 2009).

Au niveau des modalités d'auto-archivage (*Green Road*), on constate un alignement des exigences de la part des différentes politiques analysées. En effet, à la première lecture, tous les textes semblent exiger un dépôt sur l'archive institutionnelle. Toutefois, cette injonction est systématiquement et fortement nuancée d'un commentaire appelant à respecter les conditions de l'éditeur. Trois possibilités sont dès lors envisageables, quoique souvent non explicitées par les politiques : dépôt du texte intégral sur l'archive institutionnelle, en libre accès, souvent après une période d'embargo ; dépôt du texte intégral sur l'archive institutionnelle, mais sans accessibilité prévue, avec pour seul objectif l'archivage institutionnel ; « dépôt » des données bibliographiques uniquement, sans texte intégral. Cette dernière possibilité constitue une sorte de condition minimale qui est exigée par la plupart des institutions. On notera que seule la première possibilité en revanche participe au mouvement de l'Open Access, constituant la fameuse *Green Road*. En conséquence, une archive institutionnelle comme celle de l'Université de Bâle n'affiche qu'un taux d'Open Access de 20% à ce jour¹⁰. Consciente que la *Green Road*

¹⁰ Chiffre tiré de la page de statistiques du dépôt institutionnel edoc (<https://edoc.unibas.ch/cgi/stats/report> [Consulté le 11.01.2020]).

est entravée par les conditions proposées par les éditeurs, presque toutes les institutions étudiées enjoignent dès lors leurs chercheurs à réserver leurs droits en matière d'auto-archivage, seule celle de Bâle ne faisant pas d'injonction explicite dans ce sens. Enfin, le niveau de détails des modalités d'auto-archivage varie d'une politique à l'autre, du fait, encore une fois, de l'existence de politiques propres aux archives institutionnelles dans certaines institutions. On peut regretter, à ce titre, que les politiques Open Access ne renvoient pas aux politiques spécifiquement élaborées pour le dépôt.

Au niveau des modalités de publication en Open Access, on constate, là aussi, un certain alignement de la part des politiques analysées, qui n'imposent aucune contrainte de publication en Open Access pour leurs chercheurs. En effet, toutes les institutions sauf l'Université de Berne mentionnent le principe de liberté de la recherche, sans forcément en indiquer les références légales. Celui-ci est exprimé par la *Constitution fédérale* (Art. 20 Cst.) et rappelé dans la *Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles* (Art. 5 LEHE). Face à cette exigence, les institutions ne peuvent qu'encourager et recommander la publication en Open Access, ce que chacune fait. Il est toutefois intéressant de noter que si la plupart des hautes écoles encouragent explicitement la *Gold Road*, soit en la mentionnant comme telle, soit en parlant de « revues open access », deux institutions recourent à des formulations qui autorise l'*Hybrid Road*, pourtant généralement condamnée en raison du double paiement qu'elle implique. La récente politique de l'ETHZ affirme ainsi soutenir « toutes les voies » vers l'Open Access, tandis que celle de l'Université de Lucerne encourage l'Open Access via tout « mode de publication » existant, quel qu'il soit. Notons en outre que contrairement aux recommandations de swissuniversities (2018) ou de Hübner et Risenweber (2018), aucune politique n'évoque la question des infrastructures de publication pour des formes alternatives de publication en Open Access, y compris institutionnelles.

Enfin, c'est au niveau du soutien et de la promotion institutionnels de l'Open Access qu'on constate peut-être le plus de disparités entre les politiques analysées. Il est toutefois bien clair que ce n'est pas parce qu'un mode de promotion ou de soutien n'est pas mentionné dans une politique qu'il n'est pas tout de même proposé par l'institution. On peut illustrer ce propos avec la question d'un éventuel fonds de financement pour la publication en Open Access. Parmi les politiques analysées, seules les deux les plus récentes, à savoir celles des deux écoles polytechniques fédérales, mentionnent la possibilité d'un soutien institutionnel aux coûts de publication. Ce n'est pas le cas de l'université de Zurich, qui cependant dispose d'un tel fonds pour les sciences sociales et humaines (University of Zurich 2019). Parmi les recommandations émises par

swissuniversities (2018) ainsi que par Hübner et Risenweber (2018), on constate que l'organe de soutien pour le chercheur est presque toujours désigné, sauf dans le cas de l'Université de Berne. La question des modalités du monitoring institutionnel n'est que très partiellement abordée, ce qui peut s'expliquer par la vocation des politiques de s'adresser aux chercheurs essentiellement. Enfin, un point crucial est également le plus souvent absent : celui de la prise en compte de l'Open Access dans l'évaluation de la recherche, c'est-à-dire, en fin de compte, de la cohérence de l'institution elle-même. Seule l'Université de Saint-Gall le mentionne clairement :

« The individual departments of the University of St.Gallen, who are responsible for the evaluation of publications, are called upon to include open access journals in their evaluations in order to encourage doctoral students and the authors of habilitation theses to publish their work in such journals. »

(Université de Saint-Gall 2009, p. [5])

Les universités de Berne et de Zurich, quant à elles, font un pas plus prudent dans cette direction. La politique de Berne prévoit que l'évaluation de la recherche ainsi que les rapports académiques soient basés sur les dépôts dans l'archive institutionnelle, sans que ceux-ci soient forcément effectués en Open Access. Celle de Zurich n'envisage que la seconde de ces deux possibilités.

4.3 Résultats du questionnaire

Le questionnaire a été envoyé le 3 octobre 2019 à cent-quarante-huit chercheurs, membres des corps « professoral » et « intermédiaire », des filières « Informatique de gestion », « Économie d'entreprise » et « Information documentaire ». Un rappel a été envoyé le 10 octobre, soit huit jours avant le délai de réponse. Si quarante-et-un chercheurs ont partiellement répondu au questionnaire, vingt d'entre eux l'ont intégralement complété. Les chercheurs ayant répondu à l'intégralité du questionnaire participant *de facto* à notre étude, le taux de participation s'élève donc 13,51%.

Comme énoncé dans les chapitres 2.4 et 2.5, nous ne visons une étude interne exhaustive. Tel que cela nous a été confirmé par Madame Christine Pirinoli, un questionnaire a été envoyé par le Rectorat à l'ensemble des chercheurs de la HES-SO le 21 novembre 2019. Les objectifs de ces deux questionnaires ne sont les mêmes. Si nous ne disposons d'assez de réponse pour pouvoir généraliser ces résultats, nous pouvons tout de même procéder à une micro-analyse des opinions. Les résultats bruts et anonymisés du questionnaire se trouvent dans l'Annexe 1.

Les taux de participation sont de 30% pour les filières « Informatique de gestion » et « Information documentaire » puis de 40% pour la filière « Économie d'entreprise ». Les trois-quarts des réponses émanent des chercheurs du « corps professoral ».

4.3.1 Perception de l'Open Access

Si plus de 38% des chercheurs voient l'Open Access comme une « opportunité », il représente soit un « idéal » soit une « contrainte » pour plus de 19% d'entre eux. Les 23% restants le considèrent encore différemment. Les commentaires apportés nous donnent une première vision de l'actuelle perception de l'Open Access par les chercheurs de la HEG-GE. Pour deux d'entre eux il représente tant une « opportunité » qu'une « contrainte ». Si le premier précise « sous sa forme actuelle », le second se réjouit de l'accès facilité à de nombreuses ressources avant de faire part de ce qui représente pour lui une contrainte : le dépôt dans l'archive institutionnelle/ArODES. Un autre chercheur le perçoit comme un « idéal » et une « contrainte », du fait des frais engendrés par une publication Open Access. Le suivant le conçoit comme une obligation émanant du FNS pour les projets qu'il finance, un autre le percevant comme un « mode de publication ». Il est intéressant de relever qu'un des participants dit ne pas connaître le terme Open Access. Il nous informe par la suite ne pas publier en Open Access en raison de son manque de connaissance en la matière. Ayant réfléchi à la pertinence de conserver ses réponses du fait qu'elles pourraient biaiser les statistiques, nous avons décidé de les préserver du fait que sa participation démontre un intérêt pour le sujet malgré sa méconnaissance en la matière – pour l'instant.

4.3.2 Habitudes de publication en Open Access

Seuls 15% des répondants ont, à ce jour, publié l'intégralité de leurs publications en Open Access. Désireux de savoir pourquoi les autres chercheurs n'y ont pas encore recours, seul un chercheur nous informe que c'est pour des motifs personnels. Quatre autres explications ont obtenu un score de près de 18% : i.) les contraintes liées à la recherche financée par des fonds privés ii.) le manque de connaissance en matière d'Open Access iii.) les motifs financiers puis iv.) l'actuelle manque de réputation des revues scientifiques Open Access dans leurs domaines. Trois des chercheurs interrogés estiment enfin ne pas avoir les connaissances nécessaires pour ce faire. Ici encore, les commentaires nous donnent d'intéressantes pistes de réflexion. Deux chercheurs avancent des arguments « historiques » : l'Open Access n'existait pas ou était marginal au moment où ce chercheur a commencé à publier – précisant que les raisons sont diverses sans avoir souhaité nous en communiquer d'autres. Un autre motif avancé est le monde de l'édition. Si un de ces chercheurs parle de « contrainte des journaux », un autre évoque sa publication dans une revue qui ne propose pas l'Open Access, suivi d'une réponse « imposed by the conference publishing journal ». Un quatrième chercheur précise que certaines de ses publications sont disponibles en Open Access après la période d'embargo de l'éditeur, d'autres l'étant dans des versions auteur qui

différent dès lors de la version éditeur. Un des répondants parle de risques, malheureusement sans préciser ce qu'il entend par là. Enfin, pour un de ces chercheurs, les publications Open Access ne sont pas valorisées par la HES-SO.

4.3.3 Perception de l'information institutionnelle quant à l'Open Access

A la question de savoir si les chercheurs se sentent suffisamment informés en matière d'Open Access : 35% répondent par la positive pour ce qui est de la HES-SO, 20% seulement par la HEG-GE contre 30% par leurs filières. Deux commentaires ont été rédigés à propos de cette question. Le premier nous informe que ce chercheur s'est lui-même documenté et renseigné quant aux revues Open Access de qualité dans son domaine soulignant l'apport des informations mises à disposition par le FNS. Un de ses confrères reconnaît que ce sont les bailleurs de fonds et revues qui lui fournissent les informations qui lui sont nécessaires.

4.3.4 Perception des soutiens financier, technique et juridique

Les questions suivantes demandaient aux chercheurs de nous renseigner quant à leurs opinions relatives à divers soutiens. 40% d'entre eux estiment être suffisamment soutenus au niveau financier. Concernant l'aide technique à la publication ou encore le conseil juridique, les résultats sont de 35%. Parmi les commentaires reçus, relevons ceux ayant trait au soutien technique. L'un des répondants le considère, tout comme le soutien juridique, comme non nécessaire. Un autre souhaiterait une plus grande aide technique à la publication, mais ne la lie pas à l'Open Access. Un troisième répondant ne comprend la « notion d'aide technique » du fait qu'il publie de façon autonome sur les plateformes. Il regrette la non-disponibilité de fonds pour la publication si jamais ceux-ci n'étaient intégrés dans le financement de la recherche. Un de ses collègues souhaite ne plus avoir à ponctionner son budget de recherche et apprécierait que la HES-SO, la HEG-GE ou encore sa filière les prennent en charge. Un autre chercheur estime que « personne ne paye » et nous apprenons aussi que pour certains le financement des publications n'est pas clair. Deux chercheurs ne se sentent pas concernés par ces questions estimant ne pas être « la cible des utilisateurs » ou que celles-ci ne sont pertinentes pour son activité.

4.3.5 Demandes à la HES-SO en matière d'Open Access

L'aspect financier est également mis en avant à la question « quelle serait, s'il y en a une, votre demande prioritaire à la HES-SO en matière d'Open Access ? ». Plusieurs chercheurs attendent une participation de l'institution et/ou de l'école. Des requêtes intéressantes concernent le conseil à la publication en Open Access ainsi que leurs valorisation et promotion « au même titre que des publications dans des revues

scientifiques de bonne tenue [...] ». Il est également fait référence à l'intégration des publications Open Access comme indicateur de performance du corps professoral. Un chercheur apprécierait l'établissement d'un partenariat entre la HES-SO et les éditeurs en vue de favoriser les publications Open Access à de bonnes conditions financières. Une autre demande que les « questions de droits et de législation avec les éditeurs et le dépôt » soient intégralement pris en charge ainsi que la « veille sur les publications des chercheurs » dans ArODES. Enfin, certains répondants demandent une facilitation des processus Open Access ou encore de meilleures coordination et communication en la matière.

4.3.6 Connaissance et effets de la Stratégie Open HES-SO

Relevons le fait que 60% des répondants estiment savoir à qui s'adresser s'ils ont des questions en matière d'Open Access. Ils ne sont par contre que 40% à être au courant de l'existence de la *Stratégie Open HES-SO*. Si cette dernière a été consultée par 75% de ces chercheurs, plus d'un tiers d'entre eux ne l'a comprise. Elle n'a, à ce jour, eu quelque influence sur les habitudes de publication de près de deux-tiers de ces chercheurs. L'un d'entre eux nous dit que le soutien financier le rend favorable à l'Open Access. Un autre nous fait part de sa plus grande satisfaction. Enfin, un seul chercheur nous informe avoir été consulté au moment de son élaboration.

4.3.7 Commentaire conclusif

À la lecture puis à l'analyse de ces résultats, nous observons une assez grande disparité dans la perception et la connaissance de l'Open Access au sein des chercheurs de la HEG-GE. Nous ne pouvons mener une analyse approfondie sur la seule base des commentaires sans introduire de biais. Ils nous permettent toutefois de constater que tous les répondants ne disposent pas aujourd'hui d'une vision précise de l'Open Access et dès lors de ses avantages. En outre, certains ne semblent pas conscients des précieux soutiens et aides que peut leur apporter l'Infothèque de la HEG-GE et leur responsable de la recherche. À la seule lecture de ces réponses, nous ne pouvons du reste affirmer que le rôle des responsables de la recherche en matière d'Open Access soit évident.

Sinon, il ressort assez clairement que les chercheurs attendent une solution institutionnelle aux aspects financiers de l'Open Access. Tous ne semblent distinguer les différentes voies de publication existantes. En outre, nous pouvons relever le souhait de valorisation de ces publications ainsi que leur intégration dans l'évaluation de la performance. Un chercheur signale la nécessaire meilleure communication en matière d'Open Access. L'analyse globale de ces réponses appuie cette requête, du fait du

constat de ces disparités en matière de connaissance globale et institutionnelle de l'Open Access. Pour ne citer que cet exemple, Madame Christine Pirinoli, Vice-rectrice à la Recherche et à l'Innovation, nous a informé que la communication relative à l'adoption de la *Stratégie Open HES-SO* « a été faite aux directions générales, aux directions, aux bibliothèques, aux responsables Ra&D, ainsi qu'à tous les membres du personnel d'enseignement et de recherche ». Sans nullement remettre en question cette information du Rectorat, les réponses relatives à la stratégie laissent entendre que la communication gagnerait à être repensée, de manière à améliorer le partage et la connaissance de l'information institutionnelle ou thématique. Nous développerons cet aspect communicationnel dans nos recommandations.

4.4 Résultats des entretiens

Comme expliqué dans notre chapitre méthodologique (cf. chapitre 2.4), nous avons menés des entretiens semi-structurés avec le responsable de la recherche de la HEG-GE, le Prof. HES Dr. Patrick Ruch, et la bibliothécaire responsable du site, Madame Gwënola Dos Santos. Ces entrevues étaient divisées en trois séquences principales :

- Open Access et vous
- Open Access au niveau institutionnel
- Stratégie Open HES-SO

Nous reprendrons ces divisions pour structurer notre présentation des résultats qui se veut synthétique.

4.4.1 Vision personnelle de l'Open Access

En fait d'avis personnel au sujet de l'Open Access, le responsable de la recherche de la HEG-GE explique en avoir plutôt un avis « professionnel ». Sa perception du mouvement se veut pragmatique. Si la transition vers l'Open Access est en route, c'est moins le fruit d'un idéalisme désintéressé que le résultat d'un modèle actuel décrit comme « en crise », car trop coûteux pour les organes qui doivent en supporter les frais actuellement. Dans ce contexte, l'Open Access est une « demande », voire une « exigence » de ces mêmes organes, qui doit être suivie comme telle. Ce nouveau modèle a des inconvénients comme des avantages. Il est certainement utile à la recherche et permet à celle-ci d'avancer plus rapidement, même si la recherche scientifique peut très bien progresser sans Open Access, comme elle l'a fait jusqu'à présent. Si M. Ruch ne nourrit aucun scepticisme vis-à-vis de l'Open Access, il estime que celui-ci ne va pas pour autant supplanter entièrement l'ancien modèle de publication, mais bien coexister avec celui-ci. Notons que par « Open Access », M. Ruch entend avant tout la publication native en Open Access, et non l'auto-archivage qui peut pourtant

aussi permettre le libre accès (*Green Road*). Il estime en effet que la question des dépôts institutionnels est « autre chose », qui n'a « rien à voir ». Si cette remarque peut se comprendre sous l'angle du « modèle de publication » – l'auto-archivage est indépendant du mode de publication – elle dénote aussi d'une perception qui ne correspond pas forcément à celle qu'aurait un autre interlocuteur.

Au sujet de son domaine de responsabilité à ce sujet, M. Ruch estime qu'il n'a à peu près aucun rôle en la matière en tant que responsable de la recherche de la HEG-GE. S'il reconnaît évidemment qu'il est touché par la problématique, comme le sont par exemple les bibliothèques, il considère que la responsabilité est avant tout celle du chercheur et du bailleur de fonds qui pose ses conditions. Dès lors, dans sa vision, l'Open Access n'est « pas quelque chose qui est tellement à prendre en charge par l'institution ». M. Ruch dit ne pas savoir s'il existe un organisme au sein de la HES-SO qui gère l'Open Access, et se demande d'ailleurs s'il y a besoin de beaucoup de personnes pour mettre en œuvre l'Open Access. À son poste, son rôle en matière d'Open Access consiste surtout à répondre aux questions des chercheurs, lesquelles sont très rares et semblent essentiellement concerner les *Article Processing Charges* (APC). Toutefois, M. Ruch précise qu'au moment de l'entretien, il n'occupe sa fonction que depuis six semaines.

Face aux objectifs ambitieux avancés par différentes tutelles en matière d'Open Access, M. Ruch ne nourrit guère de craintes, dans la mesure où personne ne sera en mesure d'atteindre ceux-ci dans le délai imparti. La crainte est dès lors relative : il s'agit de ne pas se trouver en retard par rapport à d'autres institutions académiques, ce qui n'est du reste pas le cas pour l'heure à son avis. Pour M. Ruch, les chercheurs ne nourrissent pas de craintes non plus vis-à-vis de l'Open Access, sans y voir pour autant, à l'inverse, une opportunité particulière. « Je crois que c'est assez neutre en réalité », conclue-t-il.

De son côté, Mme. Dos Santos se déclare tout à fait en faveur de l'Open Access et convaincue de l'importance de se battre pour ce mouvement, bien que tout ne soit pas « rose ». Elle relève le temps important de la prise de conscience et du changement de mœurs nécessaire, qui n'est pas encore acquis. En tant que bibliothécaire, elle note de la part d'une partie de la communauté scientifique, une forme « d'illusion de compétence » : personne ne prétendra ne pas avoir entendu parler d'Open Access, mais nombreux sont ceux à ne pas avoir conscience de tous les enjeux.

A la question de sa responsabilité en matière d'Open Access, Mme. Dos Santos souligne que son rôle est particulier par rapport à celui d'autres responsables de bibliothèque du réseau HES-SO. En effet, l'Infothèque est à la fois la bibliothèque de la HEG-GE et la

bibliothèque référente pour ArODES, l'archive ouverte de l'ensemble de la HES-SO. À ce titre, elle doit par exemple former des collègues à l'usage de la plateforme. Dans le cadre des tâches courantes de la bibliothèque d'une haute école de la HES-SO, l'Infothèque remplit un rôle de soutien aux chercheurs, en particulier pour ArODES et donc l'auto-archivage (*Green Road*), mais aussi pour des questions liées plus directement à la publication, concernant par exemple les éditeurs prédateurs ou les contrats. L'Infothèque reçoit « régulièrement » des sollicitations de la part des chercheurs ainsi que des bibliothèques des autres écoles de la HES-SO et de leurs référents Open Access. Mme. Dos Santos ajoute que le point de contact du chercheur est peut-être plus traditionnellement le responsable de la recherche. Les compétences de chacun ne sont pas forcément claires pour tous les chercheurs, dont certains ne sont pas encore habitués à contacter leur bibliothèque et leur référent.

Défenseuse de l'Open Access, Mme. Dos Santos ne nourrit pas de crainte envers ce mouvement. La perspective de ne pas atteindre les objectifs fixés par les tutelles dans les temps n'est pas perçue comme problématique, l'essentiel étant d'y arriver à terme. En revanche, à son niveau, Mme. Dos Santos perçoit certaines craintes de la part des chercheurs, dont certaines sont dues à des confusions, comme par exemple la crainte que l'Open Access engendre des publications de moindre qualité. Le fait de devoir, pour l'heure payer des APC avec son propre fond de recherche est perçu négativement. D'autres craintes sont liées au modèle-même : Mme. Dos Santos se demande si certains chercheurs n'ont tout simplement pas envie de voir leurs méthodologies et leurs résultats exposés si facilement au jugement de tout un chacun, et disséminés sur le web.

4.4.2 Perception de l'Open Access au niveau institutionnel

M. Ruch se montre globalement satisfait de la position de la HES-SO en matière d'Open Access, estimant que celle-ci se situe « dans la moyenne » par rapports aux autres institutions. Il rappelle que l'institution joue selon lui un rôle mineur, en notant que l'existence ou non d'une politique Open Access dans une institution n'est pas forcément corrélée au degré d'avancée de ses chercheurs en matière d'Open Access. Pour M. Ruch, l'enjeu à la HES-SO est plus global et porte moins sur l'Open Access seulement que sur la publication scientifique dans son ensemble. Rappelant que les professeurs des hautes écoles sont historiquement avant tout des enseignants et moins des chercheurs, il note que cet état de fait a fortement changé durant les dernières années, avec une importance croissante apportée aux publications et à laquelle les nouveaux professeurs sont tout à fait sensibles. Ainsi, la publication d'articles scientifiques étant devenue l'une des priorités, c'est tout naturellement que l'Open Access l'est devenue également, du moins en partie.

De son côté, Mme. Dos Santos estime également qu'il n'y a pas une différence significative entre la HES-SO et les autres institutions académiques. Elle note toutefois que les universités ont généralement des dépôts institutionnels et des directives ou politiques y relatives depuis plus longtemps que la HES-SO avec ArODES.

4.4.3 Perception de la *Stratégie Open HES-SO* et mise en œuvre

De même qu'il porte un regard satisfait sur la HES-SO en matière d'Open Access, M. Ruch juge favorablement la *Stratégie Open HES-SO*, l'estimant raisonnable et rationnelle. S'il n'a pas participé activement à son élaboration, il explique n'avoir pas eu pour autant le sentiment d'avoir été écarté de ce processus. Dans le cadre de travaux antérieurs qui avaient aboutis à une rédaction différente et en anglais (HES-SO 2017a) (cf. chapitre 5.2.1), M. Ruch se souvient en revanche avoir été directement consulté¹¹, bien qu'il se soit distancé de leur conclusion. Au niveau des conséquences de la *Stratégie Open HES-SO*, M. Ruch se montre plus réservé, notamment en raison du rôle mineur qu'il accorde à l'échelon institutionnel. Selon lui, le plus grand mérite de ce document est peut-être de sensibiliser les hiérarchies locales de chaque haute école rattachée à la HES-SO et de créer ainsi une prise de conscience là où celle-ci est nécessaire. Ce n'est toutefois pas ce genre de document qui change le comportement des chercheurs, qui ont déjà dû s'adapter – ou non – aux exigences qui les concernent. Son rôle de responsable de la recherche n'a pas évolué suite à la parution de cette stratégie. Dans l'optique de la mettre en œuvre, M. Ruch s'estime en outre totalement armé et n'a guère de demande à adresser à sa hiérarchie. Il relève toutefois que la mise en place d'incitatifs à la publication, ou l'adaptation des incitatifs actuels, serait bénéfique. Ces incitatifs devraient concerner l'ensemble des publications, mais on pourrait imaginer un mécanisme intégrant la question de l'Open Access.

De son côté, Mme. Dos Santos a été appelée à commenter la *Stratégie Open HES-SO* au moment de son élaboration, précisant que cela était probablement lié à « ArODES et à la position spéciale de l'Infothèque au sein de la HES-SO ». En tant que « propriétaire-métier » d'ArODES, l'Infothèque est en relation directe avec Madame Christine Pirinoli et le Dr. Isabelle Lucas. Satisfaite de ce document sur lequel les bibliothécaires peuvent désormais s'appuyer, la responsable de l'Infothèque précise qu'il faudrait des mesures d'accompagnement. Elle ne sait si, et alors comment, s'est effectuée sa diffusion au-delà des bibliothèques. Ne sachant dans quelle mesure les directions sont actuellement incluses, Mme. Dos Santos est d'avis qu'il est important d'obtenir leur adhésion ainsi que celle des responsables de la recherche. À la question de la pertinence de l'élaboration

¹¹ M. Ruch figure d'ailleurs parmi les « contributeurs » du document, à côté des « auteurs » (HES-SO 2017a).

d'une politique Open Access, Mme. Dos Santos reconnaît que si elle pourrait dans un premier temps sembler contraignante pour certains chercheurs, le cadre ainsi donné pourrait clarifier, dès lors simplifier, les choses. Il faudrait s'assurer que les chercheurs soient au courant de son existence et « sachent s'y référer ». Pour la mise en œuvre de l'Open Access, avec du temps et des forces de travail supplémentaires, les bibliothèques pourraient renforcer leurs rôles de formation et communication en la matière, rôles que le Rectorat leur reconnaît. Si elles ont déjà revu et rationalisé certaines de leurs missions, toutes ne peuvent être écartées au profit de l'Open Science. Les missions et rôles des bibliothèques gagneraient du reste à être communiqués et reconnus au niveau des écoles et de leurs directions. En matière de communication, la responsable de l'Infothèque est d'avis qu'une fois que les gens savent à qui ils peuvent s'adresser, ils se mettent à poser plus de questions et à s'intéresser ce qui mène à des échanges fructueux. Avec des forces de travail supplémentaires, l'Infothèque pourrait développer ses missions de communication en formation, par le biais d'ateliers ou réunions-discussions par exemple. La répartition des rôles en matière d'Open Science pourraient être distribués entre les bibliothèques et les responsables de la recherche. Ils devraient être portés à la connaissance des directions et chercheurs. En outre, l'élaboration de règles inter-domaines permettrait non seulement de clarifier les choses, mais éviterait des distorsions qui nuiraient aux chercheurs.

4.4.4 Commentaire conclusif

Nos entretiens ont permis de mettre en lumière les accointances et les divergences entre deux acteurs occupant des rôles-clefs – responsable de la recherche et responsable de bibliothèque – au sein d'une même institution, la HEG-GE. Un exemple parmi d'autres est le regard porté sur l'archive institutionnelle ArODES. Pour autant, cela ne témoigne pas forcément pour autant d'une « illusion de compétence » de la part de ces acteurs, expression employée par Mme. Dos Santos à propos de certains chercheurs. De telles différences révèlent la grande différence de perception d'un même phénomène complexe, fruit d'une subjectivité qui, sans être incorrecte en soi, rend difficile une vue objective et synoptique.

5. Analyse et discussion des résultats

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'analyser et d'exploiter les résultats de nos différentes collectes de données, dans le but de répondre aux trois objectifs de notre recherche. Pour rappel (cf. chapitre 1), ceux-ci consistent à présenter des propositions pour l'élaboration de la partie Open Access de la page web de la HES-SO dédiée à l'Open Science, à effectuer une lecture critique de la stratégie Open Access de la HES-SO afin de la situer par rapport à l'existant, enfin à formuler des recommandations à la HES-SO en vue d'une mise en œuvre optimale de ladite stratégie. Ces trois objectifs serviront de structure au présent chapitre.

5.1 Recommandations pour le site web de la HES-SO

La livraison de recommandations à la HES-SO en vue de la mise en ligne de son site web dédié à l'Open Science constituait notre premier objectif à réaliser d'un point de vue chronologique.

Pour ce faire, nous nous sommes en premier lieu appuyés sur notre analyse des sites web réalisée sur un échantillon d'universités suisses (cf. chapitre 4.1), mais aussi sur tout ce qui a nourrit notre réflexion durant les premiers mois de notre recherche, comme par exemple l'entame de notre importante revue de littérature ou notre participation à des événements comme la « Journée Open Science HES-SO » (Lausanne, 18.03.2019) ou la « 12e Journée RERO » (Fribourg, 28.03.2019).

Au moment de formaliser ces recommandations, il nous a été suggéré de synthétiser celles-ci dans un document concis rédigé dans un style télégraphique, réalisé à l'intention du Dr. Isabelle Lucas, cheffe de projet Open Science à la HES-SO. Notre document initial a fait l'objet d'une relecture de la part de notre directrice de projet, la Prof. HES Dr. Basma Makhlouf Shabou. Nous en avons tenu compte pour la version finale de notre document que nous avons présenté au Dr. Isabelle Lucas le 28.05.2019 à Lausanne, dans les locaux de la HES-SO.

Le contenu de ce document se trouve dans l'Annexe 4 du présent travail. Après avoir rappelé les objectifs que nous considérons comme primordiaux, nos recommandations comprenaient des propositions globales relatives à l'accès aux informations ainsi qu'à la navigation sur le site web. Nous avons ensuite présenté la structure de l'information qui nous semblait être pertinente :

- Introduction à l'Open Access
- Publier en Open Access
- Liens utiles

- Contacts
- Open Access

En outre, nous avons indiqué les renseignements qui devraient, selon nous, y être représentés.

Durant nos échanges avec le Dr. Isabelle Lucas le 28 mai 2019, nous avons tous trois pu discuter de nos propositions et opinions et affiner la structure finale de la page web sous l'angle de l'Open Access. Au mois de septembre 2019, le site web Open HES-SO était en ligne (URL: <https://openscience.hes-so.ch>) (HES-SO 2019a).

5.2 Analyse critique de la *Stratégie Open HES-SO* en matière d'Open Access

La lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO* en matière d'Open Access constituait le deuxième des objectifs de notre recherche. Pour ce faire, nous débutons par un bref aperçu historique de ce document afin de comprendre le contexte de sa genèse. Nous structurons ensuite notre lecture critique de la même manière que notre analyse des politiques Open Access en Suisse (cf. chapitre 4.2), en nous penchant tout d'abord sur le format, la diffusion et la validation de cette stratégie dans son ensemble, avant de nous pencher plus spécifiquement sur son contenu, en tant que stratégie et en matière d'Open Access.

5.2.1 Genèse

Les premiers signes tangibles d'une intention de la HES-SO d'intégrer la mouvance de l'Open Access peuvent être situés le 23 janvier 2006, lorsque la HES-SO vient s'ajouter à la liste des signataires de la *Déclaration de Berlin* (2003). Toutefois, cette signature s'opère par l'entremise de la défunte Conférence suisse des recteurs des hautes écoles spécialisées et de son président de l'époque, Markus Hodel, alors directeur de la Haute école de Lucerne (HES-SO 2017a).

Il faut attendre le milieu des années 2010 pour observer une accélération dans l'intention de mettre en place une véritable stratégie en matière d'Open Science de la part de la HES-SO. Le 28 novembre 2016, c'est cette fois-ci le Rectorat lui-même qui décide de signer la déclaration de la *Ligue européenne des universités de recherche* (*League of European Research Universities* (LERU)) en faveur de l'Open Access (LERU 2015) ; HES-SO. Rectorat 2016). Quelques jours plus tard, un rapport interne intitulé « Open Science à la HES-SO - Planification 2017-2019 » est finalisé, à l'intention de la HES-SO. Parmi les conclusions de ce document se trouve exprimée la nécessité d'établir un document stratégique sur l'Open Science, alors planifié pour le deuxième semestre 2017 (Echernier et Furrer 2016).

C'est dans ce contexte qu'est développé un premier document stratégique, dont les différentes versions s'échelonnent du 28 février 2017 (v. 0.1) au 24 avril 2017 (v. 3.0). Rédigée en anglais, cette dernière version s'étend sur 23 pages, 55 pages même en y intégrant ses annexes. Le document a été rédigé par trois membres de l'Institut Informatique de gestion de la HES-SO Valais, avec le soutien de huit autres contributeurs (HES-SO 2017a).

Une fois finalisé, ce document stratégique a été soumis à la consultation des six domaines de la HES-SO ainsi qu'à deux autres organes : le Groupe des répondants Bibliothèques et le Conseil Recherche Innovation Créativité de la HES-SO (CRIC), qui réunit les représentants des comités Ra&D des différents domaines. Un document de synthèse interne à la HES-SO (HES-SO 2017b) résume les prises de positions de chacun, hormis celle du domaine « Design et Arts Visuel », qui n'a pas fourni de rapport en retour. Cette démarche, décrite comme un « processus ouvert et participatif », a permis de déceler un certain nombre des forces et faiblesses du document mis en consultation (HES-SO 2017a).

En 2018, un nouveau départ a été pris dans ce dossier, avec la rédaction de deux documents distincts : d'une part un état de l'art sur la question (HES-SO 2018b), et, d'autre part, la fameuse Stratégie Open HES-SO (HES-SO 2018a).

5.2.2 Format de la *Stratégie Open HES-SO*

La Stratégie Open HES-SO s'étend dans son ensemble en tout et pour tout sur 14 pages, soit bien moins que le premier papier stratégique rédigé en 2017. Mais bien plus que les politiques Open Access des universités de notre échantillon, qui constituent cependant un autre type de document. La longueur du premier document stratégique (HES-SO 2017a) ayant fait l'objet de critiques lors de la phase de consultation (HES-SO 2017b), cette requête a donc été entendue par l'institution.

Outre le chapitre introductif et le glossaire final, le document est divisé, à son premier niveau de structure, en trois chapitres principaux, lesquels comportent jusqu'à deux sous-niveaux de structure. Un premier chapitre, intitulé « Comprendre l'Open Science », constitue une introduction vulgarisée à la thématique globale, en insistant sur l'Open Access et l'Open Data. Il est suivi d'un chapitre sur « L'Open Science à la HES-SO », respectivement divisé deux sections portant sur l'Open Access et l'Open Data, avec, à chaque fois, une synthèse des exigences en la matière, un état des lieux des initiatives de la HES-SO, et les enjeux à prendre en compte. Enfin, un chapitre sobrement intitulé « Open HES-SO » propose un premier plan d'action en trois axes pour mettre en œuvre la stratégie.

Le corps du texte est en outre agrémenté d'autres éléments de structuration, comme des listes à points et la mise en évidence de parties de texte en gras. Un effort de lisibilité et de hiérarchisation du contenu a donc été effectué afin de faciliter l'accès au document pour un public relativement large (cf. chapitre suivant). Toutefois, ce constat est à nuancer si l'on considère notamment les références citées en notes de bas de page. Le recours à des références telles que « Décisions R 2016/41/106 » et « R 2017/33/89 », sans autres explication ni lien, altère la clarté générale du document.

5.2.3 Diffusion de la *Stratégie Open HES-SO*

La *Stratégie Open HES-SO* vise explicitement à présenter les enjeux de l'Open Science « tant pour les chercheuses et chercheur que du point de vue institutionnel » (HES-SO 2018a, p. 2). En ce sens, on peut considérer que celle-ci vise en premier lieu ces deux groupes de public, à savoir donc les chercheurs de la HES-SO et les hiérarchies et instances locales qui assurent le fonctionnement de l'institution. En outre, dans la mesure où le document n'est pas uniquement diffusé à l'interne mais publié en format PDF sur la page d'accueil du site web *Open HES-SO*, on peut considérer qu'il est également destiné au public extra-institutionnel, par définition très hétéroclite. On peut, par exemple, imaginer un intérêt de la part de chercheurs d'autres institutions, du monde politique ou encore du simple citoyen, à qui se destine notamment l'Open Science.

Dans cette perspective, il est intéressant de relever que la langue de diffusion de la *Stratégie Open HES-SO* est uniquement le français, par opposition au premier document stratégique (HES-SO 2017a) qui, lui, était rédigé exclusivement en anglais. Le recours à l'anglais était l'une des critiques récurrentes qui étaient ressorties de la consultation du document en 2017. Plusieurs organes admettaient la pertinence de l'anglais pour la diffusion auprès des chercheurs, mais relevaient le problème que cela posait pour la diffusion envers les organes de direction et le personnel administratif de la HES-SO (HES-SO 2017b). La critique a donc été prise en compte, mais le problème s'est renversé. Aucune version anglaise de la *Stratégie Open HES-SO* n'est diffusée, alors même que la pertinence de l'anglais est reconnue. L'exemple des politiques Open Access dans les universités et écoles polytechniques fédérales montre que la plupart de ces institutions optent généralement pour une diffusion en deux langues, celle de l'institution et l'anglais. On peut regretter que ce modèle ne soit pour l'heure pas suivi par la HES-SO car il permettrait clairement de répondre aux besoins de tous les publics.

5.2.4 Validation de la *Stratégie Open HES-SO*

En matière de validation de la *Stratégie Open HES-SO*, nous pouvons appliquer un jugement similaire à celui porté à ce sujet sur les politiques Open Access analysées au

chapitre 4.2. En effet, en tant que tel, le document se révèle tout à fait lacunaire quant aux informations données en la matière. Ni la date de création ni la date de validation ne figurent dans le document, pas plus qu'une quelconque référence qui témoignerait d'un souci de révision. Il faut toutefois appliquer la même réserve que plus haut : ce n'est pas parce qu'aucune volonté de révision n'est exprimée que celle-ci n'est pas envisagée dans le cadre du suivi interne de ce dossier. Dans l'hypothèse où tel serait le cas, il serait cependant regrettable que ces informations ne soient pas communiquées, non seulement dans une optique de transparence institutionnelle, mais aussi pour renforcer le crédit de la *Stratégie Open HES-SO* aux yeux du lecteur. Le constat est d'autant plus ennuyeux que le versionnage était en revanche intégré dans le premier papier stratégique de 2017 (HES-SO 2017a).

5.2.5 Contenu de la *Stratégie Open HES-SO* (1) : discours stratégique

Après l'analyse préliminaire du format, de la diffusion et de la validation de la *Stratégie Open HES-SO*, il est temps de passer à l'examen de son contenu. Pour ce faire, nous diviserons notre analyse en deux parties principales. Dans un premier temps, nous procéderons à une analyse du discours stratégique de ce document, indépendamment, en quelque sorte, de l'objet de la stratégie. Dans un second temps, nous nous pencherons sur l'objet de la stratégie, ou plus exactement sur la partie de celui-ci qui nous intéresse, à savoir celle sur l'Open Access. De cette manière, nous serons en mesure de déterminer dans quelle mesure cette « stratégie en matière d'Open Access » se caractérise à la fois en tant que stratégie d'une haute école et relativement au thème de l'Open Access.

En tant que document stratégique émanant de l'organe suprême d'une haute école, la *Stratégie Open HES-SO* appartient à la vaste famille des stratégies universitaires, qui ont notamment fait l'objet de réflexion, en France, de la part d'un chercheur en management comme Hervé Goy. Or, à travers plusieurs de ses travaux, celui-ci affiche un certain scepticisme au moment de considérer les universités comme des « unités stratégiques actives », c'est-à-dire comme des « entités capables de se finaliser, de s'organiser et de réguler l'action collective qu'elles génèrent » (Goy 2018, p. 39). S'appuyant sur des travaux des sciences sociologiques et managériales, Goy (2015 et 2018) relève différents problèmes : les universités seraient historiquement et institutionnellement soumises à des règles limitant largement leur comportement discrétionnaire, c'est-à-dire stratégique ; elles seraient prises entre deux principes fonctionnels contraignant, à savoir leur degré de dépendance à l'État et le degré de participation des acteurs dans le fonctionnement de l'établissement, cette situation aboutissant à l'exercice du pouvoir par les chercheurs eux-mêmes sous le contrôle de

l'État, au détriment de l'institution ; elles seraient enfin, inadaptées d'un point de vue organisationnel à la mise en place de stratégies à l'échelle institutionnelle. On a en effet parlé des universités et des hautes écoles comme des « anarchies organisées » (Cohen et March 1974), des « systèmes faiblement liés » (Weick 1976), des « bureaucraties professionnelles » (Mintzberg 1982) et même des « systèmes claniques » où chacun est attaché à préserver ses intérêts existants (Barth 2013). Ce scepticisme est partagé par Dizambourg ([sans date]), à plus forte raison dans le cas d'une grande diversification de l'université, où les chercheurs peuvent se poser la question de « ce qui fait l'identité commune » (Dizambourg [sans date], p.2).

Il va sans dire que ce problème d'une identité commune touche au premier plan la HES-SO, de par sa structure complexe, la diversification de ses champs d'études, ou encore son éclatement géographique. Vouloir fédérer sous une même stratégie un informaticien de gestion de la HEG valaisanne et un professeur de composition de la HEM genevoise, sur un domaine – l'Open Science, c'est-à-dire la pratique scientifique elle-même – par nature très variable d'un domaine à l'autre, paraît dès lors effectivement ambitieux. C'est d'ailleurs une des interrogations qui transparaissait de la consultation au sujet du premier document stratégique, en 2017 :

« Le concept d'Open Science est en soi communautaire, et exige qu'aucun acteur ne prenne la position de « centralisateur » du savoir-faire. » (HES-SO 2017b, p. 3)

Dans ces conditions, il est légitime de se demander, pour reprendre une interrogation de Goy (2015), si la *Stratégie Open HES-SO* ne correspond pas moins à une « démarche stratégique réelle » qu'à une « mise en scène stratégique ».

Répondre à cette question requiert de définir une « notion de stratégie applicable au champ universitaire » (Goy 2008, p. 68). Par « mise en scène stratégique », Goy entend une stratégie qui ne correspondrait qu'à une « conformation » de l'institution par rapport à l'environnement externe (Goy 2015, p. 78). Une telle situation correspond à la théorie de l'isomorphisme institutionnel définie par DiMaggio et Powell (1983). Pour ces derniers, trois mécanismes peuvent pousser les organisations à se ressembler : l'isomorphisme coercitif, qui résulte de pressions notamment financières ; l'isomorphisme normatif, qui résulte de processus de standardisation ; l'isomorphisme mimétique, enfin, imitation directe qui apparaît notamment dans des contextes d'incertitudes. À l'inverse, une « démarche stratégique réelle », correspondrait une prise de décision active, se trahissant par des choix institutionnels tenant certes compte du contexte mais entraînant la mobilisation effective de ressources institutionnelles et la définition de principes de gouvernance, notamment (Goy 2008 et 2015).

Si on opère une lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO* sous cet angle, un certain nombre d'éléments sont dignes d'être relevés. Tout d'abord, pour la HES-SO, la raison d'être du document est explicitement « de nouveaux défis auxquels elle doit s'adapter ». La stratégie en matière d'Open Access est dès lors conditionnée par un certain nombre d'exigences, synthétisées dans un chapitre dédié (3.1.1). Dans cette optique, c'est le lexique de la contrainte qui s'applique à la HES-SO, bien plus que celui de la décision stratégique. C'est en raison des exigences de la stratégie nationale suisse et des instances de financement que les hautes écoles « ont à adapter leur politique de publication ». Une telle situation rappelle les conditions d'un isomorphisme coercitif. D'autre part, les préalables d'un isomorphisme mimétiques sont également réunis, au sens où l'Open Science représente un développement dont la forme est encore incertaine. Or, la *Stratégie Open HES-SO* attire l'attention sur « l'état de l'art » en annexe au document, dont l'ambition était notamment d'étudier les stratégies développées par d'autres hautes écoles. Là aussi donc, un tel positionnement semble a priori tendre vers une « mise en scène stratégique » ne visant qu'à *réagir* à son environnement et à transposer des exigences plutôt qu'à *agir* et opérer des choix stratégiques.

Cependant, ce jugement ne résulterait que d'une lecture partielle du document. En effet, d'autre part, la *Stratégie Open HES-SO* s'attache à identifier des enjeux qui se situent bien au niveau institutionnel, mis en perspective des projets actuels de la HES-SO. Ces enjeux servent d'assise à un plan d'action en trois axes, qui constitue la conclusion du document. Ces éléments trahissent, lexicalement notamment, une volonté d'action claire de la part de la HES-SO, et, dès lors, d'une réelle démarche stratégique.

Pourtant, le mode de formulation de ces éléments en réduit la portée stratégique. En effet, de manière très marquée, c'est la formule impersonnelle qui prédomine, avec le recours, pour formuler les enjeux, à des formules telles que « il convient », « il est également nécessaire », « il est important », « il est ainsi essentiel », « il conviendra », « il importe », « il serait utile », sans compter l'emploi de formules passives sans compléments d'agents (« les règles communes vont être reprises », « la question sera reprise », ...). Cette indétermination des acteurs concrètement impliqués se retrouve dans la formulation des trois axes du plan d'action. Elle pose la question de savoir qui, en définitive, est censé se sentir concerné par la stratégie : tout le monde, et donc personne ? En d'autres termes, par rapports aux exigences de Goy (2015 et 2018), la question de la gouvernance fait défaut au sein de ce document.

Cette indétermination s'observe en outre à d'autres niveaux. Aucun calendrier n'accompagne cette stratégie, qui annonce que celui-ci est à venir dans un second

temps, sans autre précision. Le recours au futur de l'indicatif est fréquent, ce qui est certes logique dans l'optique de planifier – ou de ne pas planifier – des actions futures, mais qui contraste avec les politiques Open Access des universités suisses, qui recourent, elles, au présent de l'indicatif pour *effectivement* opérer des choix stratégiques. C'est encore l'indétermination qui prédomine au sujet des ressources à mobiliser, sujet d'inquiétude lors du feedback du premier document stratégique. À titre d'exemple, à propos du rôle des bibliothécaires, la *Stratégie Open HES-SO* formule la déclaration suivante : « leurs ressources et leur rôle seront deux éléments fondamentaux sur lesquels il convient de réfléchir dès aujourd'hui ». On peut se demander dans quelle mesure « convenir de réfléchir » constitue une véritable stratégie de la part de la HES-SO.

En résumé, sur le plan de l'analyse stratégique, la *Stratégie Open HES-SO* n'échappe pas à certains écueils courants des stratégies universitaires. Réalisée dans le but de se conformer à certaines exigences, tentant de définir une stratégie unique pour des communautés très diverses de chercheurs, ce document se situe au final très en amont de son opérationnalisation, relevant souvent plus de la déclaration d'intention que de la véritable prise de décision stratégique. Ce bilan fait écho à l'avis réservé du Prof. HES Dr. Patrick Ruch quant aux conséquences directes de ce document, les situant plus au niveau d'une sensibilisation des hiérarchies locales plutôt qu'en termes de conséquences directes sur les pratiques des chercheurs.

5.2.6 Contenu de la *Stratégie Open HES-SO* (2/2) : Open Access

Bien que la *Stratégie Open HES-SO* soit d'une nature différente des politiques Open Access des universités, on peut l'analyser à l'aune des critères appliqués à ces dernières au sein de notre chapitre 4.2, pour tenter de voir dans quelle mesure ce document stratégique intègre les questions d'ancrage et de contexte, de modalités d'auto-archivage, de modalités de publication et de soutien et promotion institutionnels de l'Open Access. De cette manière, nous pouvons également faire ressortir quels éléments sont *a contrario* propre à cette stratégie et échappe à notre grille d'analyse.

Au niveau de l'ancrage et du contexte concernant l'Open Access, la *Stratégie Open HES-SO* se caractérise par un effort particulier de vulgarisation et d'explication de la problématique. L'introduction du document précise qu'en la matière, un autre document est à considérer comme une annexe de celui-ci, à savoir l'état de l'art de la problématique (HES-SO 2018b), qui mentionne, par exemple, la *Déclaration de Berlin* (2003) auxquelles se réfèrent les politiques Open Access que nous avons étudiées plus haut (HES-SO 2018b). Les exigences des bailleurs de fonds et des organes faïtières,

autres éléments récurrents rencontrés dans ces documents, font l'objet d'un chapitre dédié dans la *Stratégie Open HES-SO*, qui n'oublie ni swissuniversities, ni le FNS, tout en mentionnant la Commission européenne et son programme H2020. Enfin, et au contraire de la plupart des politiques Open Access, la HES-SO mentionne d'entrée de jeu l'ancrage interne de cette stratégie, du moins potentiellement, en notant que celle-ci pourrait être reprise dans le cadre de la stratégie plus globale de la HES-SO pour le cycle stratégique 2021-2024.

Cette première appréciation positive se nuance au moment d'évaluer les modalités d'auto-archivage (*Green Road*) et de publication (*Gold Road*) en Open Access. En effet, en fait de stratégie, rien n'est décidé en la matière. Certes, l'analyse des politiques Open Access des hautes écoles nous a montré qu'en matière de publication (*Gold Road*), toute tentative de décision se heurte au principe de la liberté académique, ce qui laisse donc toute latitude au chercheur. En matière d'auto-archivage en revanche (*Green Road*), l'institution dispose d'un pouvoir d'action plus grand, exploité par un certain nombre de hautes écoles. La *Stratégie Open HES-SO* ne fait pas mention d'une obligation d'auto-archivage, alors que celle-ci est pourtant établie au sein des *Règles communes pour l'archive ouverte ArODES HES-SO* (HES-SO. Rectorat 2018). On retrouve ainsi un problème relevé au sujet des politiques des hautes écoles : la coexistence de documents (politiques, règles, directives) spécifiques aux serveurs institutionnels, parallèlement à celle des politiques ou des stratégies, sans que le lien entre les deux soit forcément fait. La *Stratégie Open HES-SO* mentionne les *Règles communes*, prévoit leur révision future, mais ne dit rien de l'obligation de dépôt que celles-ci contiennent, obligation qui constitue assurément une décision stratégique en matière d'Open Access. Cette absence est d'autant plus surprenante que la stratégie se montre consciente des conséquences financières très importantes d'un choix en faveur de la *Green Road* ou de la *Gold Road* (Cambridge Economic Policy Associates Ltd., 2016, cité dans le document intitulé *Open Science : Problématique et état de l'art* (HES-SO 2018b)). De plus, la stratégie mentionne clairement l'enjeu financier parmi les enjeux liés à l'Open Access.

D'autre part, pour un document qui, par rapport à certaines politiques Open Access, a la chance d'avoir été rédigé récemment, on peut regretter que la *Stratégie Open HES-SO* n'envisage pas la question des modèles alternatifs de l'Open Access, tel le modèle consortial où les institutions contribuent à un fonds commun, sans APC ensuite pour les chercheurs. La HES-SO ne se positionne donc pas sur ce type d'alternative. Plus exactement, elle n'envisage même pas leur existence.

Au niveau du soutien et de la promotion institutionnels de l'Open Access, la *Stratégie Open HES-SO* se montre particulièrement consciente de la problématique, puisqu'elle en fait le premier des enjeux liés à l'Open Access (HES-SO 2018a, p. 5), et le premier axe de son plan d'action (HES-SO 2018a, p. 10). La communication, la sensibilisation, la formation, mais aussi une « politique concrète de soutien » sont envisagés. Si on retrouve ici le problème d'une stratégie très ancrée dans le domaine du potentiel, il faut noter que l'axe 2 du plan d'action propose quelques pistes intéressantes en termes mesures incitatives, comme la prise en compte de l'Open Access « dans les indicateurs de performance, avec ainsi une incidence financière ». Cette annonce fait écho aux propos tenus par le Prof. HES Dr. Patrick Ruch lors de nos entretiens semi-dirigés, sur la possibilité d'un incitatif à la publication. Rarement évoquée par les politiques Open Access des hautes écoles, cette question de la prise en compte de l'Open Access dans l'évaluation de la recherche est précisément un champ où il est possible d'agir au niveau institutionnel. Il est donc réjouissant que la *Stratégie Open HES-SO* se positionne favorablement, même s'il s'agira encore de concrétiser ces intentions.

Parmi les autres éléments de la *Stratégie Open HES-SO* qui échappent à notre grille d'analyse, un élément mérite un commentaire particulier. La *Stratégie Open HES-SO* mentionne trois projets en lien avec l'Open Access à la HES-SO. Il s'agit respectivement d'ArODES, l'archive institutionnelle, de SONAR, c'est à dire le projet suisse d'une archive ouverte nationale, et enfin de SLSP. Si le premier projet est naturel et que le second témoigne assurément d'une dynamique positive en matière d'Open Access, la mention de SLSP est plus surprenante. En effet, SLSP est avant tout un projet de plateforme nationale pour les bibliothèques scientifiques suisses, impliquant le passage à un nouveau système de gestion. Face aux défis que représentent les migrations des données bibliographiques ou la formation massive de l'ensemble du personnel des bibliothèques, le lien avec la question de l'Open Access apparaît comme tout à fait secondaire, et n'est d'ailleurs pas expliqué dans la *Stratégie Open HES-SO*.

5.3 Recommandations pour une mise en œuvre optimale de la stratégie

Arrivés au terme de nos récoltes d'informations et analyses, nous sommes en mesure de formuler certaines recommandations pour une mise en œuvre optimale de l'Open Access au sein de la HES-SO. Celles-ci ont trait à la gouvernance, à l'élaboration d'une politique Open Access et à la communication. Nous rappelons en outre le rôle primordial des chercheurs en la matière et la nécessaire prise en considération des différences entre les domaines scientifiques.

5.3.1 Gouvernance

Pour une mise en œuvre optimale de l'Open Access, les premières précisions à apporter concernent la gouvernance institutionnelle. La *Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)* du 26 mai 2011 définit les principes globaux de gouvernance. Comme énoncé précédemment, le « cas » de la HES-SO est particulier en ce sens que l'institution compte un Rectorat, vingt-huit écoles et leurs directions et six domaines regroupant, comme le stipule l'article 28 de la *Convention du 26 mai 2011*, leurs « filières de même type de différentes hautes écoles » (HES-SO 2019b ; voir également l'Annexe 5). L'article 22 précise que les organes centraux de la HES-SO sont au nombre de quatre : le Rectorat, le Comité directeur, les Conseils de domaine et le Conseil de Concertation. En Annexe 6 se trouvent les compositions de ses organes centraux. Nous y introduisons également les compétences de chacun de ces organes que nous estimons pouvoir directement être utilisées en matière de mise en œuvre de l'Open Access au niveau institutionnel. L'article 40 de la *Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)* précise les attributions et compétences des hautes écoles. Celles-ci doivent notamment « assurer le rayonnement des missions et leur communication » (let. c), « assurer la réalisation des objectifs et la mise en œuvre des mandats de prestations qui les lient à la HES-SO [...] » (let. d), « conduire les activités de Ra&D » (let. f), « prévoir, proposer et gérer sur le plan administratif et financier les budgets attribués ainsi que les ressources humaines, équipements et infrastructures placées sous leur responsabilité » (let. j) ou encore « mettre en œuvre et appliquer les décisions des organes de la HES-SO » (let. k). Précisons ici encore, en matière de gouvernance, que la HES-SO prévoit qu'« avec le soutien du Rectorat, chaque haute école, selon ses spécificités, sera amenée à développer les mesures d'incitation et de financement nécessaires à la réalisation de la stratégie Open Access de la HES-SO » (HES-SO [2019]).

Force est de constater que le nombre de parties prenantes et instances concernées est important. Nous proposons à la HES-SO de clairement identifier et répartir les rôles en la matière entre le Rectorat, le Comité directeur, les directions des écoles, les Conseils de domaines, les responsables de la recherche et les bibliothèques. Nous préconisons en outre l'introduction d'un référent Open Access par domaine ainsi que par filière. Une fois les rôles établis, il s'agira de les communiquer auprès de chacune des écoles ainsi que des chercheurs dans leur ensemble, à savoir les membres des corps dits « professoral » et « intermédiaire ».

Comme le stipule Madame Gwënola Dos Santos, il est vital d'obtenir l'adhésion des directions et des responsables de la recherche. Nous estimons que si ceux-ci

comprennent les enjeux, bénéfices et ressources nécessaires à la mise en œuvre de l'Open Access, ces parties prenantes pourraient alors participer à l'effort de sensibilisation tout adaptant les moyens mis à disposition à ces fins. Le rôle des bibliothèques est aussi central en la matière. Une répartition claire et commune des rôles et missions en matière d'Open Science servirait toute l'institution et ses chercheurs.

Si une approche et intégration « bottom-up » est vitale tant pour l'élaboration des stratégies et politiques Open Access que pour leur mise en œuvre, nous estimons que celle-ci doit impérativement être corrélée à une vision « top-down ». Les chercheurs, responsables de la recherche et bibliothèques doivent être écoutés et intégrés aux réflexions et décisions relatives à l'Open Access. Et ce le plus tôt possible dans le processus. Nous saluons le questionnaire envoyé par le Rectorat en fin d'année 2019 aux chercheurs de la HES-SO. Dans une démarche « bottom-up » exhaustive, il aurait été souhaitable de le faire parvenir à l'ensemble des membres du « corps intermédiaire » également. Interrogés de façon informelle, certains de ses membres estiment ne pas l'avoir reçu. La mise en œuvre de l'Open Access appelle à une révision complète des habitudes de publication des chercheurs. Parmi les jeunes chercheurs se trouvent les chercheurs aguerris de demain. À l'instar de la perception « opt-in » du MIT (Cantrell et Johnson 2018), nous considérons qu'il est important de sensibiliser et rallier les chercheurs à l'Open Access le plus tôt possible dans leur carrière. En outre, il a été découvert dans notre questionnaire qu'un jeune chercheur n'est à même de dire ce qu'est l'Open Access. C'en est déjà un de trop. Nous prônons une approche mixte en ce sens qu'il nous semble primordial que le Rectorat et les directions envoient un message clair et identique aux écoles, domaines, filières ainsi qu'à leurs chercheurs respectifs. Ce message aura bien plus de chance d'être entendu si les directions des écoles le relaient et s'assurent de la mise en œuvre. L'élaboration puis l'adoption de la *Stratégie Open HES-SO* est un premier pas et un message clair en ce sens.

Si notre recherche porte sur l'Open Access, la *Stratégie Open HES-SO* porte sur l'Open Science. Celle-ci ne comprend dès lors que l'Open Access. La répartition des rôles et missions concernant les autres aspects de l'Open Science, notamment l'Open Research Data, devraient être établis de concert, entre le Rectorat, le Comité directeur, les directions des écoles, les Conseils de domaines, les responsables de la recherche et les bibliothèques. Les moyens de mise en œuvre des divers aspects de l'Open Science gagneraient à être discutés et élaborés avec chacune des parties prenantes. Puis correctement communiqués, à intervalles réguliers et appropriés (cf. chapitre 5.3.3).

5.3.2 Élaboration d'une politique Open Access

La *Stratégie Open HES-SO* marque une étape importante en ce sens qu'elle formalise la position du Rectorat en matière d'Open Science. Si la position du Rectorat est déjà entendue, d'après les résultats de notre questionnaire par 40% des chercheurs de la HEG-GE, il s'agit maintenant d'informer les chercheurs de toute l'institution de la manière dont ils peuvent devenir « Open Access compliant ». Rappelons en outre l'avis de Madame Gwënola Dos Santos qui estime que la *Stratégie Open HES-SO* nécessiterait des mesures d'accompagnement. Les *Règles communes pour l'archive ouverte ArODES HES-SO* (HES-SO. Rectorat 2018) existent certes en ce qui concerne l'auto-archivage, c'est à dire la *Green Road*.

Nous sommes d'avis que la prochaine étape en matière d'Open Access est l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique y relative. L'adhésion des chercheurs à l'Open Access, dès lors sa mise en œuvre optimale au niveau de l'institution, seraient renforcés par ce document unique informant tout un chacun de la manière dont l'Open Access est appliqué et ce que cela implique concrètement pour chacune des parties concernées. Comme le stipule Madame Gwënola Dos Santos, si certains pourraient dans un premier temps la percevoir comme contraignante, le cadre qu'elle dessinerait pourrait clarifier, des lors simplifier les choses pour les parties concernées. Nous estimons en outre qu'une telle politique permettrait d'augmenter le nombre de publications Open Access et servirait dès lors le respect des « obligations » en la matière édictées par les bailleurs de fonds et assises par swissuniversities.

L'élaboration puis la mise en œuvre unilatérales de la politique Open Access de la HES-SO ne mèneraient à son adhésion, dès lors à son succès. Nous insistons sur l'importance d'intégrer chacune des parties prenantes (cf. chapitre 3.3.2.2). Au niveau institutionnel, celles-ci comprendraient les chercheurs, bibliothèques, responsables de la recherche, Conseils de domaines, directions des écoles, Comité directeur et le Rectorat. Il pourrait être intéressant d'inviter les Conseils de concertation à la table des discussions, du moins les informer de l'évolution du projet. Leur rôle de « préavis » (art. 34 de la *Convention du 26 mai 2011*) devrait être utilisé. La HES-SO gagnerait ainsi des relais en matière de communication et en termes d'adhésion à l'Open Access. Conscients des difficultés organisationnelles qu'engendrerait un groupe de travail d'une telle dimension, des représentants de ces corps de métiers et organismes pourraient être réunis sur la base du volontariat.

Les réponses au questionnaire envoyé par le Rectorat en fin d'année 2019 devront sans conteste être analysées avant d'être intégrées dans la réflexion. Si nous n'avons eu

accès à ces réponses, nous pouvons, sur la base des résultats du questionnaire que nous avons envoyé aux chercheurs de la HEG-GE ainsi que de l'argument avancé par Madame Gwënola Dos Santos, dire que la question des APC devrait être traitée et réglée au niveau institutionnel avant d'être intégrée dans la politique. La *Stratégie Open HES-SO* prévoit qui plus est déjà le nécessaire déploiement d'une « politique concrète de soutien [...] voire d'incitatifs à la publication Open Access », ce qui correspond aux actions préconisées par swissuniversities au niveau des hautes écoles pour la période 2019-2020 (swissuniversities 2018).

Comme le stipule l'EUA (2015), trois aspects sont à considérer lors du développement d'une politique Open Access : les aspects stratégiques, pratiques et enfin économiques (cf. chapitre 3.3.2.1). Du point de vue stratégique, il s'agit dans un premier temps de définir le type de politique. Comme précisé dans notre revue de la littérature, il faut distinguer les *mandates*, qui présentent un caractère contraignant, des *policies*. Au regard de la liberté académique qui prédomine en Suisse (Art. 20 Cst. ; Art. 5 LEHE) et aux fins de l'adhésion des chercheurs de la HES-SO, nous prêchons pour une approche canonique non astreignante. La politique ne doit être perçue comme une charge imposée par le Rectorat. La politique devrait qui plus est préciser les éventuelles possibles dérogations. L'EUA (2015) précise que ces dérogations ne concernent non pas le dépôt de la publication, en l'occurrence dans ArODES, mais la publication en Open Access. Elle indique en outre que la, sinon les, voie(s) de publication Open Access doivent être spécifiée(s). Il s'agira dès lors pour la HES-SO de définir quelle(s) est/sont les voie(s) de publication Open Access qui sont ouvertes à ses chercheurs avant d'en préciser les modalités. Le prochain aspect stratégique à traiter concerne les mesures d'incitation à la publication Open Access. Comme le précise l'EUA (2015), celles-ci peuvent se décliner en diverses mesures à l'instar de la promotion du recours à l'archive institutionnelle ou encore à l'élaboration de statistiques d'impact. En outre, tout comme l'EUA (2015), nous estimons que lier l'évaluation des chercheurs et de la recherche au dépôt des publications constitue un incitatif non négligeable. L'EUA (2015) rappelle enfin que des sanctions en cas de non-respect de la politique peuvent être prévues, précisant que leurs avantages et inconvénients doivent être dûment pesés. Nous préconisons plus une approche « carotte » qu'une approche « bâton ». Le dernier des aspects stratégiques traité par l'EUA (2015) est la mise en œuvre de la politique Open Access institutionnelle. La politique devrait clairement indiquer quels sont les rôles et responsabilités de chacune des parties prenantes. Ainsi devrait-elle nommer les instances ou organes auprès desquels les chercheurs peuvent se tourner en cas de besoin puis indiquer qui assure son respect.

Traiter des aspects pratiques de la politique Open Access revient à répondre à un certain nombre de questions primordiales. Comme le stipule l'EUA (2015), il s'agit dans un premier temps de préciser trois informations actuellement indiquées dans les *Règles communes pour l'archive ouverte ArODES HES-SO* (HES-SO. Rectorat 2018) à savoir : où, que et quand déposer. À la question du « quand » déposer, l'EUA (2015) précise que trois options sont envisageables. Ainsi, la publication peut être i.) immédiatement déposée dès son acceptation et rendue Open Access, si l'éditeur le permet ii.) un dépôt différé, une fois la période d'embargo passée iii.) un dépôt immédiat avec la possibilité de rendre la publication Open Access ultérieurement. Cette troisième option permet de rendre les métadonnées de la publication immédiatement accessibles, celles-ci n'étant comme le rappelle l'EUA (2015) pas soumises au copyright, corrélativement à l'embargo. En renseignant la période d'embargo au moment du dépôt de la publication, celle-ci pourrait automatiquement devenir Open Access une fois arrivée au terme de cette période de « protection ». Le cas échéant, il serait intéressant de prévoir une option de contact du chercheur via ArODES laquelle permettrait aux intéressés de demander à l'auteur la mise à disposition de sa publication avant la fin de la période d'embargo. La question du copyright et des licences devrait également être traitée dans la politique. L'article 15 al. 1 de la *Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)* précise que « les hautes écoles sont titulaires des droits de propriété intellectuelle portant sur toutes les créations intellectuelles ainsi que les résultats de recherches obtenus dans l'exercice de leurs fonctions par les personnes ayant une relation contractuelle avec ces dernières » avant de préciser que « les droits d'auteur ne sont pas concernés par cette disposition ». L'EUA (2015) précise à ce propos :

« [...] institutional policies often do not retain rights over publications, and these lie with the author before he/she submits the article for publication. Typically, when submitting an article for publication, authors sign a copyright transfer agreement (CTA), giving the publisher the whole “bundle of rights”, including the right to publish. In this case, if the author wants to deposit his/her article in a repository, he/she will need to request permission to the scientific publisher to do so. However, researchers can submit their articles to a journal and publish it without relinquishing all their rights. »
(EUA 2015, p. 13)

Avant de citer Swan (2012) :

« It is perfectly possible for scientists to have their work published without signing over all rights. Some rights can be retained by scientists, allowing them to do what they want in terms of dissemination through alternative channels as well as through the journal in which they have chosen to publish. »
(Swan 2012, cité dans EUA 2015, p. 13)

Sans pouvoir entrer dans le détail des droits d’auteur, nous encourageons la HES-SO à informer ses chercheurs de leurs droits et des options à leur disposition en matière de négociation de ces derniers avec les éditeurs. Ces aspects gagneraient à être intégrés dans la politique Open Access. Celle-ci devrait en outre spécifier les différentes licences, selon les voies Open Access, sous lesquelles les publications sont mises à disposition du public. L’EUA (2015) souligne l’importance pour les lecteurs de savoir quels sont leurs droits quant à la publication, allant de sa seule lecture à sa réutilisation. Si nous avons déjà abordé la question des APC, précisons encore que l’EUA (2015) préconise d’indiquer dans la politique si un fonds existe à ces fins et alors de préciser dans quelle mesure les chercheurs peuvent y avoir accès. L’EUA (2015) précise enfin qu’il faudrait indiquer si ceux-ci peuvent être utilisés pour une publication dans une revue hybride qui pratique le « double dipping ».

Concernant les aspects économiques, Echernier et Furrer (2016) préconisaient déjà l’établissement des coûts de l’élaboration puis de la mise en œuvre de l’Open Science au niveau institutionnel. La *Strategic Vision on Open Science and the Research Lifecycle for the HES-SO 2018-2025* (HES-SO 2017a) présente en outre une estimation budgétaire de la mise en œuvre de l’Open Science à la HES-SO sur quatre ans laquelle intègre les services de publication Open Access. Le document *Retour et feedback des organes consultés* (HES-SO 2017b) nous renseigne quant aux avis des différents domaines quant à la vision stratégique précitée. Les domaines de la « Santé et de l’Ingénierie » et « Architecture » considèrent le budget proposé comme étant réaliste. Ces deux domaines s’accordent sur le fait qu’il s’agit dans un premier temps de trouver un consensus quant à la vision institutionnelle. Le domaine « Ingénierie et Architecture » précise, à juste titre, que le « groupement des efforts et un développement de solutions au niveau institutionnel » constitue certes un « investissement à long terme, mais également une source d’économie et d’efficacité » (HES-SO 2017b, p. 6). Les domaines « Économie et Services » et « Musique et Arts de la scène » précisent quant à eux que le financement ne devrait se faire au détriment des budgets des domaines. La *Stratégie Open HES-SO* relève quant à elle la nécessaire évaluation des coûts liés à ArODES. L’archive institutionnelle existe déjà, celle-ci engendre toutefois des frais de maintien et d’entretien. Les coûts du *Green Open Access* y sont associés. La stratégie aborde également les coûts du *Gold Open Access*, dès lors des APC, prévoyant que ceux-ci doivent être intégrés dans les budgets des années à venir. Ceci correspond aux recommandations du *Plan d’action* de swissuniversities (2018). Echernier et Furrer (2016) préconisaient déjà la mise en place d’un « modèle de reporting des coûts de publication dans le but également la transparence de ces derniers » (Echernier et Furrer

2016, p. [2]). En termes d'impact économique de l'Open Access pour la HES-SO, il s'agit non seulement d'évaluer ses coûts, mais également ses bénéfices. Ces derniers sont plus difficiles à chiffrer, mais doivent par exemple tenir compte de l'allégement progressif des coûts des abonnements aux journaux et revues, mais également des retombées financières positives en termes d'image et de rayonnement de l'institution et de la recherche qui y est menée.

Au niveau du fond de la politique, les critères généraux et spécifiques de l'efficacité ainsi que ses nécessaires alignements sont énoncés dans notre revue de la littérature (cf. chapitres 3.3.3.1 et 3.3.4). Notons que l'alignement doit être considéré à deux niveaux. Dans un premier temps, la politique doit être alignée sur les directives et initiatives aux niveaux international, européen enfin national. Elle doit correspondre aux critères du FNS. Dans un second temps, la politique doit être alignée sur celles des autres hautes écoles helvétiques. Ceci en vue de ne pas entraver la recherche transdisciplinaire et interinstitutionnelle, mais également de ne pas pénaliser les chercheurs de la HES-SO par rapport aux autres hautes écoles. Rappelons enfin qu'il nous semble primordial de développer des règles inter-domaines afin de ne pas sanctionner les chercheurs d'une filière. Un aspect primordial dont il faudra tenir compte au moment de la rédaction de la politique est la diversité et les spécificités des domaines qui constituent la HES-SO (cf. chapitre 3.3.4). À cette fin, la HES-SO pourrait envisager soit une politique « minimale » laquelle serait applicable à chacun de ses domaines de recherche, sinon une politique générale laquelle se verrait complétée par des règles spécifiques à chacun des domaines. Madame Gwënola Dos Santos précisait que l'élaboration de règles inter-domaines présenteraient deux avantages non négligeables : clarifier la donne et éviter toute distorsion qui nuirait aux chercheurs. Nous pourrions ici parler d'alignement interne.

Au niveau de la forme, la politique étant amenée à être mise à jour, la version de la politique doit être clairement indiquée (cf. chapitre 4.2.3). Nous préconisons en outre le recours à un vocabulaire unifié. Si nous prenons l'exemple du rapport du Comité directeur *Open Science à la HES-SO : planification 2017-2019* (Echernier et Furrer 2016), nous observons que la section « recommandations » préconise l'adoption d'une « politique d'accompagnement ». Quelques lignes plus loin, il est fait référence aux « trois axes de réflexion » « pour le développement d'une directive Open Access ». La politique devrait comporter une section « définitions » et le même terme devrait toujours être utilisé pour exprimer la même idée afin d'éviter toutes confusions inutiles. Comme déjà énoncé dans le chapitre 5.2.3, nous encourageons la HES-SO à libeller sa politique

Open Access en français et en anglais, à l'instar de la majorité des universités et écoles polytechniques fédérales en vue de répondre aux besoins de tous les publics.

Comme avancé dans les chapitres 2.3.2 et 3.3.2.2, Holl, Bilicsi et Ball (2016) préconisent de compléter la politique Open Access par une politique propre au dépôt laquelle permettra de répondre aux aspects techniques qui n'auraient forcément été introduits dans la politique Open Access tels que le format dans lesquels les publications peuvent être déposées ou encore le monitoring. À ces fins, l'attribution d'un *Open Researcher and Contributor ID* (ORCID) à chaque chercheur solutionnerait l'identification des auteurs. Précisons enfin que la politique Open Access devrait contenir des liens actifs vers les documents auxquels elle se référerait. Il nous semble vital que les chercheurs et intéressés trouvent dans ce document toutes les informations nécessaires sans avoir à chercher d'eux-mêmes quelque complément d'information.

Si des informations relatives aux critères d'efficacité des politiques Open Access se trouvent également dans notre revue de la littérature (cf. chapitre 3.3.3.1) et conscients du fait que cette référence a été élaborée aux Etats-Unis, relevons que des informations intéressantes et pertinentes en matière d'élaboration d'une politique Open Access sont proposées par le *Berkman Klein Center for Internet and Society at Harvard University* (2019).

5.3.3 Une communication efficace auprès des diverses parties prenantes

En son point 3.1.3, la *Stratégie Open HES-SO* prévoit la mise en place d'une politique de communication active. L'institution est donc conscience de l'importance de la communication en la matière. Nous sommes d'avis que la politique de communication doit être rédigée de manière intégrer toutes les personnes et entités directement ou indirectement concernées par la politique Open Access et plus globalement par la *Stratégie Open HES-SO*. L'accent devra dans un premier temps certes être mis sur la communication interne à l'institution, y compris durant la phase d'élaboration de la politique Open Access (cf. chapitre 3.3.2.3). La communication externe ne devrait pour autant être écartée sur le moyen terme. Celle-ci permettrait de montrer le dynamisme de la HES-SO en la matière et participerait à l'effort de sensibilisation de la société. À titre d'exemple, citons le calendrier de l'Avent Open Science élaboré par l'Université de Lausanne en 2019¹².

Nous pouvons avancer trois des objectifs centraux de la communication en la matière : informer quant au positionnement et à l'activité de la HES-SO en matière d'Open Access,

¹² <https://www.unil.ch/openscience/home/menuinst/evenements/open-science-2019-advent-calendar.html> [Consulté le 12 décembre 2019].

sensibilisation des chercheurs en vue de leur adhésion et d'une mise en œuvre optimale, enfin communication à des fins de formation et de réponse aux questionnements voire craintes des chercheurs. La communication doit dans un premier temps permettre d'informer quant à l'existence de la *Stratégie Open HES-SO* et de la (future) politique Open Access. Il s'agira en outre de communiquer de manière appropriée quant aux modalités permettant aux chercheurs d'être « Open Access compliant », sans omettre de les informer quant aux avantages que présentent pour eux ce nouveau mode de publication. Lors de l'analyse des réponses à notre questionnaire, il ressort que la majorité des chercheurs ne sont pas conscients de leur rôle central en la matière. Leurs réponses peuvent laisser sous-entendre qu'ils considèrent plus l'Open Access comme une obligation émanant des bailleurs de fonds et des directions. Aucun argument avancé ne nous laisse entrevoir une conscience que l'Open Access tel que mis en œuvre au sein d'une institution devrait être le fruit de la collégialité.

60% des chercheurs ont répondu par la positive à la question de la connaissance de l'existence de la *Stratégie Open HES-SO*. Madame Christine Pirinoli nous a informés que « [l]a communication [de l'adoption de la stratégie] a été faite aux directions générales, aux directions, aux bibliothèques, aux responsables Ra&D, ainsi qu'à tous les membres du personnel d'enseignement et de recherche ». S'il est certes impossible d'assurer que chacun des destinataires d'une campagne de communication prennent connaissance de l'information, 40% des chercheurs ont indiqué ne pas être au courant de l'existence de la *Stratégie Open HES-SO*. Ce taux nous semble trop élevé. Il pourrait être amélioré par un perfectionnement des supports de communication existants.

Nous estimons judicieux de prévoir des relais communication spécifiques en matière d'Open Science au sein des différentes écoles, domaines et filières. Les personnes de contact devront être clairement identifiées et identifiables. Comme le précisait Madame Gwënola Dos Santos, du moment que les gens savent à qui s'adresser ils se mettent à poser plus de questions. Les bibliothèques nous semblent être une des entités qui devraient être intégrées dans l'effort de communication. Madame Christine Pirinoli nous a confirmé que celles-ci « sont aussi impliquées au travers des formations spécifiques qu'elles dispensent et de l'appui aux chercheurs et chercheuses ». Comme nous en informait alors Madame Gwënola Dos Santos, les bibliothèques pourraient mettre en place et animer des ateliers de sensibilisation et de formation. Cela requerrait des forces de travail supplémentaires, lesquelles devraient être intégrées à l'évaluation financière des coûts de mise en œuvre de l'Open Access. Nous estimons que ces ateliers pourraient également servir à la sensibilisation des chercheurs quant à leurs droits et à leurs options en matière de signature de contrats avec les éditeurs. Si les bibliothèques

tiennent une place importante en matière de communication, les messages doivent également être relayés au niveau institutionnel. La communication doit également se faire « par le haut », à savoir par le Rectorat et les directions des écoles.

A l'instar des langues de rédaction de la politique Open Access (cf. chapitres 4.2.2 et 5.2.3), nous recommandons l'élaboration de supports de communication en français ainsi qu'en anglais et le recours à un vocabulaire unifié. La politique de communication devrait en outre prévoir une diffusion des informations à intervalles réguliers. La fréquence des campagnes de communication pourrait être réduite une fois l'adhésion des chercheurs acquise et la pratique de l'Open Access généralisée. Les résultats du monitoring ainsi que les statistiques de publications Open Access devraient toutefois continuer à se faire sur une base régulière (semestrielle ou trimestrielle avec un compte-rendu annuel par exemple).

Le site web *Open Science HES-SO* constitue un excellent support d'information en la matière et nous saluons son existence. Ayant déjà parlé du rôle que pourraient jouer les bibliothèques de l'institution en matière de communication, nous avons visité leurs pages web afin de constater la manière dont celles-ci introduisent l'Open Access et plus globalement l'Open Science (cf. Annexe 7). Le constat est assez saisissant. Conscients que les distinctions entre les disciplines doivent encore être traitées, bien trop peu de bibliothèques de l'institution introduisent l'Open Science et l'Open Access. La référence et le lien vers ArODES n'est en outre pas encore systématique. Il en va de même pour ce qui est de l'annonce de l'existence de *la Stratégie Open HES-SO* et du renvoi vers la page *Open Science HES-SO*.

Aux prémices de la communication institutionnelle pourrait être envisagée une campagne d'affichage dans les différentes écoles. Elle pourrait renseigner quant à l'Open Access, sa teneur et ses avantages puis mentionner les interlocuteurs en la matière selon les écoles. Elle pourrait également servir à sensibiliser les chercheurs sur le fait qu'ils sont les premiers concernés et qu'ils ont un rôle actif en la matière au niveau institutionnel, non seulement en termes d'application de la politique, mais également de son élaboration et de ses mises à jour.

6. Conclusion

Conclure ce mémoire de recherche revient à mettre un terme à près d'un an de lectures, de collectes de données, de réflexions, d'analyses, de rencontres et d'échanges avec différents acteurs concernés par la question de l'information scientifique. Partis d'une question de recherche liée à trois objectifs distincts – recommandations pour le site web Open HES-SO, lecture critique de la *Stratégie Open HES-SO* et recommandations pour sa mise en œuvre – nous avons eu l'occasion de découvrir et d'explorer toute la complexité de la problématique de l'Open Access pour un réseau académique comme celui de la HES-SO.

Né de l'essor du web, le mouvement Open Access est actuellement en proie à une évolution rapide, notamment en raison de la digitalisation croissante de la société, mais aussi et surtout en raison du réveil effectif de cette dernière. En effet, le principe selon lequel la recherche financée par des fonds publics doit être mise à disposition du public peut paraître tomber sous le sens, mais ce n'est que tardivement que la société – par l'intermédiaire d'agences nationales de financement de la recherche, d'organes faïtières, d'institutions – a commencé à agir concrètement en ce sens, face à des éditeurs bien décidés à conserver le modèle économique fermé qui a fait et fait encore leur prospérité.

C'est à l'aune de ce contexte d'une évolution rapide et d'un avenir encore incertain que nous avons fourni nos recommandations et notre lecture critique. Que ce soit en étudiant le contexte de la HES-SO ou les institutions externes à celle-ci, nous avons parfois dû pointer du doigt le caractère lent, réactif et peu créatif des solutions envisagées pour embrasser le mouvement Open Access. Parfois, à l'inverse, nous nous sommes réjouis de relever les bonnes pratiques, les initiatives couronnées de succès ou porteuses d'espoir en vue de la promotion du libre accès.

Au final, notre objectif ultime d'apporter un regard externe critique face à la situation de l'Open Access au sein de la HES-SO s'est concrétisé au sein de notre chapitre 5. Le lecteur y trouvera – nous l'espérons – matière à réflexion mais aussi à mise en œuvre, sans que nous ne prétendions à une quelconque exhaustivité. Au cours de nos mois de recherches, nous avons senti un besoin, de la part des différents acteurs de la HES-SO, de solutions adaptées spécifiquement à des domaines d'études particuliers. Ce souhait dépassait le cadre strict de ce projet de recherche, mais nous ne pouvons qu'encourager un mandat futur qui prendrait cette direction.

Bibliographie

- ANDERSON, Rick, 2016. Why are there virtually no mandatory open access policies at American universities ? In : *Learned Publishing* [en ligne]. 2016. Vol. 29, n° 3, p. 215-218. [Consulté le 5 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://doi.org/10.1002/leap.1034>
- AWRE, Chris, BEEKEN, Andrew, JONES, Bev, STAINTHORP, Paul et STONE, Graham, 2016. Communicating the open access policy landscape. In : *Insights* [en ligne]. 5 juillet 2016. Vol. 29, n° 2, p. 126-132. [Consulté le 5 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://doi.org/10.1629/uksg.308>
- BALL, David, 2015. Institutional Policy Implementation at the University of Turin, Italy [en ligne]. septembre 2015. S.l. : PASTEUR40A. [Consulté le 2 août 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.pasteur4oa.eu/sites/pasteur4oa/files/resource/Case%20Study_University%20of%20Turin_Italy_final_0.pdf
- BARTH, Isabelle, 2013. L'impossible réforme de l'Université : une analyse par les sciences de gestion. In : *Cracking the management code* [en ligne]. 21 mai 2013. [Consulté le 22 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <http://blog.educpros.fr/isabelle-barth/2013/05/21/impossible-reforme-de-luniversite-une-analyse-par-les-sciences-de-gestion>
- Bethesda Statement on Open Access Publishing* [en ligne]. 20 juin 2003. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://legacy.earlham.edu/~peters/fos/bethesda.htm>
- BOUTSIOUCI, Pascalia et FELDER, Fabian, 2019. Open-Access-Verträge in der Schweiz – ein Werkstattbericht aus dem Konsortium der Schweizer Hochschulbibliotheken. In : *ABI Technik*. 1 septembre 2019. Vol. 39, n° 3, p. 190-193. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.3929/ethz-b-000363139>
- Budapest Open Access Initiative (BOAI)* [en ligne]. 14 février 2002. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.budapestopenaccessinitiative.org/translations/french-translation>
- CAMBRIDGE ECONOMIC POLICY ASSOCIATES LTD, 2016. *Financial Flows in Swiss Publishing : final report* [en ligne]. S.l. Fonds national suisse. [Consulté le 19 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.5281/zenodo.240896>
- CANTRELL, Melissa et JOHNSON, Andrew, 2018. Engaged Citizenship through Campus-Level Democratic Processes : A Librarian and Graduate Student Collaboration on Open Access Policy Adoption. In : *Journal of Librarianship and Scholarly Communication* [en ligne]. 31 août 2018. Vol. 6, n° 2, p. 1-17. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.7710/2162-3309.2229>
- COHEN, Michael D. et MARCH, James Gardner, 1974. Leadership and ambiguity : the American college president : a general report prepared for the Carnegie Commission on Higher Education. New York : McGraw-Hill.
- COMITÉ POUR LA SCIENCE OUVERTE, 2019. *Préconisations en vue de la mise en oeuvre du Plan S* [en ligne]. S.l. [Consulté le 17 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.ouvrirlascience.fr/plan-s-recommandations>
- Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. ; RS 101). *Les autorités fédérales de la confédération suisse* [en ligne]. 18 avril 1999. Mise à jour le 23 septembre 2018. [Consulté le 05 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395>

Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). *Cantons de Berne, de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève et du Jura* [en ligne]. 26 mai 2011. [Consulté le 05 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.hes-so.ch/data/documents/Convention-intercantonale-FR-2496.pdf>

CRESPO-QUESADA, Micaela et BUSSY, François, 2018. *Résultats du sondage institutionnel sur l'Open Access à L'Université de Lausanne* [en ligne]. 2018. Lausanne: Université de Lausanne. [Consulté le 11 mars 2019]. Disponible à l'adresse : https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_6CF16A34F7E0.P001/REF

Déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance en sciences exactes, sciences de la vie, sciences humaines et sociales (Déclaration de Berlin). In : *Max-Planck-Gesellschaft : Open Access* [en ligne]. 2003. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://openaccess.mpg.de/68042/BerlinDeclaration_wsis_fr.pdf

DIMAGGIO, Paul J. et POWELL, Walter W., 1983. The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields. In : *American Sociological Review* [en ligne]. 1983. Vol. 48, n° 2, p. 147-160. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.2307/2095101>

Directive pour l'intégrité dans la recherche et pour une bonne pratique scientifique à l'EPFL (LEX 3.3.2). In : *Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL)* [en ligne]. 1er mai 2009. Etat le 1er janvier 2017. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.epfl.ch/about/overview/wp-content/uploads/2019/09/3.3.2_principe_integrite_recherche_fr.pdf

DIZAMBOURG, Bernard, [sans date]. Les spécificités de la stratégie des universités [en ligne]. S.l. : s.n. [Consulté le 22 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.unistra.fr/fileadmin/upload/unistra/universite/fonctionnement/Prodev/UdS_p_rdev_strateg_de_l_Univ.pdf

ECHERNIER, Lydie et FURRER, Patrick, 2016. *Open Science à la HES-SO - Planification 2017-2019* [document PDF]. 1 décembre 2016. Document interne à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

EMMETT, Ada, STRATTON, John, PETERSON, Andrew Townsend, CHURCH-DURAN, Jennifer et HARICOMBE, Lorraine J., 2011. Toward Open Access: It Takes a "Village". In : *Journal of Library Administration* [en ligne]. 1 juillet 2011. Vol. 51, n° 5-6, p. 557-579. [Consulté le 28 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1080/01930826.2011.589345>

EUROPEAN UNIVERSITY ASSOCIATION (EUA), 2015. *EUA's Open Access checklist for universities: A practical guide on implementation* [en ligne]. 2015. S.l. : European University Association. [Consulté le 25 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://eua.eu/downloads/publications/euas%20open%20access%20checklist%20for%20universities%20a%20practical%20guide%20on%20implementation.pdf>

EUROPEAN UNIVERSITY ASSOCIATION (EUA), 2019. *Turning principles into practice EUA's response to the Plan S Implementation Guidance* [en ligne]. 2019. S.l. : European University Association. [Consulté le 30 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://eua.eu/resources/publications/815:turning-principles-into-practiceeua%E2%80%99s-response-to-the-plan-s-implementation-guidance.html>

FONDS NATIONAL SUISSE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (FNS), [2019]. Open Access to Publications. In : *Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)* [en ligne]. [2019]. [Consulté le 6 avril 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.snf.ch/fr/leFNS/points-de-vue-politique-de-recherche/open-access/Pages/default.aspx>

FORTIN, Marie-Fabienne et GAGNON, Johanne, 2016. *Fondements et étapes du processus de recherche : méthodes quantitatives et qualitatives*. 3e éd.. Montréal : Chenelière Education. ISBN 978-2-7650-5006-3.

FOURNIER, Johannes, 2017. Open-Access-Policies und ihre Gestaltung durch Forschungsförderer. In : *Praxishandbuch Open Access* [en ligne]. Berlin, Boston : De Gruyter Saur. De Gruyter Praxishandbuch. p. 21-27. [Consulté le 17 mai 2019]. ISBN 978-3-11-049406-8. Disponible à l'adresse : <https://www.degruyter.com/view/books/9783110494068/9783110494068-003/9783110494068-003.xml>

FRUIN, Christine et SUTTON, Shan, 2016. Strategies for Success: Open Access Policies at North American Educational Institutions. In : *College & Research Libraries* [en ligne]. 2016. Vol. 77, n° 4, p. 469-499. [Consulté le 23 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.5860/crl.77.4.469>

GILBERT, Jonas, KINGER, Maria et KULLMAN, Lars, 2011. Implementing an Open Access policy at Chalmers University of Technology. In : *Proceedings of the IATUL Conferences. Paper 10* [en ligne]. Warsaw : s.n. 2011. Disponible à l'adresse : <https://docs.lib.purdue.edu/iatul/2011/papers/10>

GLOBAL RESEARCH COUNCIL, 2013. Action Plan towards Open Access to Publications. In : *Annual global meeting* [en ligne]. Berlin : Global Research Council. 27 au 29 mai 2013. [Consulté le 26 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.globalresearchcouncil.org/fileadmin//documents/GRC_Publications/grc_action_plan_open_access_FINAL.pdf

GOY, Hervé, 2008. Pour une approche instrumentale du développement stratégique des organisations publiques : le cas d'une université française pluridisciplinaire de taille moyenne. In : *Politiques et management public*. 2008. Vol. 26, n° 4, p. 63-86. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.4000/pmp.1637>

GOY, Hervé, 2015. Politique contractuelle et stratégies universitaires : le rendez-vous manqué ? In : *Gestion et management public*. 2015. Vol. 3, n° 4, p. 65-82. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.3917/gmp.034.0065>

GOY, Hervé, 2018. *Temps et stratégie : Comment repenser l'idée d'avenir ?* [en ligne]. Synthèse de travaux en vue de l'obtention du Diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches. Saint-Etienne : Université Jean Monnet. [Consulté le 22 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01951371>

HARNAD, Stevan, 2015a. Open access: what, where, when, how and why. In : HOLBROOK, J. Britt et MITCHAM, Carl (éd.), *Ethics, Science, Technology, and Engineering: An International Resource* [en ligne]. Farmington Hills MI : Macmillan Reference. [Consulté le 17 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://eprints.soton.ac.uk/361704>

HARNAD, Stevan, 2015b. Optimizing Open Access policy. In : *The Serials Librarian: From the Printed Page to the Digital Age* [en ligne]. 11 septembre 2015. p. 133-141. [Consulté le 5 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://doi.org/10.1080/0361526X.2015.1076368>

HAUTE ECOLE DE GESTION (HEG-GE), 2012. ARODES - HES-SO. In : *HEG : Haute école de gestion Genève* [en ligne]. 30 novembre 2012. [Consulté le 18 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.hesge.ch/heg/infotheque/services/arodes-hes-so>

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2015. *Procédure ARODES : Archive ouverte du domaine Économie et Services HES-SO* [en ligne]. 28 octobre 2015. S.l. : s.n. [Consulté le 18 décembre 2019]. Disponible à

l'adresse : https://www.hesge.ch/heg/sites/default/files/infotheque/procedure_validee_2015_10_28.pdf

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2017a. *Open HES-SO : Strategic Vision on Open Science and the Research Lifecycle for the HES-SO 2018-2025*. 24 avril 2017. Document interne à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2017b. *Open HES-SO : Retour et feedback des organes consultés*. 2017. Document interne à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2018a. *Stratégie Open HES-SO* [en ligne]. Décembre 2018. S.l. : Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). [Consulté le 10 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://openscience.hes-so.ch/data/documents/1-2018-Strategie-Open-HES-SO-11095.pdf>

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2018b. *Open Science : Problématique et état de l'art* [en ligne]. 2018. S.l. : s.n. [Consulté le 16 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://openscience.hes-so.ch/data/documents/2-2018-Open-science-problematique-et-etat-art-11098.pdf>

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2019a. OPEN HES-SO : nouveau site internet dédié à l'Open Science. In : *HES-SO : Haute école spécialisée de Suisse occidentale* [en ligne]. 18 septembre 2019. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.hes-so.ch/fr/open-hes-so-nouveau-site-internet-dedie-open-14903.html>

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), 2019b. *Organigramme [de la HES-SO]*. 15 janvier 2019. S.l. : Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). Document interne à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), [2019]. *Stratégies de mise en œuvre de l'Open Access*. In : *Open HES-SO* [en ligne]. [2019]. [Consulté le 4 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://openscience.hes-so.ch/fr/strategies-mise-uvre-lopen-access-14408.html>

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO), [2020]. *Bibliothèques de la HES-SO*. In : *HES-SO : Haute école spécialisée de Suisse occidentale* [en ligne]. [2020]. [Consulté le 03 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.hes-so.ch/fr/bibliotheques-hes-so-187.html>

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO). RECTORAT, 2016. *Décision R 2016/11/28 : « Christmas is over » : Signature de la déclaration de la League of European Research Universities (LERU)*. 5 avril 2016. S.l. Document interne à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE (HES-SO). RECTORAT, 2018. *Décision R 2018/39/112 : Règles communes pour l'archive ouverte ArODES HES-SO - Version 1 - 2018* [en ligne]. 09.11.2018. S.l. : Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO). [Consulté le 3 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.hesge.ch/heg/sites/default/files/infotheque/regles_communes_v1.pdf

HOLL, András, BILICSI, Erika et BALL, David, 2016. *Briefing paper: Open Access Mandate Support* [en ligne]. janvier 2016. S.l. : PASTEUR40A. [Consulté le 2 août 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.pasteur4oa.eu/sites/pasteur4oa/files/resource/BP_Open%20Access%20Mandate%20Support.pdf

HOOK, Daniel, HAHNEL, Mark et CALVERT, Ian, 2019. *The Ascent of Open Access : an analysis of the Open Access landscape since the turn of the millennium* [en ligne]. London. Digital Science. [Consulté le 18 mars 2019]. Digital Research Reports. Disponible à l'adresse : https://digitalscience.figshare.com/articles/The_Ascent_of_Open_Access/7618751

HÜBNER, Andreas et RIESENWEBER, Christina, 2018. *Datentabelle Inhalte der Open-Access-Policies deutscher Hochschulen* [en ligne]. 18 juin 2018. S.l. : Berlin : Open-Access-Büro Berlin. [Consulté le 4 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.5281/zenodo.1291855>

HUNT, Meg et PICARRA, Mafalda, 2016. *Open Access Policy Alignment* [en ligne]. Mars 2016. S.l. : PASTEUR40A. [Consulté le 5 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.pasteur4oa.eu/sites/pasteur4oa/files/resource/Briefing%20paper%20-%20policy%20alignment%20final_0.pdf

HUNT, Meg et SWAN, Alma, 2015. *Open Access policy typology: A briefing paper for research institutions* [en ligne]. septembre 2015. S.l. : PASTEUR40A. [Consulté le 4 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://zenodo.org/record/44322#.XR4KkugzZPY>

KERN, Brian et WISHNETSKY, Susan, 2014. Adopting and Implementing an Open Access Policy : The Library's Role. In : *The Serials Librarian* [en ligne]. 1 mai 2014. Vol. 66, n° 1-4, p. 196-203. [Consulté le 23 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1080/0361526X.2014.880035>

KIPPHUT-SMITH, Shannon, 2014. « Good Enough »: Developing a Simple Workflow for Open Access Policy Implementation. In : *College & Undergraduate Libraries* [en ligne]. 2014. Vol. 21, n° 3-4, p. 279-294. [Consulté le 16 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1080/10691316.2014.932263>

KIPPHUT-SMITH, Shannon, BOOCK, Michael, CHAPMAN, Kimberly et HOOPER, Michaela Willi, 2018. Measuring Open Access Policy Compliance: Results of a Survey. In : *Journal of Librarianship and Scholarly Communication* [en ligne]. 5 octobre 2018. Vol. 6, n° 1, p. 1-37. [Consulté le 17 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.7710/2162-3309.2247>

LEAGUE OF EUROPEAN RESEARCH UNIVERSITIES (LERU), 2012. *LERU statement on Open Access to Research Publications* [en ligne]. 2012. S.l. : s.n. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : www.leru.org/files/LERU-Statement-on-Open-Access-to-Research-Publications-Full-paper.pdf

LEAGUE OF EUROPEAN RESEARCH UNIVERSITIES (LERU), 2015. *"Christmas is over. Research funding should go to research, not to publishers!" : Moving Forwards on Open Access* [en ligne]. 12 octobre 2015. S.l. : s.n. [Consulté le 16 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.leru.org/files/LERU-Statement-Moving-Forwards-on-Open-Access2.pdf>

Loi fédérale du 30 septembre 2011 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (Loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE ; RS 414.20)). *Les autorités fédérales de la confédération suisse* [en ligne]. 30 septembre 2011. Mise à jour le 1er janvier 2018. [Consulté le 05 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20070429>

LUDWIG, Deborah, 2010. Open access at the University of Kansas : Toward a campus initiative. In : *College & Research Libraries News* [en ligne]. 2010. Vol. 71, n° 7, p. 360-384. [Consulté le 28 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.5860/crln.71.7.8405>

MAKHLOUF SHABOU, Basma, NOBS, Gregory et NICOLET, Aurèle, 2019. *Analyse de politiques de gouvernance informationnelle : rapport de recherche* [en ligne]. Carouge,

Suisse. Haute école de gestion Genève. CRAG - Centre de Recherche Appliquée en Gestion. [Consulté le 5 décembre 2019]. Disponible à l'adresse : <https://arodes.hes-so.ch/record/3773>

MINTZBERG, Henry, 1982. *Structure et dynamique des organisations*. Paris ; Montréal : Les éd. d'Organisation ; Les éd. Agence d'ARC. ISBN 978-2-7081-0463-1.

QUADERI, Nandita, HARDCASTLE, James, PETROU, Christos et SZOMSZOR, Martin, 2019. *The Plan S footprint : Implications for the scholarly publishing landscape* [en ligne]. S.I. Institute for Scientific Information. [Consulté le 8 août 2019]. Disponible à l'adresse : https://clarivate.com/wp-content/uploads/dlm_uploads/2019/02/The-Plan-S-footprintimplications-for-the-scholarly-publishing-landscape.pdf

ROY, Simon N., 2009. L'étude de cas. In GAUTHIER, Benoît (éd.), 2009. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*. 5e éd. Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 199-225. ISBN 978-2-7605-1600-7.

SCHMIDT, Birgit et KUCHMA, Iryna, 2012. *Implementing open access mandates in Europe : OpenAIRE study on the development of open access repository communities in Europe* [en ligne]. Göttingen : Universitätsverlag Göttingen. [Consulté le 5 août 2019]. ISBN 978-3-86395-095-8. Disponible à l'adresse : <https://oapen.org/search?identifier=610312>

SCHNEIDER, GABI, 2019. Plan d'action national sur l'Open Access. In : *Séminaire Open Access des Hautes Ecoles pédagogiques* [en ligne]. Fribourg. 7 novembre 2019. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.swissuniversities.ch/fileadmin/swissuniversities/Dokumente/Organisation/SUK-P/SUK_P-2/1_OA-Seminar_plan_action_191107_FR.pdf

SCIENCE EUROPE, 2020. « Plan S » and 'coalition S' : Accelerating the transition to full and immediate Open Access to scientific publications. In : *Plan S : Making full and immediate Open Access a reality* [en ligne]. 2020. [Consulté le 6 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.coalition-s.org>

SHIEBER, Stuart, 2009. University open-access policies as mandates. In : *The Occasional Pamphlet* [en ligne]. 30 juin 2009. [Consulté le 12 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://blogs.harvard.edu/pamphlet/2009/06/30/university-open-accesspolicies-as-mandates>

SHOVKOVY, Igor A, 2018. *Toward Successful Implementation of the Open Access Policy* [en ligne]. Tempe, Arizona. Arizona State University. [Consulté le 4 août 2019]. Disponible à l'adresse : <https://usenate.asu.edu/sites/default/files/attachments/Documents/2729/senatesummerprojectshovkovy2017.pdf>

SMITH, Kevin L. et DICKSON, Katherine A. (éd.), 2016. *Open access and the future of scholarly communication : policy and infrastructure*. Lanham : Rowman & Littlefield. Creating the 21st-century academic library, 9. ISBN 978-1-4422-7301-6.

SMITH, Kevin L. et DICKSON, Katherine A. (éd.), 2017. *Open access and the future of scholarly communication : implementation*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield. Creating the 21st-century academic library, 10. ISBN 978-1-4422-7503-4.

SPARC EUROPE, 2014. Important Characteristics of Efficient Open Access Policies. In : *Library Science Talks 2014* [en ligne]. Geneva and Bern. 17 novembre 2014. [Consulté le 2 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://fr.slideshare.net/SPARCEurope/geneva-bern-2014-final>

SUBER, Peter, 2009. Open access policy options for funding agencies and universities. In : *SPARC Open Access Newsletter* [en ligne]. 2 février 2009. n° 130. [Consulté le 30

juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <http://legacy.earlham.edu/~peters/fos/newsletter/02-02-09.htm>

SUBER, Peter, 2012. *Open access* [en ligne]. Cambridge, Mass. : MIT Press. [Consulté le 30 juillet 2019]. The MIT Press essential knowledge series. ISBN 978-0-262-51763-8. Disponible à l'adresse : <https://www.dropbox.com/s/5cxsyzs58a5yx5q/9286.pdf>

SUBER, Peter, 2016. *Qu'est-ce que l'accès ouvert ?* [en ligne]. Marseille : OpenEdition Press. [Consulté le 17 mai 2019]. Encyclopédie numérique. ISBN 978-2-8218-6980-6. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/oep/1600>

SWAN, Alma, 2012. *Principes directeurs pour le développement et la promotion du libre accès* [en ligne]. Paris : UNESCO. [Consulté le 17 mai 2019]. Série Principes directeurs ouverts. ISBN 978-92-3-001190-1. Disponible à l'adresse : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000215863>

SWAN, Alma, 2015. *Efficacité des politiques de Libre Accès : un document d'information pour les financeurs de la recherche* [en ligne]. septembre 2015. S.I. : PASTEUR4OA. [Consulté le 7 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <http://www.pasteur4oa.eu/sites/pasteur4oa/files/resource/Efficacit%C3%A9%20des%20politiques%20-%20financeurs.pdf>

SWAN, Alma, GARGOURI, Yassine, HUNT, Megan et HARNAD, Stevan, 2015. *Open Access Policy: Numbers, Analysis, Effectiveness* [en ligne]. S.I. PASTEUR4OA. [Consulté le 16 mai 2019]. Disponible à l'adresse : <https://eprints.soton.ac.uk/375854>

SWISSUNIVERSITIES, [sans date]. *Hautes écoles suisses reconnues ou accréditées*. In : *swissuniversities* [en ligne]. [Consulté le 11 avril 2019]. Disponible à l'adresse : <https://www.swissuniversities.ch/fr/themen/studium/anerkannte-oder-akkreditierte-schweizer-hochschulen>

SWISSUNIVERSITIES, 2017. *Stratégie nationale suisse sur l'Open Access* [en ligne]. 2017. Bern : swissuniversities. [Consulté le 4 août 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.swissuniversities.ch/fileadmin/swissuniversities/Dokumente/Hochschulpolitik/Open_Access/Open_Access_strategy_final_f.pdf

SWISSUNIVERSITIES, 2018. *Stratégie nationale suisse sur l'Open Access : Plan d'action* [en ligne]. 8 février 2018. Bern : swissuniversities. [Consulté le 4 août 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.swissuniversities.ch/fileadmin/swissuniversities/Dokumente/Hochschulpolitik/Open_Access/Plan_d_action-f.pdf

SWISSUNIVERSITIES, 2019. *Gouvernance du plan d'action Open Access* [en ligne]. 8 octobre 2019. Bern : swissuniversities. [Consulté le 2 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.swissuniversities.ch/fileadmin/swissuniversities/Dokumente/Organisation/SUK-P/SUK_P-2/AktionsplanOA_Governance_FR.pdf

UNIVERSITÉ DE GENÈVE, 2010. *Directive sur le dépôt et la diffusion des documents scientifiques dans l'Archive ouverte UNIGE* [en ligne]. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://archive-ouverte.unige.ch/files/tools/Directive_Archive_ouverte_UNIGE.pdf

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE, [sans date]. *Open Access at UNIL*. In : *UNIL : Université de Lausanne* [en ligne]. [Consulté le 12 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.unil.ch/openscience/en/home/menuinst/open-access/open-access-a-lunil.html>

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL, 2019. *Rapport d'activité 2018* [en ligne]. Neuchâtel. Université de Neuchâtel. [Consulté le 12 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.unine.ch/files/live/sites/unine/files/Universite/Publication/UNINE_Rapport_activite_2018.pdf

UNIVERSITY OF SOUTHAMPTON, [2020]. Registry of Open Access Repository Mandates and Policies (ROARMAP). In : *Registry of Open Access Repository Mandates and Policies* [en ligne]. [Consulté le 26 août 2019]. Disponible à l'adresse : <http://roarmap.eprints.org>

UNIVERSITY OF ZURICH, 2019. *Guidelines of the Open Access Publishing Fund for Social Sciences and Humanities* [en ligne]. 2019. S.l. : s.n. [Consulté le 10 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.hbz.uzh.ch/dam/jcr:af13f0ae-d571-4c22-89d1-9a0cecc8c2e9/Fonds-Policy_E.pdf

VETRÒ, Antonio et BIANCO, Miryam, 2016. Policy Open Access delle università italiane : comparazione, relazione con le best practice e raccomandazioni. In : *Green Light for Open Access: Aligning Europe's OA Policies : final conference of the PASTEUR4OA* [en ligne]. Amsterdam : PASTEUR4OA. 6 mai 2016. 19 p. [Consulté le 4 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.5281/zenodo.51855>

VINCENT-LAMARRE, Philippe, BOIVIN, Jade, GARGOURI, Yassine, LARIVIERE, Vincent et HARNAD, Stevan, 2016. Estimating Open Access Mandate Effectiveness : The MELIBEA Score. In : *Journal of the Association for Information Science and Technology* [en ligne]. November 2016. Vol. 67, n° 11, p. 2815-2828. [Consulté le 23 juillet 2019]. Disponible à l'adresse : <http://arxiv.org/abs/1410.2926>

WEICK, Karl E., 1976. Educational Organizations as Loosely Coupled Systems. In : *Administrative Science Quarterly*. 1976. Vol. 21, n° 1, p. 1-19. [Consulté le 11 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.doi.org/10.2307/2391875>

XIA, Jingfeng, GILCHRIST, Sarah Burns, SMITH, Nathaniel, KINGERY, Justin A., RADECKI, Jennifer R., WILHELM, Marcia L., HARRISON, Keith C., ASHBY, Michael et MAHN, Alyson J., 2012. A Review of Open Access Self-Archiving Mandate Policies. In : *portal : Libraries and the Academy* [en ligne]. 2012. Vol. 12, n° 1, p. 85-102. Disponible à l'adresse : <https://www.semanticscholar.org/paper/A-Review-of-Open-Access-Self-Archiving-Mandate-Xia-Gilchrist/3c6afe4a7c9e5095a3c59bcb8d91b3364f1d1e4a>

Annexe 1 : Résultats bruts du questionnaire

À quelle filière de la HEG-GE appartenez-vous ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
<i>Économie d'entreprise</i>	8	40%
<i>Information documentaire</i>	6	30%
<i>Informatique de gestion</i>	6	30%

Êtes-vous membre du corps professoral ou du corps intermédiaire ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
<i>Je suis membre du corps professoral</i>	15	75%
<i>Je suis membre du corps intermédiaire</i>	5	25%

I. L'Open Access et moi

Qu'évoque pour vous le terme d'Open Access ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
<i>Un idéal</i>	4	20%
<i>Une opportunité</i>	8	40%
<i>Une contrainte</i>	2	10%
<i>Autre (merci de préciser dans le champ de droite)</i>	6	30%

N.B. Les commentaires fournis par les chercheurs, reproduits après le tableau suivant, font varier les pourcentages de la manière suivante :

Réponse	Décompte	Pourcentage
<i>Un idéal</i>	5	19,23%
<i>Une opportunité</i>	10	38,46%
<i>Une contrainte</i>	5	19,23%
<i>Autre (merci de préciser dans le champ [suivant])</i>	6	23,07%

Commentaires des chercheurs à cette question :

Une opportunité ET une contrainte sous la forme actuelle
Un idéal mais aussi une contrainte financière, dans la mesure où il faut payer pour ouvrir l'accès au papier publié
Je ne connais pas ce terme
Obligation du Fond National Suisse de la Recherche scientifique lorsqu'il finance un projet
Un modèle de publication
Domage de ne pas pouvoir cocher deux termes. Une opportunité d'accéder plus facilement à un grand nombre de ressources et la contrainte de gérer, en plus de la recherche, écriture, soumission d'un article, sa mise à disposition dans une archive institutionnelle.
Une description

L'ensemble de vos publications est-il disponible en Open Access ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	3	15%
Non	17	85%

Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

1) En raison de contraintes liées à des recherches financées par des fonds privés

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	3	17,65%
Non	14	82,35%

2) Par manque de temps

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	2	11,76%
Non	15	88,24%

3) Par manque de connaissances de ma part

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	3	17,65%
Non	14	82,35%

4) Pour des raisons financières

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	3	17,65%
Non	14	82,35%

5) En raison du manque (actuel) de réputation des revues scientifiques OA dans mon domaine

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	3	17,65%
Non	14	82,35%

6) Refus pour motifs personnels

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	1	5,88%
Non	16	94,12%

- 7) Sinon, pour quelle(s) raison(s) : commentaires des chercheurs à cette question :

Parce que l'open access n'existait pas
Publication dans une revue qui ne propose pas de l'OA
Publications Open Access pas valorisées par la HES-SO Genève
Je ne publie rien.
Imposed by the conference publishing journal
Risques
Les raisons sont variées: historiques d'abord; j'ai commencé à publier il y a plus de 20 ans et l'OA était marginal.
Je ne sais répondre, certaines sont en accès libre après embargo de l'éditeur, d'autres dans des versions auteurs qui diffèrent de la version éditeur
Contrainte des journaux

II. L'Open Access dans mon institution

Vous sentez-vous suffisamment informés en matière d'Open Access :

- 1) Par la HES-SO

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	7	35%
Non	13	65%

- 2) Par votre institution, la HEG-GE

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	4	20%
Non	16	80%

- 3) Par votre filière

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	6	30%
Non	14	70%

- 4) Si vous le souhaitez, vous pouvez apporter un commentaire au sujet de la question précédente :

J'ai cherché par moi-même les publications Open Access de qualité dans mon domaine et ai consulté les informations publiées par le FNS à ce sujet, notamment les recommandations de plateformes
Je n'attends pas d'informations particulières de ses trois niveaux d'interlocuteurs. Ce sont les revues et les financeurs qui fournissent l'ensemble des informations nécessaires

Vous sentez-vous suffisamment soutenus en matière d'Open Access :

- 1) Au niveau financier

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	8	40%
Non	12	60%

2) En ce qui concerne l'aide technique à la publication

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	7	35%
Non	13	65%

3) En termes de conseil juridique

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	7	35%
Non	13	65%

4) Si vous le souhaitez, vous pouvez apporter un commentaire au sujet du soutien en matière d'Open Access

Ce serait bien qu'une des couches ci-dessus prenne en charge l'aspect financier car pour l'instant c'est pris sur mon budget de recherche.
Soutien technique ou juridique non nécessaire
Personne ne paye ...
Je ne comprends pas la notion d'aide technique, sachant qu'il faut accéder à la plateforme soi-même pour publier. J'ai donc effectué toutes ces démarches moi-même sans autre soutien. La publication et ses frais doit être prévue dans le financement obtenu, ce qui n'est pas toujours possible selon les types de financement. Cela peut rendre alors ces publications plus difficiles à réaliser si le chercheur n'a pas d'autres fonds disponibles à cet effet.
Je ne suis pas la cible d'utilisateurs
Je pense que l'aide technique à la publication mériterait un soutien plus important mais ce n'est pas du ressort de l'Open Access
Le financement des publications n'est pas clair
N'est pas particulièrement pertinent pour mon activité

Quelle serait, s'il y en a une, votre demande prioritaire à la HES-SO en matière d'Open Access ?

Idem : ce serait bien qu'une des couches ci-dessus prenne en charge l'aspect financier car pour l'instant c'est pris sur mon budget de recherche.
D'abord et avant tout c'est une question financière de mon point de vue. Ce qui serait intéressant c'est que la HES-SO (et non pas les écoles) développe un partenariat avec les éditeurs pour obtenir des prix bas favorisant l'open access des publications.
<ul style="list-style-type: none"> - faciliter les processus OA - promouvoir les publications OA - introduire/considérer la publication en OA comme indicateur de performance des prof - prévoir une incitation financière Ex -octroi d'un budget au sein du socle de la recherche dans chaque école...
Que l'école paye !
Une meilleure coordination et communication
Une recommandation des plateformes à utiliser par domaine et une valorisation des publications au même titre que les publications dans des revues scientifiques de bonne tenue / tenue équivalente
Aucune particulière.
Une prise en charge complète des questions de droits et de législation avec les éditeurs et le dépôt, en réalisant une veille sur les publications des chercheurs de la HES-SO, dans l'archive institutionnelle
Financement

Savez-vous à qui vous adresser en cas de question en matière d'Open Access ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	12	60%
Non	8	40%

III. Questions sur la stratégie Open HES-SO

Êtes-vous au courant de l'existence de la stratégie Open HES-SO ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	8	40%
Non	12	60%

1) Si oui, l'avez-vous parcourue ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	6	75%
Non	2	25%

2) Si oui, l'avez-vous comprise ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	5	62,50%
Non	3	37,50%

3) Si oui, a-t-elle eu une quelconque influence sur vos habitudes de publication ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	3	37,50%
Non	5	62,50%

4) Commentaires quant à l'influence de la Stratégie Open HES-SO sur les habitudes de publication des chercheurs

Soutien financier, donc favorable à l'OA
Une plus grande satisfaction.

5) Si oui, avez-vous été consulté au moment de son élaboration ?

Réponse	Décompte	Pourcentage
Oui	1	12,50%
Non	7	87,50%

Annexe 2 : Guide d'entretien

1. Open Access et vous

- 1) Quelle est votre vision personnelle de l'OA ?
- 2) Pouvez-vous nous préciser votre rôle en matière d'OS et plus particulièrement d'OA au sein de la HEG-GE ?
- 3) De par votre position de responsable, quelles sont les principales craintes / remarques en matière d'OA ?

A. De votre part ?

B. Émanant de votre entourage ?

2. Open Access au niveau institutionnel

- 1) Perception de l'OA au sein de la HES-SO
- 2) Comment positionnez-vous la HES-SO en matière d'OA dans le paysage académique suisse ?

3. Stratégie Open HES-SO

- 1) Avez-vous été amenés à participer à son élaboration ?
 - A. Si oui, comment, avec quel rôle (consulting, relecture...) ?
 - B. Si non, étiez-vous au courant de son élaboration ?
- 2) Quelles sont les conséquences, pour vous, responsable de la recherche / bibliothécaire responsable, de l'adoption de la stratégie Open HES-SO ?
- 3) Votre rôle a-t-il été revu/adapté suite à l'adoption de la stratégie ?
- 4) Êtes-vous amenés à participer à son implémentation ?
 - A. Si oui dans quelle mesure ? (rôles)
 - B. Si oui dans quelle mesure ? (actions)
 - C. Si non, pour quelle(s) raison(s) ?
- 5) Vous sentez-vous suffisamment armés pour mener à bien votre mission ?
- 6) Quelles recommandations formuleriez-vous pour une implémentation optimale de l'OA au niveau institutionnel ?

Annexe 3 : Questions transmises à la vice-rectrice Recherche et Innovation de la HES-SO

1. En amont de l'adoption de la stratégie Open HES-SO, avez-vous mené des consultations auprès des directions, bibliothèques et chercheurs pour sa rédaction ? Sinon demandé des retours (à qui, à quelle fréquence, par quel biais (réunions, appels, échanges de courriels...) ?
2. Comment, quand, auprès de qui (directions, chercheurs, bibliothèques...) avez-vous communiqué l'adoption de la stratégie Open HES-SO ?
3. Existe-t-il un document formel ou alors des règles communes indiquant aux chercheurs comment publier en OA (version, délai, ...) ? Le cas échéant, quand et comment a-t-il été communiqué ? Directement aux chercheurs ? Aux directions ? Dans le cas contraire, avez-vous prévu un tel document ?
4. Dans quelle mesure les directions, bibliothèques et chercheurs sont-ils impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie ?
5. Avez-vous (déjà) prévu certaines mesures pour la mise en œuvre de la stratégie ? Le cas échéant existe-t-il un document que vous pourriez nous envoyer ?
6. Avez-vous quelque autre information/document à nous communiquer aux fins de nos recherches et analyses en vue de la formulation de nos recommandations pour la mise en œuvre de la stratégie ?

Annexe 4 : Suggestions faites à la cheffe de projet Open Science de la HES-SO concernant la partie Open Access du site web Open HES-SO

1. Objectifs

La page devra permettre aux chercheurs HES-SO de rapidement et clairement comprendre :

- Ce qu'est l'OA
- Quelles sont ses implications concrètes en termes de publication et de droits d'auteur
- La stratégie et les outils de la HES-SO
- Les personnes de contact en la matière
- Leur présenter des liens utiles pour aller plus loin

Il est clair que les chercheurs de la HES-SO constituent le public cible. Cependant, de cette manière, tout visiteur pourra aussi se faire une idée précise de la manière dont la HES-SO conçoit et prévoit l'OA à la lecture de la page, à l'instar de l'image renvoyée par les autres Hautes Écoles sur leur site internet.

2. Accès / insertion sur le site web de la HES-SO

Concrètement, sur le site HES-SO :

La recherche à la HES-SO > Open Science à la HES-SO > Open Access

3. Navigation

Il faut faciliter la navigation, soit permettre au lecteur d'immédiatement voir les sous-parties (cf. ci-dessous) et pouvoir y accéder directement, selon l'information qu'il souhaite consulter.

4. Structure et proposition de contenu

> Introduction à l'OA

- Introduction générale (préciser que l'OA est un des aspects de l'OS) et définition
- Contexte institutionnel et national : textes et références
- Open Access à la HES-SO
- Stratégie Open HES-SO
- LEUR

- DLCM
- ArODES
- FNS
- Stratégie nationale
- UE ?

> Publier en OA

- Implications directes pour les chercheurs HES-SO
 - Les droits d'auteurs et le copyright ne sont pour autant écartés (rassurer)
 - Comme précisé dans la Stratégie Open HES-SO (p. 10), les chercheurs doivent
 - l'inclure dans leur méthodologie
 - l'inclure dans leur(s) demande(s) de financement
 - affilier leur publication à la HES-SO
- Coût d'une publication en OA
- La publication en OA peut se faire par différentes voies. Gold & Green préconisées / FNS mais aussi... tableau de synthèse de toutes les voies envisageables
- Archives ouvertes : institutionnelles (ex. ArODES) ou thématiques
- OA et Droit d'auteur
- Périodes d'embargo
 - Bref rappel de ce que c'est
 - Lettre type pour la négociation de la période d'embargo (cf. UNIL et EPFL)

Identifier les éditeurs prédateurs

- Qu'est-ce qu'un éditeur prédateur
- Check list de <http://thinkchecksubmit.org> (vu UNIGE)

> Liens utiles

- Vers le coordination desk du projet DLCM + contact via dlcm@hes-so.ch
- Vers les dépôts de données
- Vers ArODES Vers la page OA de swissuniversities
- Vers le site OA du FNS
- Vers le site de ressources <http://open-access.net/CH-EN/switzerland-english>

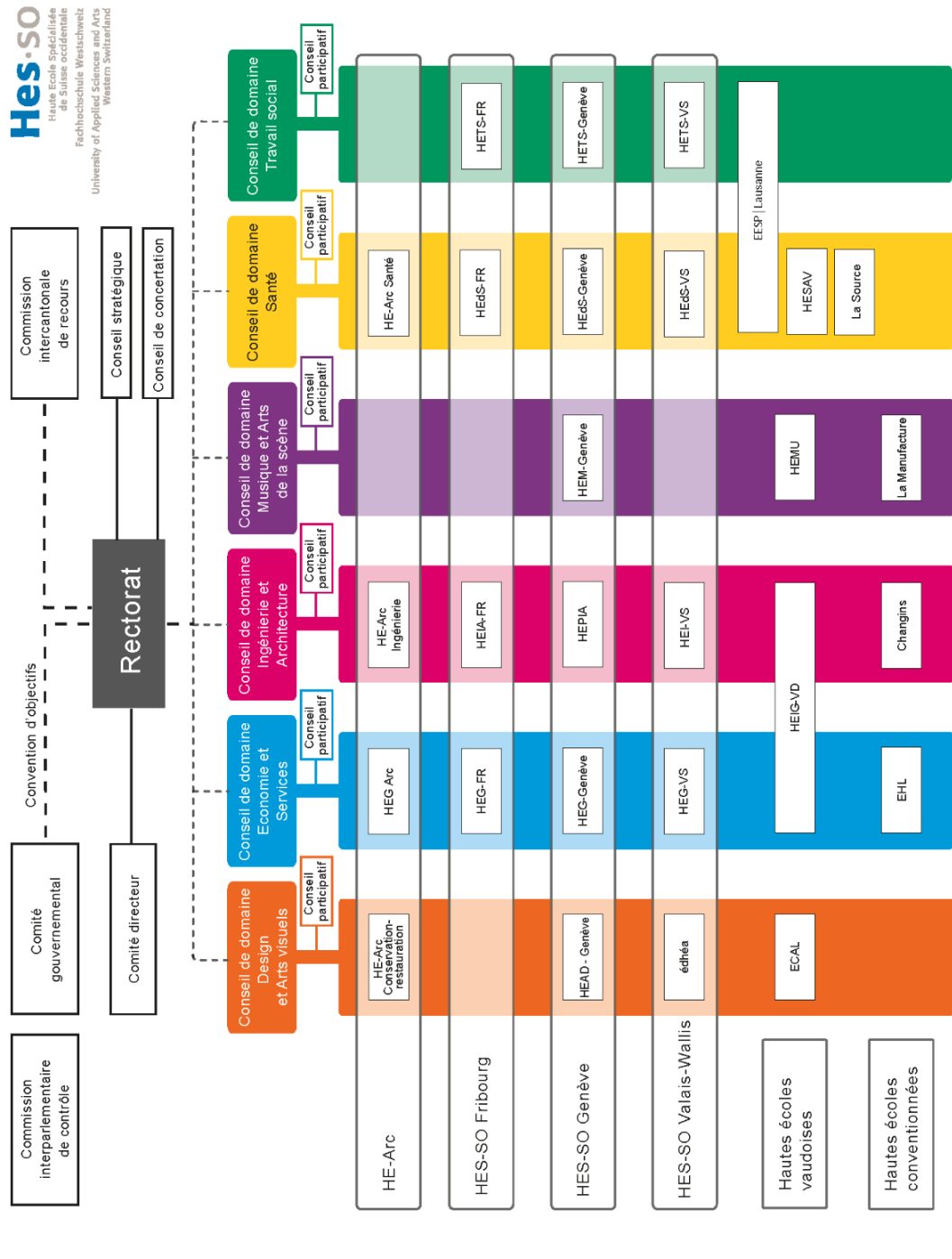
> Contact OA

- Personnes de contact : Selon vos souhaits
- Isabelle Lucas & team biblio HE ? (indiquer le rôle en matière d'OS/OA)
- Avec e-mail et/ou numéro de téléphone
- Horaires

5. Autres propositions

- Sur la page Appui à la recherche : mettre en évidence un lien vers la page OA (ou OS) de la HES-SO
- Pour le webmaster : liens : ouverture d'un nouvel onglet !
- Pour les bibliothèques des HE de la HES-SO : renvoi vers la page web OA de la HES-SO

Annexe 5 : Organigramme de la HES-SO



Etat au 15.01.19

Source : HES-SO 2019b

Annexe 6 : Composition des organes centraux de la HES-SO et compétences pouvant être utilisées en matière de mise en œuvre de l'Open Access selon la *Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)*

	<u>Rectorat</u>	<u>Comité directeur</u>	<u>Conseils de domaines</u>	<u>Conseils de concertation</u>
Composition	Composé de la Rectrice ou du Recteur qui le préside, ainsi que de deux à quatre Vice-rectrices ou Vice-recteurs. Art. 23 al. 2	Composé de : a) Le Rectorat ; b) les cinq Directrices générales ou Directeurs généraux des hautes écoles des cantons/régions partenaires ; c) les Responsables de domaine.	Un domaine est dirigé par un Conseil de domaine, notamment composé de membres des directions des hautes écoles concernées ; il est présidé par un ou une Responsable de domaine employé-e par la HES-SO.	Le Conseil de concertation est composé de 15 à 21 membres représentant les étudiantes et étudiants de la HES-SO et les personnels des hautes écoles élus par leurs pairs.
Compétences en lien avec le sujet	Le Rectorat a les compétences suivantes : a) définir la stratégie globale de développement et veiller à sa mise en œuvre ; b) prendre toutes les mesures utiles au développement commun des hautes écoles ; [...] d) élaborer le plan d'assurance qualité, assurer les contrôles de qualité ainsi que les évaluations internes ; [...] j) approuver les politiques transversales qui concernent les domaines [...] n) fixer le montant du fonds de recherche et d'impulsions dans le cadre du budget ; [...] Article 24	Le Rectorat saisit le Comité directeur de toute question touchant le fonctionnement des domaines et des hautes écoles des cantons/régions. Il sollicite en particulier son préavis sur : [...] d) les politiques transversales qui concernent les domaines ; [...] f) le montant du fonds de recherche et d'impulsions ; [...] Article 27 al. 2	Un Conseil de domaine a les compétences suivantes : [...] d) proposer au Rectorat une stratégie en matière de Ra&D et coordonner sa mise en œuvre en valorisant les compétences existantes dans les hautes écoles du domaine concerné ; [...] f) proposer au Rectorat les mesures de communication communes au Domaine ; [...] i) mettre en œuvre le mandat de prestations qui le lie au Rectorat. Article 30	Le Conseil de concertation a les attributions suivantes : a) préavisier la convention d'objectifs ; b) préavisier la stratégie de développement ; c) préavisier le projet de budget de la HES-SO ; d) préavisier les propositions touchant au statut du personnel et à celui des étudiantes et étudiants ; e) adopter des résolutions sur toute question relative à la HES-SO ; f) se prononcer sur les questions relatives aux intérêts généraux de la HES-SO et des hautes écoles ; g) soumettre des propositions générales au Rectorat qui lui fait rapport ; h) préavisier les objets qui lui sont soumis par les autres organes de la HES-SO. Article 34

Source : extraits de la *Convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)* [du 26 mai 2011]

Annexe 7 : Visibilité de l'Open Science sur les pages web des différentes bibliothèques de la HES-SO

Bibliothèques de la HES-SO par domaines (source : https://www.hes-so.ch/fr/bibliotheques-hes-so-187.html [consulté le 03.01.2020])	OS		OA		ARODES		Lien direct vers la Stratégie Open HES-SO ?		Lien vers page Open HES-SO ?		Remarques
	Présent ?	Visible ?	Présent ?	Visible ?	Présent ?	Visible ?	Présent ?	Visible ?	Présent ?	Visible ?	
DESIGN ET ARTS VISUELS											
Bibliothèque ECAU/Ecole cantonale d'art de Lausanne	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	
Bibliothèque Haute Ecole Arc Conservation-Restauration	Non	Non	Non	Non	Oui	Moyen	Non	Non	Non	Non	ARODES présent, mais sans contexte ni explication
Bibliothèque Haute école d'art et de design Genève	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	
Bibliothèque HES-SO Valais-Wallis – EDHEA	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	
Ecole de design et haute école d'art											
ECONOMIE ET SERVICES											
Bibliothèque Ecole hôtelière de Lausanne	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N.B. page de la bibliothèque 404. Pas trouvée par la recherche sur le site, ni aucune référence à l'OA
Bibliothèque Haute Ecole Arc Gestion	Non	Non	Non	Non	Oui	Moyen	Non	Non	Non	Non	ARODES présent, mais sans contexte ni explication
Bibliothèque Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Pages > services > OS en bas de page, il faut scroller la page pour la découvrir
Infothèque Haute école de gestion de Genève	Non	Non	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Accès à la page ARODES et OA via la bande de navigation à droite ainsi que par "services". Or, l'OS et plus spécifiquement l'OA ne sont suffisamment mis en avant. Ni contextualisés
Médiathèque Sociale, Gestion & Tourisme de la HES-SO Valais-Wallis	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Informations sous l'onglet RA&D. OS : lien vers la page Open HES-SO. OA : Lien vers la stratégie Open HES-SO. Lien avec ARODES pas évident, les informations le concernant se trouvent sous "diffuser"
INGENIERIE ET ARCHITECTURE											
Bibliothèque Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève - hepia	Non	Non	Non	Non	Oui	Moyen	Non	Non	Non	Non	Mention est faite à ARODES dans l'onglet "services" > "formations" avec la "seule" précision qu'il s'agit de l'archive ouverte de la HES-SO. Pas de lien vers ARODES.
Bibliothèque Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Pages > services > OS en bas de page, il faut scroller la page pour la découvrir
Bibliothèque Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg	Non	Non	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Oui	Moyen	Nos services > ARODES : brièvement présenté, sans que le lien avec l'OS soit évident. Puis vient le lien

Annexe 8 : Poster scientifique

De l'analyse des stratégies **Open Access** dans le paysage académique à la formulation de **recommandations à la HES-SO**

Problématique Dans la mouvance de l'Open Science, l'Open Access (OA) connaît un développement en constante évolution depuis le début des années 2000. En réponse à cette effervescence, les institutions de la recherche élaborent des stratégies Open Access puis adoptent des politiques permettant leurs mises en œuvre concrètes.

Objectifs

- Propositions pour la conception de la page internet de la HES-SO dédiée à l'Open Access.
- Lecture critique de la stratégie Open Access de la HES-SO afin de la situer par rapport à l'existant.
- Formuler des recommandations à la HES-SO en vue d'une implémentation optimale de sa stratégie.

Méthodologie

- Revue de la littérature
- Questionnaire
- Entretiens semi-dirigés

État des lieux mondial (2019).



=> 777 politiques OA de hautes écoles recensées sur ROARMAP (décembre 2019)

Historique

- 2002 Initiative de Budapest
- 2003 Déclaration de Bethesda
- 2003 Déclaration de Berlin
- 2012 Horizon 2020
- 2016 Appel d'Amsterdam
- 2017 Appel de Jussieu
- 2017 Stratégie nationale Open Access
- 2018 Mesures et nouvelles dispositions du FNS
- 2018 Plan S – cOAlition S

État des lieux en Suisse (2019).

- 2007 Université de Saint-Gall
- 2008 Université de Zurich
- 2012 Université de Bern
- 2013 Université de Bâle
- 2016 Université de Lucerne
- 2018 ETHZ
- 2019 EPFL

N.B. Échantillonnage par choix raisonné : universités suisses

Open HES-SO : mise en œuvre

"[...] open access policy passage and implementation is a journey, not an event"



12 décembre 2019
HEG - Genève
Projet réalisé dans le cadre du Master IS



Cynthia A. Germond
Jonathan Donzallaz
Sous la direction de la Prof. HES Dr. B. Makhoulouf



h e g **Hes-SO**
Haute école de gestion
Genève
Hochschule für Angewandte
Wissenschaften
Western Switzerland